

**Art. 11.** Le Conseil des litiges décide à la majorité simple des voix des membres présents. Une sanction ne peut être imposée ou proposée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

**Art. 12.** Le président mène les débats et les délibérations.

**Art. 13.** Chaque réunion fait l'objet d'un rapport. Le rapport est rédigé par un fonctionnaire mis à la disposition du Conseil des litiges par le Gouvernement flamand. Le rapport est approuvé à la réunion suivante.

**Art. 14.** Les articles 828 et 829 du Code judiciaire sont d'application lorsque la réunion a pour objet l'instruction d'une plainte ou la délibération sur une plainte.

**Art. 15.** Le Conseil des litiges peut, à tout moment, faire appel à un expert. Le Conseil décide de l'indemnité à accorder à cet expert.

**Art. 16.** Les délibérations du Conseil des litiges sont signées par le président et par le fonctionnaire visé à l'article 13.

**Art. 17.** Les membres du Conseil des litiges sont tenus au secret pour ce qui est des déclarations et faits dont ils prennent connaissance du fait d'une plainte.

**Art. 18.** Le Conseil des litiges établit son siège et tient ses réunions à Bruxelles dans le local mis à la disposition par le Ministre flamand compétent ou par son délégué.

**Art. 19.** Sauf décision contraire du Conseil des litiges, il est représenté auprès des autorités par son président.

**Art. 20.** Tous les délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août, à l'exception du délai de quinze jours, fixé à l'article 1, 1<sup>o</sup>, du présent règlement.

**Art. 21.** Le Conseil des litiges établit, au mois de juin de chaque année, une estimation des dépenses pour l'année qui suit.

**Art. 22.** Le règlement d'ordre et procédure du Conseil flamand des litiges pour la radio et la télévision du 8 février 1995 est abrogé.

Bruxelles, le 12 juin 1996.

Le fonctionnaire de la division Medias et du Film,  
M. Chatelet.

Le Président,  
H. Coremans.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1643

[C - 27438]

#### 27 JUIN 1996. — Décret relatif aux déchets (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

**Article 1er.** Le présent décret a pour objectif de protéger l'environnement et la santé de l'homme de toute influence dommageable causée par les déchets.

Plus particulièrement, le présent décret a pour objectifs, dans une approche intégrée de la réduction de la pollution :

1<sup>o</sup> en premier lieu, de prévenir ou réduire la production de déchets et leur nocivité;  
2<sup>o</sup> en deuxième lieu, de promouvoir la valorisation des déchets, notamment par recyclage, réemploi, récupération, utilisation comme source d'énergie;

3<sup>o</sup> en dernier lieu, d'organiser l'élimination des déchets.

Dans la même approche, le présent décret vise :

1<sup>o</sup> à limiter, à surveiller et à contrôler les transferts de déchets;

2<sup>o</sup> à assurer la remise en état des sites.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> déchet : toute matière ou tout objet qui relève des catégories figurant à l'annexe I dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défait;

2<sup>o</sup> déchets ménagers : les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et les déchets assimilés à de tels déchets par arrêté du Gouvernement;

3<sup>o</sup> déchets agricoles : tous déchets résultant de l'activité agricole, horticole ou d'élevage;

4<sup>o</sup> déchets industriels : les déchets provenant d'une activité à caractère industriel, commercial ou artisanal non assimilés aux déchets ménagers;

(1) Session 1995-1996

Document du Conseil 49 (1995-1996), n<sup>os</sup> 1 à 105.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 12 juin 1996. Discussion. Vote.

5° déchets dangereux : les déchets qui représentent un danger spécifique pour l'homme ou l'environnement parce qu'ils sont composés d'un ou plusieurs constituants et qu'ils possèdent une ou plusieurs caractéristiques, énumérés par le Gouvernement,

conformément aux prescriptions européennes en vigueur;

6° déchets inertes : les déchets qui, de par leurs caractéristiques physico-chimiques, ne peuvent à aucun moment altérer les fonctions du sol, de l'air ou des eaux ni porter atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme;

7° déchets d'activités hospitalières et de soins de santé : les déchets provenant des hôpitaux, des hôpitaux psychiatriques, des maisons de soins psychiatriques, des maisons de repos et de soins, des laboratoires médicaux, des dispensaires médicaux, des cabinets de médecin, de dentiste ou de vétérinaire et de prestations de soins à domicile;

8° gestion : la collecte ou le transport ou la valorisation ou l'élimination des déchets, y compris la surveillance de ces opérations, ainsi que la surveillance et la remise en état des sites d'élimination ou de valorisation après leur fermeture;

9° élimination : toute opération prévue à l'annexe II du présent décret et toute autre opération définie par le Gouvernement conformément aux prescriptions européennes en vigueur;

10° valorisation : toute opération prévue à l'annexe III du présent décret et toute opération définie par le Gouvernement conformément aux prescriptions européennes en vigueur;

11° recyclage : valorisation, y compris le compostage, consistant en la récupération de matières premières ou de produits des déchets, à l'exclusion de l'énergie;

12° regroupement : toute opération prévue à l'annexe IV du présent décret et toute opération définie par le Gouvernement conformément aux prescriptions européennes en vigueur;

13° prétraitement : processus physique, chimique, thermique ou biologique qui modifie les caractéristiques des déchets de manière à réduire leur volume ou leur caractère dangereux, à en faciliter la manipulation, à en favoriser la valorisation ou à en permettre l'élimination;

14° collecte : activité de ramassage, de regroupement et/ou de tri des déchets;

15° transport : ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des déchets;

16° transfert : activité visant à transférer des déchets à l'intérieur, vers l'intérieur ou vers l'extérieur de la Région wallonne, à l'exclusion des déchets en transit;

17° installation : site aménagé pour la collecte, la valorisation ou l'élimination des déchets;

18° établissement temporaire : site ou appareillage utilisé à des fins d'opérations ou activités occasionnelles et dont les dangers, nuisances ou inconvénients directs sont limités à la durée de l'autorisation;

19° centre d'enfouissement technique : installation d'élimination contrôlée où des déchets sont définitivement entreposés sur ou dans le sol;

20° remise en état : ensemble d'opérations en vue de la réintégration du site dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel et/ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de ce site;

21° producteur : toute personne dont l'activité produit des déchets ("producteur initial") et/ou toute personne qui effectue des opérations de prétraitement, de mélange ou autres conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets;

22° détenteur : toute personne en possession des déchets ou les contrôlant légalement;

23° administration : le Directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne, ou son délégué;

24° Office : l'Office wallon des déchets;

25° fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire désigné comme tel par le Gouvernement.

**Art. 3.** Le Gouvernement peut réglementer la production de matières assimilables à des produits et encourager, aux conditions qu'il fixe, leur application dans des processus d'utilisation déterminés.

Le Gouvernement établit la liste des matières et des processus d'utilisation, visés à l'alinéa 1er. Le Gouvernement décrit les circonstances de production, les caractéristiques des matières et leur mode d'utilisation.

Le Gouvernement peut imposer à ceux qui produisent ou détiennent certaines matières visées à l'alinéa 1er l'obligation d'en tenir une comptabilité et d'informer l'administration de leur affectation et de leur usage. Il peut soumettre certaines matières visées à l'alinéa 1er à certificat d'utilisation. Il en précise les modalités.

**Art. 4.** Ne sont pas considérés comme déchets au sens du présent décret :

1° les effluents gazeux émis dans l'atmosphère;

2° les eaux usées, telles que définies à l'article 2, 7°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, à l'exception des déchets à l'état liquide.

**Art. 5. § 1er.** Le Gouvernement établit un catalogue des déchets qui constitue la nomenclature de référence pour la gestion des déchets.

§ 2. En fonction de leur origine, les déchets sont classés comme suit :

— déchets ménagers;

— déchets industriels.

Le Gouvernement peut assimiler certains déchets à d'autres déchets qui, bien que d'origines différentes, sont soumis à des règles de gestion identiques.

§ 3. En fonction de leurs caractéristiques, le Gouvernement arrête une liste de déchets dangereux et une liste de déchets inertes.

L'inclusion dans la liste de déchets dangereux constitue une présomption que le déchet possède des caractéristiques de danger.

La non-inclusion dans la liste de déchets inertes constitue une présomption que le déchet n'est pas inerte.

Le Gouvernement fixe les modalités de reconnaissance du caractère non dangereux ou inerte des déchets.

#### CHAPITRE II. — Prévention et limitation de la production des déchets et de leur nocivité

**Art. 6. § 1er.** Afin de prévenir l'apparition de déchets difficiles à gérer, de faciliter la gestion des déchets présentant une menace particulière pour l'environnement ou de réduire la quantité ou la nocivité des déchets, le Gouvernement peut prendre toutes mesures appropriées tendant à :

1° promouvoir la recherche, le développement et l'utilisation de techniques écologiquement rationnelles;

2° réglementer la production de déchets notamment par la fixation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs ou par toute mesure visant à obtenir des matières entrant dans un processus d'utilisation déterminé de matières assimilables à des produits;

3° favoriser la valorisation interne à l'entreprise productrice de déchets;

4° favoriser l'utilisation de produits de telle sorte qu'ils ne contribuent pas, ou qu'ils contribuent le moins possible, à accroître la quantité de déchets et les risques de pollution, et à cet égard, notamment, fixer les critères et la méthodologie à retenir pour l'analyse du cycle de vie des produits;

5° promouvoir des techniques appropriées en vue de l'élimination des substances dangereuses contenues dans les déchets destinés à la valorisation;

6° instaurer une obligation d'information des utilisateurs des produits, en ce qui concerne leur mode de valorisation ou d'élimination, les risques de pollution qu'ils comportent ou leur mode d'utilisation;

7° régler l'octroi de subventions pour les actions menées ou les investissements rendus nécessaires en exécution du présent article;

8° imposer aux entreprises la réalisation de plans pluriannuels de prévention.

§ 2. Le Gouvernement peut imposer à ceux qui produisent ou détiennent des produits susceptibles de devenir des déchets dangereux l'obligation de tenir une comptabilité de ces produits, d'informer l'administration de leur affectation et de leur usage et du mode de valorisation ou d'élimination.

§ 3. Les autorisations nouvelles et les modifications d'autorisations d'exploiter des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, octroyées après l'entrée en vigueur du présent décret, comportent des conditions d'exploiter visant à prévenir l'apparition de déchets.

### CHAPITRE III. — Prévention et limitation des nuisances lors de la gestion des déchets

#### Section 1re. — Dispositions communes

Art. 7. § 1er. Il est interdit d'abandonner les déchets ou de les manipuler au mépris des dispositions légales et réglementaires.

§ 2. Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la flore, la faune, à éviter les inconvénients par le bruit et les odeurs et, d'une façon générale, sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

§ 3. La gestion est effectuée prioritairement par la voie de la valorisation et à défaut par la voie de l'élimination.

§ 4. Afin de réaliser une gestion conforme aux prescrits des §§ 1er à 3, les producteurs et détenteurs de déchets sont tenus d'adapter les modes de production et/ou de conditionnement des déchets.

§ 5. Les déchets sont soit gérés par le producteur des déchets, soit cédés à une personne agréée ou enregistrée pour les gérer, soit cédés à une installation autorisée ou enregistrée pour les gérer.

Art. 8. Le Gouvernement peut :

1° réglementer les modalités et les techniques de gestion des déchets;

2° imposer la gestion des déchets résultant de la mise sur le marché de biens, matières premières ou produits, par la ou les personnes qui les produisent, importent ou commercialisent, notamment par l'instauration d'une obligation de reprise des déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination adéquate;

3° soumettre à autorisation ou enregistrement les installations ou les activités de gestion de déchets et à agrément ou enregistrement les personnes qui, à un titre quelconque, participent à la gestion des déchets, produisent, recueillent, achètent ou vendent des déchets;

4° interdire la détention de déchets au-delà d'un terme ou d'une quantité déterminés;

5° fixer des conditions auxquelles des personnes publiques ou privées, ayant leur siège social en dehors de la Région wallonne, peuvent être assimilées aux personnes ayant obtenu un acte administratif en exécution d'une réglementation établie en vertu du point 3 ci-dessus;

6° autoriser le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles nécessaires à l'implantation d'installations de gestion de déchets ou à la remise en état de sites.

Art. 9. Le Gouvernement peut imposer aux producteurs, collecteurs, transporteurs, éliminateurs, valorisateurs et détenteurs de déchets :

1° l'obligation d'informer l'autorité administrative compétente au sujet de la détention et des déplacements des déchets, y compris par l'utilisation de registres, de bordereaux de suivi et de formulaires déterminés;

2° l'obligation de se faire remettre un récépissé lors de la cession des déchets ou un certificat d'élimination ou de valorisation des déchets.

Art. 10. Les personnes physiques ou morales qui, à titre professionnel, collectent ou transportent des déchets dangereux sont soumises à un agrément préalable.

L'agrément porte notamment sur la moralité, les moyens techniques et financiers de la personne.

Les personnes physiques ou morales qui, à titre professionnel, collectent ou transportent des déchets autres que dangereux sont soumises à enregistrement.

Le Gouvernement établit les règles d'application du présent article.

Art. 11. § 1er. L'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement, d'élimination ou de valorisation de déchets sont soumises à autorisation.

Lorsqu'un établissement ou une entreprise est soumis à un régime d'autorisation en vertu d'une autre législation et effectue une activité accessoire de gestion de déchets, intégrée dans un processus de production, l'autorisation est accordée ou, si l'activité de gestion de déchets est de nature à aggraver les dangers inhérents à l'établissement, modifiée, de manière à intégrer les conditions prévues au § 2 et à assurer le respect de l'article 7, § 2.

L'autorisation d'une installation de regroupement, d'élimination ou de valorisation de déchets ne peut être accordée qu'à un exploitant qui fournit la preuve de sa moralité et qui dispose ou s'engage à disposer de moyens techniques et de garanties financières suffisantes.

§ 2. L'autorisation est assortie de conditions destinées à assurer le respect du présent décret et doit notamment porter sur :

- les types et les quantités de déchets;
- les prescriptions techniques;
- les précautions à prendre en matière de sécurité;
- le site de gestion des déchets;
- la méthode de traitement;
- les conditions jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 7, § 2;
- les mesures de surveillance et de contrôle;
- les modalités de remise en état.

L'autorisation tient lieu d'autorisation de rejet des eaux usées au sens du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de toute autre autorisation requise en vertu du Règlement général pour la protection du travail.

§ 3. L'autorisation est accordée pour une durée déterminée par la députation permanente de la province où l'installation est établie, à l'exclusion des centres d'enfouissement technique de déchets non inertes dont l'autorisation est accordée par le Gouvernement.

L'autorisation ne peut être accordée ou renouvelée qu'après enquête publique dans la commune où l'installation est située. La commune organise cette enquête publique selon les règles définies par le Gouvernement.

A défaut de décision dans les délais prescrits, l'autorisation est censée être refusée.

Un recours non suspensif peut être introduit auprès du Gouvernement par le demandeur de l'autorisation ou par un tiers intéressé. Le recours est suspensif lorsqu'il est introduit par l'administration. En ce qui concerne les centres d'enfouissement technique de déchets non inertes, ce recours peut être introduit par le demandeur de l'autorisation ou par un tiers intéressé auprès du Gouvernement qui statue après avoir obtenu l'avis d'une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés par le Gouvernement.

A défaut de décision dans les délais prescrits, et si le recours est introduit par le demandeur en première instance, l'autorisation est censée être octroyée aux conditions fixées dans l'autorisation octroyée en première instance ou, si l'autorisation en première instance a été refusée, moyennant le respect des conditions minimales d'exploitation fixées en vertu de l'article 14.

A défaut de décision dans les délais prescrits et si le recours est introduit par une autre personne que le demandeur en première instance, le recours est censé être rejeté.

§ 4. Le Gouvernement peut déroger par arrêté réglementaire au § 3 pour des établissements temporaires.

§ 5. Sans préjudice de l'article 7, § 2, le Gouvernement peut, par arrêté réglementaire, dispenser de l'autorisation visée au paragraphe 1er et soumettre à enregistrement selon la procédure qu'il détermine :

- 1° les établissements ou entreprises assurant eux-mêmes l'élimination de leurs propres déchets, autres que dangereux, sur les lieux de production;
- 2° les établissements ou entreprises qui valorisent des déchets, y compris les opérations de regroupement avant valorisation.

L'enregistrement est introduit auprès de l'autorité que le Gouvernement désigne.

Le Gouvernement détermine le type d'activités et de déchets concernés et les conditions intégrales à respecter par ces établissements ou entreprises. Il arrête la forme et le contenu de l'enregistrement.

§ 6. L'autorité qui a statué sur la demande peut, à tout moment, d'office ou sur rapport de l'administration, modifier les conditions de l'autorisation en vue d'assurer le respect de l'article 7, § 2.

§ 7. L'extension ou la modification d'une installation visée au paragraphe 1er est soumise à autorisation, selon les règles déterminées par le Gouvernement, lorsque cette extension ou modification est de nature à aggraver, directement ou indirectement, les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement.

Le Gouvernement peut, par arrêté réglementaire, définir les cas où la modification ou l'extension mineures de l'autorisation sont dispensées de l'enquête publique.

§ 8. Le Gouvernement établit les règles d'application du présent article ainsi que les règles selon lesquelles les autorisations sont demandées ou renouvelées et les règles selon lesquelles les enregistrements sont effectués.

**Art. 12.** Tout exploitant d'une installation visée à l'article 11, § 1er, tient un registre indiquant :

- d'une part, la quantité, la nature, l'origine et, le cas échéant, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport, le mode de traitement des déchets et les opérations visées aux annexes II ou III;
- d'autre part, toute modification apportée à l'installation ou aux opérations qui y sont effectuées.

Il fournit sur demande ces indications à l'administration.

**Art. 13. § 1er.** Tout exploitant d'une installation visée à l'article 11, § 1er et § 5, est tenu de remettre les lieux en état au terme de l'autorisation ou de l'enregistrement ou en cas de retrait de l'autorisation ou de radiation de l'enregistrement, conformément aux prescriptions techniques déterminées par l'administration.

§ 2. L'acte d'autorisation peut imposer la fourniture d'une sûreté dont le montant est déterminé par l'Office en fonction de critères objectifs et qui est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à la remise en état. L'acte peut disposer que la sûreté est fournie anticipativement par tranches, en fonction du développement progressif de l'exploitation.

La sûreté consiste en un versement au CCP de la Caisse des dépôts et consignations, ou en une garantie bancaire indépendante.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, l'exploitant d'une installation visée à l'article 11, § 1er, est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de la Communauté européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

L'administration est tenue de constater la remise en état des lieux dans un délai de soixante jours à partir de la date de l'introduction de la demande de constat. A défaut de décision de l'administration dans le délai requis, la remise en état des lieux sera réputée avoir été constatée conforme.

Dans les trois mois du constat par l'administration de la remise en état des lieux, l'établissement de crédit est libéré ou la somme versée au CCP de la Caisse des dépôts et consignations et les intérêts sont restitués à l'exploitant.

§ 3. L'autorisation n'entre en vigueur qu'à partir du moment où l'Office reconnaît que la sûreté requise a été fournie.

Lorsque la sûreté est fournie par tranches, l'autorisation n'est applicable pour une partie du terrain qu'à partir du moment où l'Office reconnaît que la tranche correspondante de la sûreté requise a été constituée.

§ 4. Sur proposition motivée de l'Office ou de l'administration si la décision a été prise sur recours, justifiant d'une évolution du coût estimé de remise en état, l'autorité qui a délivré l'autorisation peut, en motivant sa décision, modifier le montant de la sûreté en cours d'exploitation. Sans préjudice de cette faculté, la même autorité examine tous les cinq ans si une révision du montant de la sûreté s'impose.

§ 5. L'administration peut accorder un délai complémentaire unique pour la remise en état.

Si les lieux ne sont pas remis complètement en état dans le délai requis; le Gouvernement fait procéder d'office à la remise en état en prélevant les sommes nécessaires sur les sommes versées au CCP de la Caisse des dépôts et consignations ou en faisant appel à la garantie bancaire.

Si le montant de la sûreté est insuffisant, l'Office récupère à charge de l'exploitant les frais supplémentaires exposés.

§ 6. Le Gouvernement peut établir des règles plus précises.

**Art. 14.** Le Gouvernement peut :

1° déterminer des conditions minimales d'exploitation des installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation;

2° soumettre à des conditions particulières l'utilisation des installations de regroupement, d'élimination ou de valorisation pour des déchets en provenance d'Etats étrangers et d'autres Régions;

3° fixer des conditions auxquelles sera subordonnée la délivrance des autorisations, agréments et enregistrements et portant sur :

a) des dispositions d'ordre technique en vue de limiter ou de supprimer les effets nuisibles pour le sol, la flore, la faune, l'air ou les eaux, et, d'une façon générale, pour éviter les atteintes à l'environnement et à la population;

b) la souscription d'une sûreté couvrant la responsabilité pour les conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité;

c) la fourniture, au bénéfice de l'Office, d'une sûreté, suivant l'une des modalités prévues à l'article 13, afin de garantir la remise en état des installations ou toute autre obligation établie en vertu du présent décret;

d) l'attribution de certaines tâches spécialisées à des personnes ayant des qualifications particulières. En ce cas, le Gouvernement peut définir des règles d'agrément de ces personnes, leurs droits, leurs obligations envers les autorités administratives;

e) le respect des principes de liberté et d'égalité d'accès, le respect de règles tarifaires, applicables lors de la collecte, de l'élimination ou de la valorisation des déchets;

f) les conditions d'acceptation des déchets;

g) le paiement de frais administratifs;

4° déterminer les cas et les conditions dans lesquels une décision peut être considérée comme prise implicitement;

5° déterminer les conditions de cessibilité des autorisations.

**Art. 15.** La demande d'autorisation formulée en vertu de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, est déposée en même temps que la demande de permis de bâtir mentionnée à l'article 41 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine. Le dossier de demande auprès d'une autorité compétente est incomplet à défaut de dépôt auprès de la même autorité d'une copie du dossier de demande déposée auprès de l'autre autorité compétente.

Les effets du permis de bâtir, en ce compris le délai de péremption, sont suspendus aussi longtemps qu'une décision sur recours administratif organisé n'a pas été notifiée concernant la demande d'autorisation précitée. En cas de refus de l'autorisation d'exploiter, après épuisement des voies de recours établies à l'article 11, le permis de bâtir devient caduc de plein droit le jour de la décision définitive de refus.

Les effets du permis d'exploiter sont suspendus aussi longtemps qu'une décision sur recours administratif organisé n'a pas été notifiée concernant la demande de permis de bâtir. En cas de refus du permis de bâtir, après épuisement des voies de recours établies aux articles 51 et 52 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, l'autorisation d'exploiter devient caduque de plein droit le jour de la décision définitive de refus.

Le Gouvernement peut préciser les conditions d'application des alinéas précédents. Il peut déterminer les modalités de consultation réciproques entre les autorités compétentes, les cas dans lesquels une concertation doit être organisée entre elles et la procédure de rectification éventuelle des deux actes administratifs aux fins d'assurer leur cohérence réciproque.

#### Section 2. — Dispositions particulières à la valorisation des déchets

**Art. 16.** Le Gouvernement peut :

1° réglementer les modes d'utilisation de certains matériaux, éléments ou formes d'énergie, afin de faciliter leur récupération ou celle des matériaux, éléments ou formes d'énergie qui leur sont associés dans certaines fabrications;

2° établir des critères techniques auxquels doivent satisfaire les matériaux récupérés, et la procédure de reconnaissance de l'observation de ces critères;

3° octroyer des subventions, selon les règles qu'il détermine, pour faciliter et encourager la valorisation et la réutilisation de matières et/ou d'énergie contenues dans les déchets;

4° prendre les mesures appropriées pour promouvoir l'usage de produits recyclés;

5° fixer des objectifs de valorisation pour les catégories de déchets qu'il détermine.

**Art. 17.** Le Gouvernement peut ajouter, par voie de règlement, dans les cahiers des charges de la Région wallonne et des administrations locales, des dispositions permettant au soumissionnaire l'utilisation de produits ou matières récupérés ou de matériaux qui en sont issus.

**Art. 18.** Le Gouvernement peut agréer, selon les règles qu'il détermine, une ou plusieurs bourses de déchets organisées sous forme d'une association sans but lucratif.

Une bourse de déchets a pour mission :

- 1° d'informer les détenteurs et acquéreurs de déchets sur les cours des divers déchets sur les marchés belge et étrangers;
- 2° de trouver des marchés et des débouchés pour des déchets détenus en Wallonie, y compris des possibilités de stockage pour certains déchets en attente;
- 3° d'encourager la mise en contact de l'offre et de la demande;
- 4° d'encourager la réutilisation des produits et la valorisation des déchets.

Le Gouvernement peut mettre à la disposition des bourses de déchets une subvention pour la période qu'il détermine.

### Section 3. — Dispositions particulières à l'élimination des déchets

**Art. 19. § 1er.** En ce qui concerne les centres d'enfouissement technique, le Gouvernement établit une classification en fonction de l'origine et des caractéristiques des déchets.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, conformément aux prescriptions européennes en vigueur, les déchets dangereux pouvant être mis en centre d'enfouissement technique pour déchets non dangereux, après une évaluation environnementale et dans des circonstances exceptionnelles, sous réserve d'une autorisation accordée au cas par cas par l'autorité compétente, et ce, pour de petites quantités compatibles avec les déchets mis en décharge.

§ 3. Le Gouvernement peut arrêter progressivement une liste de déchets dont la mise en centre d'enfouissement technique est interdite, notamment parce qu'ils sont susceptibles d'être valorisés ou d'être encore traités en vue de la réduction de leur caractère polluant ou dangereux.

Au plus tard le 1er janvier 2010, les déchets organiques biodégradables seront interdits à la mise en centre d'enfouissement technique.

Le Gouvernement établit les circonstances de force majeure dans lesquelles il peut être dérogé à l'interdiction de mise en centre d'enfouissement technique établie par ou en vertu du présent paragraphe.

§ 4. A l'exception des centres d'enfouissement technique visés à l'article 20, § 2, alinéa 3, l'acte d'autorisation d'un centre d'enfouissement technique impose la fourniture d'une sûreté conformément aux dispositions de l'article 13, dont le montant est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à la remise en état.

§ 5. L'acte d'autorisation du centre d'enfouissement technique précise la durée de la période, suivant la désaffectation du site, pendant laquelle l'exploitant reste tenu d'assurer la maintenance, la surveillance et le contrôle, compte tenu des risques potentiels que le centre d'enfouissement technique peut présenter.

**Art. 20. § 1er.** L'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique autres que destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets sont un service public.

Sans préjudice des conditions particulières d'accès, notamment financières, accordées aux communes affiliées au sein d'associations de communes, les exploitants de centres d'enfouissement technique sont tenus d'assurer l'égalité des utilisateurs dans l'accès aux centres d'enfouissement technique qu'ils exploitent.

Le Gouvernement fixe les règles tarifaires applicables lors de la mise en centre d'enfouissement technique.

§ 2. L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets ménagers et assimilés est octroyée exclusivement aux associations de communes.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets inertes est octroyée exclusivement aux communes et aux associations de communes.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des matières enlevées du lit et des berges des cours d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage est octroyée exclusivement aux personnes morales de droit public responsables de la réalisation de ces travaux.

L'autorisation, au sens de l'article 11, d'implanter et d'exploiter un centre d'enfouissement technique destiné à recevoir des déchets industriels est octroyée à des personnes morales de droit privé ou à des personnes morales de droit public.

Les alinéas 2 et 4 du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux centres d'enfouissement technique destinés à l'usage exclusif d'un producteur de déchets.

§ 3. Les personnes morales de droit public visées au § 2 peuvent effectuer l'exploitation par leurs propres moyens ou confier celle-ci à des tiers dans le cadre de conventions spécifiant les règles à observer.

Les mêmes personnes morales de droit public décident librement d'introduire une demande d'autorisation au sens de l'article 11. Au cas où la convention visée à l'alinéa précédent prend la forme d'une association avec une personne morale de droit privé, l'entité créée doit être majoritairement publique. Elle est constituée dans la forme des sociétés anonymes ou des sociétés coopératives.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret et par les statuts, les prescriptions relatives aux sociétés commerciales lui sont applicables. Les statuts de la société ainsi que toute modification à ces statuts sont approuvés par le Gouvernement. Le contrôle des comptes s'effectue par un ou plusieurs commissaires choisis au sein de l'Institut des réviseurs d'entreprises et conformément aux dispositions légales applicables aux sociétés anonymes. Par dérogation au paragraphe 2, l'autorisation peut dans ce cas être octroyée à l'entité ainsi créée.

Sur avis de l'Office, le Gouvernement peut charger la société publique visée à l'article 39 de se substituer aux associations de communes et aux communes, dans l'exploitation des centres d'enfouissement technique, lorsque celles-ci n'ont pas, après mise en demeure, assumé leurs responsabilités en vertu de la planification des centres d'enfouissement technique, telle que prévue à l'article 25.

§ 4. Les personnes morales de droit privé qui exploitent un centre d'enfouissement technique de déchets industriels sont soumises au pouvoir de contrôle du Gouvernement.

Le Gouvernement peut soumettre la délivrance ou la mise en œuvre des autorisations des centres d'enfouissement technique de déchets industriels visés à l'alinéa 1er à la conclusion d'un contrat de gestion entre le titulaire et le Gouvernement qui précise les missions de service public et les règles tarifaires à observer.

§ 5. Le Gouvernement peut autoriser les personnes morales de droit public visées au § 2, alinéas 1er à 3, et la société publique visée à l'article 39 à procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles nécessaires à l'implantation de centres d'enfouissement technique.

Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est tenu compte que de la valeur du bien arrêtée à la veille de l'adoption provisoire du plan visé à l'article 24, § 2, et actualisée jusqu'au jour où naît le droit à l'indemnité ou, à défaut d'un tel plan, à la veille de l'adoption de l'arrêté d'expropriation, cette valeur étant établie à l'exclusion de toute référence à l'exploitation future en centre d'enfouissement technique.

§ 6. Pour chaque centre d'enfouissement technique, une comptabilité séparée doit être tenue.

#### Section 4. — Dispositions particulières aux déchets ménagers

Art. 21. § 1er. Tout occupant d'immeuble a droit à l'enlèvement des déchets ménagers sans préjudice du droit de la commune de mettre le coût de la gestion à charge des bénéficiaires.

§ 2. Le conseil communal fixe, par règlement communal et en conformité avec le présent décret, les mesures adéquates pour la gestion des déchets ménagers ainsi que les modalités d'exercice du droit de l'enlèvement.

§ 3. L'autorité communale communique à chaque ménage ou collectivité les jours d'enlèvement et, le cas échéant, les autres dispositions prises par la commune pour permettre à la population de se débarrasser de ses déchets ménagers.

§ 4. Lorsque la commune n'est plus en mesure, pour une cause quelconque, d'organiser l'enlèvement sur tout ou partie de son territoire, si cette défaillance constitue une menace pour la santé de la population ou pour l'environnement, le gouverneur de la province prend les mesures adéquates, tout en respectant les plans visés au chapitre V. Les frais des mesures prises par le gouverneur sont à charge de la commune.

§ 5. La commune et le gouverneur de la province transmettent annuellement à l'administration les mesures prises en vertu des §§ 1er à 4.

§ 6. Le Gouvernement peut arrêter des règles générales de gestion des déchets ménagers. Il peut organiser la collecte sélective de certains déchets qu'il désigne.

Art. 22. Par dérogation à l'article 11, § 3, les installations de regroupement de déchets ménagers de petite capacité et avec un rayon d'action limité à un quartier d'une commune sont autorisées par le Collège des bourgmestre et échevins.

#### CHAPITRE IV. — Transferts de déchets

Art. 23. § 1er. Les transferts de déchets à l'intérieur, vers l'intérieur ou vers l'extérieur de la Région wallonne sont effectués de manière à réduire au maximum les risques pour l'environnement et la santé de l'homme et à permettre la valorisation et l'élimination des déchets en conformité avec les dispositions du présent décret et des législations des Etats et des Régions concernés.

§ 2. A cette fin, le Gouvernement peut notamment :

- 1° soumettre les transferts à déclaration ou autorisation;
- 2° prendre des mesures d'interdiction générale ou partielle ou soulever des objections concernant les transferts de déchets, notamment si ces transferts ne sont pas conformes aux plans visés au chapitre V;
- 3° imposer l'apposition de panneaux signalétiques spécifiques sur les moyens de transport des déchets;
- 4° soumettre le transfert de déchets à la constitution d'une sûreté financière visant à couvrir les coûts de transport, de valorisation et d'élimination, notamment lorsque le transfert n'a pu être mené à terme ou en cas de renvoi des déchets vers l'expéditeur;
- 5° instaurer une contribution, à charge des producteurs ou détenteurs, couvrant les frais administratifs appropriés pour la mise en œuvre de la procédure de notification et de surveillance et les coûts habituels des analyses et inspections;
- 6° d'une manière générale, prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution du Règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, et de la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, signée à Bâle le 22 mars 1989 et approuvée par la loi du 6 août 1993.

#### CHAPITRE V. — Planification de la gestion des déchets

Art. 24. § 1er. Le Gouvernement établit conformément aux articles 11 à 16 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable un plan relatif à la gestion des déchets. Ce plan constitue un programme sectoriel au sens de ce décret. Il peut comprendre une planification par type de déchets ou par secteur d'activités.

Le plan comporte notamment :

- 1° une description des types, quantités et origines des déchets, des modalités de gestion des déchets produits et transférés annuellement, des installations en cours d'exploitation et des sites occupés;
- 2° un inventaire des mesures réglementaires et générales en vigueur, ayant un impact sur la gestion des déchets;
- 3° une description de l'évolution probable dans le secteur et des objectifs à atteindre en matière de gestion des déchets;
- 4° les projets et actions à développer en matière de prévention, valorisation et élimination, les modalités et les techniques de gestion préconisées, et les personnes physiques ou morales habilitées à gérer les déchets.

Le plan est accompagné de données relatives à ses implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles sur l'économie en général à court, moyen et long termes, et à ses conséquences prévisibles sur l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement établit, suivant la procédure prévue aux articles 25 et 26, un plan des centres d'enfouissement technique qui comporte les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et à l'exploitation des centres d'enfouissement technique, à l'exception des centres d'enfouissement réservés à l'usage exclusif du producteur de déchets.

Aucun centre d'enfouissement technique autre que destiné à l'usage exclusif du producteur de déchets ne peut être autorisé en dehors de ceux prévus par le plan visé au présent paragraphe.

**Art. 25. § 1er.** L'avant-projet de plan des centres d'enfouissement technique est établi sur base des propositions faites par les personnes morales de droit public et de droit privé visées aux articles 20, § 2, et 39, dans le délai fixé par le Gouvernement.

A défaut de propositions dans les délais prescrits, celui-ci établit le plan de son propre chef.

§ 2. Le projet de plan des centres d'enfouissement technique est soumis à étude des incidences sur l'environnement. A cette fin, la société publique visée à l'article 39 fait procéder, pour chaque site identifié pour accueillir un centre d'enfouissement technique de déchets autres qu'inertes, à une étude des incidences décrivant de manière appropriée les effets directs et indirects à court, moyen et long termes de l'implantation et de l'exploitation projetée sur :

- 1° l'homme, la faune et la flore;
- 2° le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage;
- 3° l'interaction entre les facteurs visés aux 1° et 2° du présent alinéa;
- 4° les biens matériels et le patrimoine culturel.

Cette étude est réalisée par une ou des personnes agréées en qualité d'auteurs d'études d'incidences conformément à l'article 11 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Les informations fournies dans l'étude des incidences portent au minimum sur les éléments visés à l'article 14 du décret du 11 septembre 1985 précité.

Dans la mesure où l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sur un des sites répertoriés dans le projet de plan sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre Etat, le Gouvernement transmet ledit projet aux autorités compétentes.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, la société publique visée à l'article 39 et les personnes visées à l'alinéa 2 du présent paragraphe sont autorisées à pénétrer dans les conditions fixées par le Gouvernement sur et autour des sites susceptibles d'être repris dans le projet de plan en vue d'y effectuer les études, analyses et prélèvements nécessaires.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités de remboursement des frais liés à l'élaboration des études d'incidence visées au paragraphe 2 à charge des personnes morales ayant fait des propositions conformément au paragraphe 1er;
- 2° les modalités d'indemnisation des personnes qui subissent un préjudice matériel du fait des études, analyses et prélèvements visés à l'alinéa 5 du § 2.

**Art. 26. § 1er.** Le Gouvernement arrête provisoirement le plan des centres d'enfouissement technique ainsi que la modification des plans de secteur visés.

Le plan ainsi arrêté, accompagné de l'étude d'incidences et de la modification des plans de secteur visés est soumis à enquête publique dans les communes concernées.

Le Gouvernement arrête les modalités de cette enquête.

Il prévoit la tenue d'une réunion de concertation entre notamment des représentants du Gouvernement, de la société publique visée à l'article 39 et des réclamants.

Après clôture de l'enquête publique, le plan arrêté provisoirement et l'étude d'incidences sont soumis à l'avis :

- 1° de la Commission régionale de l'aménagement du territoire visée à l'article 148 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;
- 2° du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable visé à l'article 19 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Ces instances transmettent leur avis au Gouvernement dans un délai de quarante-cinq jours suivant la date à laquelle elles ont été saisies.

§ 2. Le Gouvernement arrête définitivement le plan des centres d'enfouissement technique et la modification des plans de secteur visés par l'inscription d'une zone de centre d'enfouissement technique sur les différents sites repris au plan des centres d'enfouissement technique.

Le plan des centres d'enfouissement technique, les modifications des plans de secteurs et l'avis de la Commission régionale susvisée sont publiés au *Moniteur belge*.

§ 3. Les dispositions réglant l'établissement du plan sont applicables à sa modification.

§ 4. Les demandes d'implanter et d'exploiter au sens de l'article 11 et les demandes de permis de bâtir au sens de l'article 41, § 1er, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, concernant un site répertorié dans le plan des centres d'enfouissement technique et destinés à accueillir des déchets autres qu'inertes sont dispensées de l'application des dispositions du décret du 11 septembre 1985 relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne dans la mesure où leur objet est conforme à l'affectation retenue pour ledit site par ledit plan. Une mise à jour de l'étude doit être réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation si les demandes susvisées sont introduites dans un délai supérieur à cinq ans après l'adoption du plan des centres d'enfouissement technique et si des modifications sont intervenues depuis la réalisation de l'étude des incidences qui accroissent l'incidence de l'implantation et de l'exploitation du centre d'enfouissement technique sur l'environnement. La réalisation de la mise à jour de l'étude d'incidences est soumise aux prescriptions du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Les permis de bâtir précités sollicités par les personnes de droit public sont soumis à la procédure prévue à l'article 45, § 1er, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

L'article 45, § 2, du même Code n'est pas applicable.



CHAPITRE VI. — *Dispositions particulières*

**Art. 27.** Le Gouvernement peut financer, en tout ou en partie :

- 1° des actions d'information pour prévenir l'apparition des déchets et encourager au maintien de la propreté publique;
- 2° des actions expérimentales momentanées de collecte et de valorisation de déchets non imposées par ou en vertu du présent décret;
- 3° des prises de participation dans des sociétés de gestion de déchets;
- 4° la prise en charge de contraintes directement liées à la présence d'une installation de gestion de déchets établie sur le territoire de la commune.

Le Gouvernement établit les conditions et modalités d'octroi de ces interventions financières.

**Art. 28.** Le Gouvernement peut allouer, selon les règles qu'il détermine, des subventions aux communes et associations de communes pour :

- 1° la construction, l'amélioration et le renouvellement d'installations d'élimination, de regroupement ou de valorisation de déchets ménagers;
- 2° la remise en état de terrains ayant accueilli des déchets;
- 3° l'acquisition de biens immeubles nécessaires à la réalisation des ouvrages visés au 1°;
- 4° la formation du personnel communal et les actions d'information du public au niveau communal.

CHAPITRE VII. — *Dispositions fonctionnelles**Section 1re. — Statistiques et renseignements*

**Art. 29.** Le Gouvernement prend les dispositions utiles en vue de réunir les informations nécessaires pour établir les documents à communiquer aux organismes internationaux.

**Art. 30.** Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'une réglementation en matière de déchets ou pour l'exécution des obligations internationales, l'administration peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de collecter ces renseignements. Les personnes visées par ces demandes sont tenues de fournir les informations sollicitées.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles en vue desquelles il est procédé aux investigations statistiques.

Le Gouvernement publie annuellement des statistiques globales et anonymes.

**Art. 31.** Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements individuels recueillis en application des articles 29 et 30, soit des statistiques globales et anonymes dont la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles, ne peut publier ces renseignements, statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance. Sauf s'il y a infraction au présent décret, ces renseignements, statistiques ou informations ne peuvent en outre être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle, ni en cas de témoignage en justice.

**Art. 32.** Lorsqu'un déversement non autorisé de déchets a été effectué dans un site, le locataire ou l'exploitant ou le propriétaire du site est tenu, dès qu'il en a connaissance, d'avertir le fonctionnaire chargé de la surveillance ou le bourgmestre et de leur communiquer, s'il en dispose, des renseignements permettant l'identification de l'auteur des déversements, le recensement et l'identification de ces déchets.

Le Gouvernement fixe au besoin la date ultime à laquelle ces renseignements doivent être fournis.

*Section 2. — Commission des déchets*

**Art. 33. § 1er.** Il est institué une commission consultative en matière de déchets, dont la composition et les statuts sont fixés par un arrêté du Gouvernement délibéré en son sein.

Cette Commission comprend des représentants :

- de l'industrie, et en particulier des industries de la récupération et de l'emballage;
- des classes moyennes;
- d'associations de communes assurant l'élimination des déchets ménagers;
- d'associations d'agriculteurs, d'horticulteurs et d'éleveurs;
- d'associations de protection des consommateurs;
- d'associations de protection de l'environnement;
- d'associations d'organismes chargés de la production et de la distribution d'eau;
- d'organisations représentant les travailleurs;
- d'associations professionnelles représentant les collecteurs de déchets et les exploitants de centres d'enfouissement technique;
- d'associations représentant les entreprises d'économie sociale actives dans le domaine des déchets;
- d'associations défendant les intérêts des communes;
- de la société publique visée à l'article 39;
- de l'Institut scientifique de service public en Région wallonne, créé par le décret du Conseil régional wallon du 7 juin 1990;
- du laboratoire de référence visé à l'article 40;
- des administrations régionales concernées;
- de l'Office;

Le président et le vice-président de la Commission peuvent être désignés en dehors des représentants mentionnés dans ce paragraphe.

§ 2. Cette Commission émet son avis sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en vertu du présent décret, à l'exception des arrêtés d'exécution des chapitres V et X.

Doivent être joints au projet lors de la consultation :

- un rapport relatif aux incidences économiques du projet;
- un rapport relatif aux incidences écologiques du projet.

La Commission émet en outre un avis sur toute question ou tout projet qui lui est soumis par le Gouvernement.

§ 3. Lorsque l'avis de la Commission consultative est défavorable, les arrêtés réglementaires pris en vertu des articles 3, 6, 8, 9, 14, 16, 17 et 19 doivent être motivés dans la mesure où ils s'écartent de l'avis, sous peine de nullité.

§ 4. Le Gouvernement fixe le délai dans lequel les avis de la Commission doivent être donnés, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

#### Section 3. — Office wallon des Déchets

Art. 34. § 1er. Le service chargé par le Gouvernement de remplir les missions visées à l'article 36 est érigé en une entreprise régionale.

Ce service est soumis au titre III des lois relatives à la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, telles qu'elles sont libellées lors de l'entrée en vigueur du présent décret. Le Gouvernement en fixe le statut.

Cette entreprise n'a pas de personnalité juridique. Elle porte la dénomination "Office wallon des déchets".

§ 2. Il est institué, auprès de l'Office, un comité consultatif dont les membres sont désignés par le Gouvernement et qui compte une majorité de représentants du secteur public et au moins un tiers de représentants d'industries concernées. Le Gouvernement définit les attributions ainsi que les règles de composition et de fonctionnement du comité consultatif. Le comité adresse ses avis au Gouvernement.

L'administration en assure la présidence et le secrétariat.

Art. 35. Il est constitué, au sein de l'Office, un fonds de réserve alimenté soit par une intervention en capital de la Région wallonne, soit par l'excédent éventuel des recettes sur les dépenses de l'Office. Ce fonds est destiné à couvrir les dépenses relatives à l'exécution des missions de l'Office. Le montant maximum de ce fonds est fixé à 1 500 millions de francs.

Art. 36. Outre les missions à caractère strictement administratif, l'Office est chargé de la réalisation des missions suivantes :

- 1° la création et la gestion de la banque de données des déchets en Wallonie;
- 2° l'instruction des autorisations, enregistrements et agréments relatifs aux opérations de gestion des déchets ainsi que des plans de réhabilitation;
- 3° l'instruction des dossiers de subvention;
- 4° la gestion des dossiers de sûreté;
- 5° le contrôle de l'exécution de la planification des centres d'enfouissement technique visée à l'article 24, § 2, et, le cas échéant, la formulation au Gouvernement d'avis autorisant la société publique visée à l'article 39 de se substituer aux associations de communes et communes dans l'exploitation des centres d'enfouissement technique conformément à l'article 20, § 3;
- 6° le contrôle de l'application de la taxe sur les déchets non ménagers;
- 7° l'étude et la participation à des études visant à la prévention et à l'élimination des déchets dans une perspective de protection de l'environnement;
- 8° la conclusion de conventions avec des tiers pour l'accomplissement matériel de ses missions. En cas de nécessité, il peut demander au Gouvernement de requérir l'aide nécessaire auprès des institutions spécialisées;
- 9° l'établissement d'un rapport annuel circonstancié relatant l'état d'avancement du ou des plans de gestion des déchets tels que prévus à l'article 24, § 1er, du présent décret et faisant part au Gouvernement des mesures qu'il propose en fonction des éléments de ce rapport;
- 10° la gestion des demandes d'indemnisation visées à l'article 44;
- 11° le financement et la gestion des prises de participations visées à l'article 27, 3°.

Art. 37. Le Gouvernement peut confier à l'Office d'autres missions en vue de la mise en oeuvre du présent décret.

Art. 38. Les recettes de l'Office sont :

- 1° le produit des taxes et redevances qui lui est versé par le fonds pour la gestion des déchets visé à l'article 1er, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;
- 2° un fonds initial de roulement dont le montant et les modalités de mise à disposition sont fixés par le Gouvernement;
- 3° les emprunts que le Gouvernement aura été autorisé à contracter par un décret en vue de couvrir les besoins de l'Office;
- 4° les recettes et bénéfices provenant des activités de l'Office;
- 5° une dotation à charge du budget régional.

#### Section 4. — Société publique à forme commerciale

Art. 39. § 1er. La Région crée, via une mission déléguée à la Société régionale d'investissement de Wallonie, une société publique à forme commerciale, dont les missions sont :

- 1° la réalisation, la mise à jour et la transmission périodique à l'Office de l'inventaire des sites contaminés ainsi que l'exécution de la remise en état d'office de tels sites;
- 2° l'accomplissement d'opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières et mobilières dans le domaine de la gestion des déchets;
- 3° la réalisation d'expertises scientifiques et techniques et de consultations à la demande et pour le compte de personnes morales de droit public notamment nécessaires à l'élaboration des plans de réhabilitation visés aux articles 42 et 47;
- 4° l'élaboration de l'avant-projet du plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 25.

Cette société est une filiale spécialisée de la Société régionale d'investissement de Wallonie.

§ 2. Le Gouvernement charge la société publique de la réalisation des missions visées au paragraphe 1er. Il peut, en outre, lui confier d'autres missions en relation étroite avec celles-ci.

Le Gouvernement peut, sur avis de l'Office, conformément à l'article 20, § 3, charger la société publique d'exploiter les centres d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés ou inertes.

§ 3. Le Gouvernement ou, sur délégation, le fonctionnaire dirigeant l'administration peut autoriser la société publique, dans les conditions fixées par le Gouvernement, à pénétrer sur et autour des sites visés au paragraphe 1er, 1°, en vue d'y effectuer les études, analyses, prélèvements et travaux nécessaires, accompagnée si nécessaire d'experts ou d'entreprises spécialisées.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'indemnisation des personnes qui subissent un préjudice matériel du fait des études, analyses, prélèvements et travaux visés à l'alinéa précédent. Aucune indemnisation n'est due pour les personnes ayant participé à un abandon irrégulier de déchets.

§ 4. Dès que la société publique est chargée de la remise en état d'un site conformément à l'article 43, § 1er, aucun acte de nature à nuire à sa bonne exécution ne peut être pris.

Le maintien des ouvrages et travaux nécessaires à la remise en état constitue une servitude d'utilité publique grevant le terrain remis en état. Le Gouvernement détermine par arrêté individuel les limitations imposées à l'usage du bien. Aucun droit à indemnisation n'est ouvert dans le chef du propriétaire ou d'autres titulaires de droits réels ou personnels.

§ 5. Le Gouvernement peut déterminer les règles d'intervention de la société publique en ce qui concerne la réalisation des missions visées au § 1er.

#### Section 5. — Echantillonnages et analyses

Art. 40. Le Gouvernement peut :

- 1° fixer les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des déchets;
- 2° agréer des laboratoires selon les règles qu'il détermine;
- 3° déterminer les conditions auxquelles le laboratoire de référence doit répondre et désigner ce laboratoire.

#### CHAPITRE VIII. — Mesures de sécurité

Art. 41. § 1er. Lorsque, dans une installation soumise à autorisation ou enregistrement, survient un événement suscitant un danger mettant en péril l'homme ou l'environnement, le chef d'entreprise est tenu de prendre toutes les mesures qui sont nécessaires en vue d'éviter ou de limiter ce danger.

§ 2. Le chef d'entreprise transmet, au plus tôt, les informations suivantes au fonctionnaire chargé de la surveillance et au bourgmestre de la commune sur laquelle l'installation est implantée :

- 1° les circonstances précises de l'événement et ses conséquences possibles pour l'homme et l'environnement;
- 2° la nature des mesures prises et/ou envisagées.

Art. 42. § 1er. Hormis les cas où une remise en état est effectuée par la société publique visée à l'article 39, lorsqu'une activité soumise à autorisation, enregistrement ou agrément en vertu du présent décret ou lorsque la présence de déchets en un endroit suscite un danger mettant en péril l'homme ou l'environnement, et si le détenteur refuse d'obtempérer aux instructions du fonctionnaire chargé de la surveillance, le bourgmestre, d'office ou sur rapport du fonctionnaire chargé de la surveillance :

- 1° ordonne l'arrêt total ou partiel de l'activité, met les installations ou machines sous scellés et, au besoin, procède à la fermeture provisoire et immédiate de l'établissement;
- 2° impose au détenteur des déchets d'introduire un plan de réhabilitation et, le cas échéant, de fournir, au bénéfice de l'Office, une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 13 afin de garantir la remise en état.

Les mêmes pouvoirs sont conférés à l'administration en cas d'inertie du bourgmestre ou lorsque l'imminence du danger est telle que le moindre retard peut provoquer un accident ou une pollution grave.

Le plan de réhabilitation approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut autorisation de gestion au sens du présent décret et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1er, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

§ 2. Les personnes à l'encontre de qui la mesure de sécurité a été prise peuvent exercer un recours auprès du Gouvernement contre les décisions visées au § 1er. Le recours n'est pas suspensif. A défaut de décision dans les délais prescrits, le recours est censé être rejeté. Le Gouvernement en règle les modalités.

§ 3. Les personnes à l'encontre de qui la mesure de sécurité est prise et les autres personnes intéressées peuvent demander la levée ou la modification de la mesure, par lettre recommandée adressée à l'autorité qui a pris la mesure ou au Gouvernement si celui-ci a statué sur recours. La demande n'est pas suspensive.

La demande est censée être refusée si l'autorité n'a pas statué dans un délai d'un mois. Un recours est ouvert contre le refus tacite ou explicite, conformément au § 2, sauf s'il a été statué par le Gouvernement sur recours.

§ 4. La demande adressée en vertu du § 3 ne peut l'être concomitamment avec le recours prévu au § 2.

Art. 43. § 1er. Lorsque la présence de déchets risque de constituer une menace grave pour l'homme ou pour l'environnement, le Gouvernement prend toutes mesures utiles pour prévenir le danger ou pour y remédier. Il peut en ordonner le transfert à un endroit désigné par lui dans le respect des dispositions des plans visés au chapitre V.

Le Gouvernement peut ordonner que le détenteur des déchets et, si les déchets ont été abandonnés irrégulièrement, toute personne qu'il désigne, ayant participé à l'irrégularité, procèdent à la remise en état du site dans le délai et aux conditions fixés par le Gouvernement.

A défaut pour ces personnes de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement peut confier à la société publique visée à l'article 39, l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge de la personne mise en demeure. En outre, le Gouvernement peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté au bénéfice de l'Office, suivant l'une des modalités prévues à l'article 13, à concurrence du montant déterminé par l'Office et équivalant à l'estimation des frais qu'entraînera, pour les pouvoirs publics, l'exécution des mesures de sécurité.

Le Gouvernement avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement fait signifier au détenteur, à la personne ou aux personnes désignées conformément à l'alinéa 2, un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, le Gouvernement peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Le Gouvernement peut octroyer délégation au fonctionnaire dirigeant l'administration pour prendre les mesures ou exercer les actions prévues au présent article, au nom de la Région wallonne.

§ 2. Le Gouvernement ou le bourgmestre peut faire appel aux forces armées, à la gendarmerie et aux services de la protection civile pour assurer toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier ainsi que pour assurer l'enlèvement et le transport des déchets ainsi que la sécurité de ces opérations. Il en adresse demande aux membres compétents du Gouvernement fédéral.

§ 3. Le Gouvernement enjoint également aux autorités communales de mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires à assurer la bonne fin des mesures moyennant indemnisation par lui et d'en informer les populations concernées.

§ 4. Les mesures prises en vertu du présent article emportent autorisation de gestion de déchets au sens du présent décret et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1er, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine.

#### CHAPITRE IX. — Indemnisation des dommages par le Gouvernement

Art. 44. § 1er. Celui qui subit un dommage sur le territoire de la Région wallonne causé par des déchets peut demander réparation au Gouvernement à charge du fonds pour la gestion des déchets visé à l'article 1er, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, dans les cas suivants :

- 1° la personne ou l'événement ayant causé le dommage ne peut être identifié ou est difficilement identifiable;
- 2° la personne ayant causé le dommage ne peut se voir imputer la responsabilité ou sa responsabilité sera difficile à établir;
- 3° le responsable est insolvable ou dispose de sûretés financières insuffisantes.

Pour obtenir réparation en application du présent article, celui qui subit le dommage doit établir qu'il existe de sérieuses raisons de croire qu'il se trouve dans une des situations décrites à l'alinéa précédent et qu'il ne pourra obtenir aucune indemnisation dans un délai raisonnable.

§ 2. Aucune réparation n'est accordée par le Gouvernement sur base du présent article lorsque :

- 1° les normes de qualité en vigueur et applicables aux éléments pollués ne sont pas dépassées;
- 2° tout ou partie du dommage est dû au fait personnel du demandeur d'indemnisation;
- 3° la victime du dommage sollicite également la réparation sur base des articles 1382 à 1386bis du Code civil à charge de la Région;
- 4° le dommage invoqué est lié au coût des mesures prises par des autorités publiques pour prévenir ou faire cesser les effets d'une pollution.

Aucune réparation n'est de même accordée pour :

- 1° la partie du dommage couverte par une assurance;
- 2° la partie du dommage pour cause de mort ou de lésions corporelles couverte en vertu de la loi sur les accidents du travail, de la loi sur les maladies professionnelles ou de la loi sur l'assurance maladie-invalidité.

Les personnes étant intervenues dans la réparation du dommage en vertu de l'alinéa 2, ou en vertu de conventions internationales ne disposent d'aucun droit d'action à l'égard du Gouvernement sur base du présent article.

§ 3. En toute hypothèse, le préjudicié supportera une franchise de 50 000 francs.

§ 4. Un montant total est réservé annuellement au budget du fonds visé au § 1er. Ce montant est établi en tenant compte des indemnisations octroyées dans le courant de l'année précédente.

§ 5. Le Gouvernement précise les limites, les modalités et les conditions dans lesquelles le fonds est appelé à intervenir. Il peut notamment imposer au demandeur en réparation d'avoir introduit préalablement des actions judiciaires adéquates. Il peut également fixer les règles relatives à l'évaluation du dommage et celles relatives à la fixation et à l'affectation de l'intervention financière du fonds.

§ 6. La Région est subrogée aux droits et aux actions en justice de la personne lésée vis-à-vis des tiers et ce, jusqu'à concurrence du montant de l'indemnisation octroyée.

#### CHAPITRE X. — Surveillance, sanctions administratives et pénales

##### Section 1re. — Surveillance, recherche et constatation des infractions

Art. 45. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre, les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'application.

Le bourgmestre, ces fonctionnaires et agents peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1° pénétrer en tous lieux, mêmes clos ou couverts, pour lesquels les fonctionnaires et agents désignés ont des raisons de penser qu'il existe des déchets susceptibles d'entraîner un danger pour l'homme ou pour l'environnement ou des preuves de l'existence d'une infraction en matière de déchets; lorsque ce lieu est habité à titre de résidence principale, l'autorisation préalable du juge d'instruction est requise; lorsqu'il s'agit d'un endroit clos, les fonctionnaires sont tenus d'avertir le responsable avant de pénétrer sur les lieux;

2° pénétrer dans les installations pour lesquelles une autorisation ou un enregistrement est requis en vertu de l'article 11 ainsi qu'en tout lieu où des déchets sont présents;

3° procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du décret sont effectivement observées, et notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

c) faire l'inventaire des déchets, prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour la détermination de la composition des déchets, exiger, le cas échéant, des détenteurs desdites choses les emballages nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons;

4° arrêter les véhicules utilisés pour le transport par route, contrôler leur chargement et vérifier si le transfert de déchets est effectué conformément aux dispositions du présent décret;

5° prendre toutes mesures conservatoires nécessaires en vue de l'administration de la preuve et notamment, pendant un délai n'excédant pas 72 heures :

a) interdire de déplacer des déchets ou mettre sous scellés les installations ou parties d'installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b) arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction.

Ils sont tenus d'en informer le procureur du Roi dans les 24 heures;

6° ordonner le renvoi à l'expéditeur des déchets irrégulièrement transportés ou entreposés;

7° requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Les fonctionnaires et agents sont tenus de prêter, devant le tribunal de première instance de leur résidence, le serment suivant : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge." Le greffier en chef communiquera à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne devront pas prêter un nouveau serment; mais s'ils sont placés dans un autre ressort, en la même qualité, la commission et l'acte de prestation seront enregistrés sans frais au greffe des tribunaux du nouveau ressort.

**Art. 46. § 1er.** En cas d'infraction au présent décret, les fonctionnaires et agents visés à l'article 45 peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le fonctionnaire ou l'agent informe le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune sur laquelle se trouve l'installation des dispositions prises; à l'échéance du délai ou, selon le cas, de sa prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport et le transmet, dans les quinze jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, au contrevenant, et ce, dans les quinze jours du constat de l'infraction ou de l'expiration du délai visé au point 1° ci-dessus.

§ 2. Dans les rapports et procès-verbaux dressés, le fonctionnaire ou l'agent peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application de l'article 216bis du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le coût des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

#### Section 2. — Sanctions administratives

**Art. 47. § 1er.** Hormis les cas où une remise en état est effectuée par la société publique visée à l'article 39, lorsqu'une activité, soumise à autorisation, enregistrement ou agrément, est effectuée sans l'autorisation, l'enregistrement ou l'agrément requis en vertu du présent décret ou sans en respecter les conditions, ou que des déchets sont présents en un endroit non couvert par une autorisation ou un enregistrement, en dehors des cas prévus à l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, le bourgmestre, d'office ou sur rapport du fonctionnaire chargé de la surveillance :

1° ordonne l'arrêt de l'activité, met les installations ou machines sous scellés et, au besoin, procède à la fermeture provisoire et immédiate de l'établissement;

2° impose au contrevenant d'introduire un plan de réhabilitation et, le cas échéant, de fournir, au bénéfice de l'Office, une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 13 afin de garantir la remise en état.

Les mêmes pouvoirs sont conférés à l'administration en cas d'inertie du bourgmestre.

§ 2. Le plan de réhabilitation approuvé vaut autorisation de gestion au sens du présent décret pour les déchets qu'il vise et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1er, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine. Le Gouvernement peut déterminer, par arrêté réglementaire, les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de réhabilitation.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan de réhabilitation ou lorsqu'il n'en respecte pas les conditions de réalisation, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état.

Ils agissent conformément aux dispositions prévues à l'article 43, § 1er, alinéas 2 à 6.

**Art. 48. § 1er.** En cas d'abandon de déchets en petites quantités, ou en cas d'infraction aux articles 10, 12, 23, § 1er et § 2, 1° à 3° et 6°, et 39, § 4, ou aux dispositions prises en vertu de ceux-ci, les auteurs d'infractions encourent, dans les conditions visées aux articles 2 à 10 et 12ter à 13 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, une amende dont le montant ne peut excéder 1 000 000 de francs, compte tenu des règles suivantes :

a) pour l'application des articles 2, 3, 6 à 8 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre, par "employeur", le contrevenant;

b) pour l'application des articles 5, 7 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre, par "auditeur du travail", le procureur du Roi;

c) le fonctionnaire visé aux articles 4, 6 et 10 de la loi précitée est le fonctionnaire dirigeant l'administration ou tout autre fonctionnaire désigné par le Gouvernement;

d) pour l'application des articles 8 et 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre, par "tribunal du travail" et "juridiction du travail", le tribunal civil;

e) pour l'application de l'article 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre, par "l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines", la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;

f) pour l'application de l'article 12ter de la loi précitée, il y a lieu d'entendre, par "l'article 1erbis", le présent article.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de perception de l'amende.

**Art. 49.** Toute autorisation ou tout agrément accordé en vertu du présent décret peut être suspendu ou retiré par l'autorité qui l'a accordé si les dispositions du décret ou les conditions d'autorisation ou d'agrément ne sont pas respectées. Tout enregistrement peut être radié par l'autorité que le Gouvernement désigne si les dispositions du décret ou si les conditions intégrales fixées en vertu de l'article 11, § 5, ne sont pas respectées.

Le Gouvernement dispose des mêmes pouvoirs en cas d'inertie de l'autorité qui a accordé l'autorisation ou l'agrément, ou reçu l'enregistrement.

**Art. 50.** Un recours est ouvert auprès du Gouvernement contre les décisions des autorités visées aux articles 47 et 49. Le Gouvernement en règle les modalités; ce recours n'est pas suspensif.

### Section 3. — Sanctions pénales

**Art. 51.** Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 100 francs à 1 million de francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 3, alinéa 3, 6, 7, § 1er, § 2 et § 5, 8, 10, 11, 13, 14 et 23.

La peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa 1er est d'un mois à cinq ans et la peine d'amende est de 100 francs à 2,5 millions de francs, lorsque le contrevenant a commis l'infraction en connaissance de cause.

**Art. 52.** Est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 1 million de francs, celui qui, par négligence ou manque de prévoyance et en contravention aux articles 3, alinéa 3, 6, 7, § 1er, § 2 et § 5, 8, 10, 11, 13, 14 et 23, aura causé, directement ou indirectement, une atteinte à la santé humaine.

La peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa 1er est de cinq ans jusqu'à la réclusion et la peine d'amende est de 100 francs à 5 millions de francs, lorsque le contrevenant a commis l'infraction en connaissance de cause.

**Art. 53.** Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 2,5 millions de francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui a volontairement dissimulé la nature d'un déchet.

**Art. 54.** Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 100 francs à 500 000 francs, celui qui :

- 1° entrave les mesures de remise en état visées à l'article 39, § 4;
- 2° refuse la prise d'échantillons;
- 3° entrave l'exécution des mesures de sécurité visées aux articles 42 et 43;
- 4° entrave la surveillance organisée en vertu des articles 45 et 46;
- 5° refuse de se conformer à l'article 47.

**Art. 55.** Est puni d'une peine d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 10 000 francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui contrevient aux articles 9, 12 et 30.

**Art. 56.** En cas de récidive dans les cinq ans qui suivent une condamnation définitive pour infraction au présent décret, la peine d'emprisonnement et l'amende peuvent être portées au double du maximum. En outre, le juge peut ordonner au condamné la cessation temporaire ou définitive des activités soumises à autorisation, enregistrement ou agrément en vertu du décret.

**Art. 57.** Les biens qui ont servi, ou qui étaient destinés à commettre ou à faciliter l'infraction, et qui appartiennent au contrevenant, peuvent être confisqués.

Même lorsqu'ils n'appartiennent pas au contrevenant, les biens qui sont l'objet de l'infraction peuvent être confisqués.

**Art. 58. § 1er.** En cas d'infraction aux articles 7, § 1er, § 2 et § 5, 10, 11, 39, § 4, 42, 43 et 47 du présent décret, le juge peut condamner le délinquant, outre les peines prévues aux articles précédents :

1° à exécuter des mesures qu'il prescrit pour protéger les voisins ou l'environnement des nuisances causées. Le juge peut ordonner l'accomplissement de travaux destinés à réduire, faire réduire ou faire cesser les nuisances ou empêcher l'accès aux lieux;

2° à l'interdiction de toute exploitation, pendant la durée qu'il détermine, à l'endroit où l'infraction s'est produite;

3° à l'interdiction à titre temporaire ou définitif de l'exercice de toute activité en matière de gestion des déchets;

4° à la publication de la décision judiciaire dans la presse, aux frais du condamné, selon les modalités que le juge indique.

§ 2. Par dérogation au § 1er, le juge ordonne systématiquement la publication de la décision aux frais du condamné et selon les modalités qu'il fixe en cas de condamnation visée à l'article 56.

§ 3. En outre, le juge ordonne, à la demande du Gouvernement ou, sur délégation, du fonctionnaire dirigeant l'administration régionale, que les déchets soient éliminés et les lieux remis en état, soit par le condamné lui-même conformément aux instructions de l'Office, soit par la ou les personnes désignées, et ce, aux frais du condamné. Dans ce cas, le remboursement des frais interviendra, lorsque les travaux auront été exécutés ou au fur et à mesure de leur exécution, sur simple état dressé par l'Office. Cet état aura force exécutoire.

Le jugement vaut, s'il échet, autorisation d'élimination des déchets au sens du présent décret et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1er, 2°, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, pour la personne visée au jugement.

§ 4. Le juge ordonne que le condamné fournisse, sous peine d'astreinte, dans les huit jours une sûreté au bénéfice de l'Office, suivant les modalités de l'article 13, à concurrence d'un montant égal au coût estimé des mesures ordonnées.

§ 5. Celui qui, condamné en vertu du § 1er et du § 3, n'exécute pas, dans le délai prescrit, les obligations imposées par le juge, ou enfreint les interdictions qu'il établit, ou s'oppose aux mesures d'office qu'il prescrit peut être puni d'une peine de six mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 francs à 500.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

En cas d'inexécution des obligations prescrites par le juge en vertu du § 1er, 1°, l'Office en assure l'exécution et en récupère les frais comme indiqué au § 3.

§ 6. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie au fonctionnaire dirigeant l'administration copie des requêtes ou des citations à comparaître relatives à des infractions visées au § 1er et au § 5 devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

§ 7. Les jugements et arrêts où il est fait application du présent article sont notifiés à l'administration régionale par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

**Art. 59.** L'administration peut poursuivre devant le tribunal civil l'exécution des mesures prévues à l'article 58.

### CHAPITRE XI. — Exécution des obligations internationales

**Art. 60.** Le Gouvernement arrête, dans les limites de la compétence de la Région, toute mesure nécessaire en vue de l'exécution des règlements et directives des Communautés européennes en matière de déchets.

**Art. 61.** Sous les mêmes réserves et dans les mêmes matières, le Gouvernement arrête les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des obligations découlant des autres actes internationaux en vigueur dans l'ordre juridique interne.

## CHAPITRE XII. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 62.** A l'article 1er du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Le produit de la taxe est affecté exclusivement à un fonds pour la gestion des déchets créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne. Ce fonds a pour objet le financement des missions suivantes :

- 1° mise en place des installations de gestion de déchets en conformité avec la planification prévue par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° mises en conformité des installations de gestion des déchets avec les normes légales et réglementaires;
- 3° études et actions de sensibilisation relatives à la gestion planifiée des déchets en Région wallonne;
- 4° aide au laboratoire de référence de la Région wallonne pour ses missions relatives à la gestion des déchets;
- 5° promotion de la recherche, du développement et de l'utilisation de techniques écologiquement rationnelles en ce compris le financement des études relatives à cet objectif;
- 6° valorisation des déchets ménagers et non ménagers;
- 7° remise en état de sites pollués;
- 8° avances nécessaires à l'accomplissement des mesures de sécurité et des mesures imposées d'office par un risque de pollution;
- 9° gestion informatique des informations concernant la gestion des déchets;
- 10° perception de la taxe visée par le présent décret;
- 11° ristournes des taxes visées aux articles 35 et 36 du présent décret;
- 12° intervention dans l'indemnisation de victimes de dommages causés par des déchets."

A l'article 10 du même décret, les termes "5 000 francs par mètre cube de déchets" sont remplacés par les termes "1 000 francs par mètre cube de déchets plafonné à 10 millions de francs".

**Art. 63.** A l'article 167 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, alinéa 8, remplacer les termes "6.4. autres zones" par les termes "6.4. zones de centres d'enfouissement technique, 6.5. autres zones".

A l'article 168 du même Code, remplacer les termes "7.6. autres zones" par les termes "7.6. zones de centres d'enfouissement technique désaffectés, 7.7. autres zones".

A l'article 182 du même Code, remplacer les termes "6.4. Autres zones" par les termes :

"6.4. Les zones de centres d'enfouissement technique sont destinées à l'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique ainsi qu'aux installations de regroupement de déchets préalables à cette exploitation.

Elles comportent une zone tampon. Sont en outre admises dans ces zones les constructions nécessaires à l'exploitation, notamment les immeubles de bureau et de surveillance.

"6.5. Autres zones."

A l'article 183 du même Code, remplacer les termes "7.6. Autres zones" par les termes :

"7.6. Les zones de centres d'enfouissement technique désaffectés sont celles dans lesquelles des restrictions peuvent être imposées aux actes et travaux dans le but de garantir le maintien et la surveillance des ouvrages et travaux réalisés pour la remise en état des sites pollués.

7.7. Autres zones."

**Art. 64.** Sont abrogées, pour la Région wallonne :

- 1° la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à l'exception des articles 1er et 7;
- 2° la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets, en ce qui concerne les dispositions relatives à l'importation et à l'exportation.

**Art. 65.** Le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, tel que modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, est abrogé.

## CHAPITRE XIII. — Dispositions transitoires

**Art. 66.** Le Plan 1991-1995 relatif à la prévention et à l'élimination des déchets en Région wallonne, tel qu'approuvé par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 juillet 1991, reste applicable jusqu'à la publication au *Moniteur belge* du plan arrêté pour la période suivante.

**Art. 67.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant constitution d'une liste des déchets constitue le catalogue des déchets visé à l'article 5.

**Art. 68.** Les certificats d'utilisation, dérogations, agréments et autorisations accordés en application des arrêtés d'exécution du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets ou du Règlement général pour la protection du travail continuent à produire leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été accordés.

Le Gouvernement peut fixer les modalités selon lesquelles les autorisations délivrées en vertu des textes visés à l'alinéa 1er peuvent être modifiées par l'autorité habilitée à les octroyer par le présent décret pour rendre leurs conditions d'exploitation compatibles avec les normes de gestion applicables en matière d'environnement.

**Art. 69.** Aussi longtemps que les règles d'application de l'article 11 n'auront pas été définies par le Gouvernement, les autorisations relatives aux installations non visées par les arrêtés d'exécution du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et visées par le Règlement général pour la protection du travail sont réglementées sur cette base en ce qui concerne la protection des voisins et de l'environnement.

**Art. 70.** Aussi longtemps que le plan des centres d'enfouissement technique visé à l'article 24, § 2, n'est pas entré en vigueur, les demandes d'autorisation au sens de l'article 11 d'implanter et d'exploiter des centres d'enfouissement technique et les demandes de permis de bâtir au sens de l'article 41, § 1er, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ayant été déclarées recevables avant l'adoption du présent décret par le Parlement, peuvent donner lieu à autorisation dans les zones industrielle, agricole, d'extraction, telles que ces zones sont définies aux articles 172, 176 et 182 du même Code.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les demandes visées par cette disposition dont l'objet concerne la prolongation du délai d'exploitation de parcelles ayant fait l'objet d'une autorisation antérieure peuvent donner lieu à autorisation dans les zones antérieurement autorisées.

L'article 20, § 2, n'est pas applicable aux demandes d'implanter et d'exploiter introduites avant l'adoption du présent décret par le Parlement.

**Art. 71.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les règles de composition de la Commission des déchets sont celles établies dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 octobre 1985 relatif à la constitution et au fonctionnement de la Commission des déchets, modifié par les arrêtés du 6 mars 1986, 17 juillet 1986, 29 juin 1989 et 4 octobre 1990.

Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 octobre 1991 portant composition de la Commission des déchets, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994, est confirmé.

**Art. 72.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, la société anonyme dénommée "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement", constituée le 13 mars 1991 et dont les statuts ont été publiés au *Moniteur belge* du 8 mai 1991, est la société publique à forme commerciale visée à l'article 39.

**Art. 73.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les règles d'application prévues à l'article 42, §§ 1er et 2, et à l'article 47, § 2, sont celles établies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juin 1993 portant exécution de l'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, moyennant remplacement du terme "redevable" par les termes "redevable, détenteur des déchets ou contrevenant".

**Art. 74.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les fonctionnaires et agents désignés en vertu de l'article 45 pour surveiller l'exécution du présent décret ou de ses arrêtés d'applications sont ceux visés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement.

**Art. 75.** Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret, les règles d'application prévues à l'article 58, § 3, sont celles établies dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 octroyant au directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement délégation pour introduire la demande prévue à l'article 58, § 2, alinéa 1er, du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

**Art. 76.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 11 et 15 dont le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### Annexe I. — Catégories de déchets

- Q1 Résidus de production ou de consommation non spécifiés ci-après.
- Q2 Produits hors normes
- Q3 Produits périmés
- Q4 Matières accidentellement déversées, perdues ou ayant subi tout autre incident, y compris toute matière, équipement, etc..., contaminé par suite de l'incident en question.
- Q5 Matières contaminées ou souillées par suite d'activités volontaires (par exemple, résidus d'opération de nettoyage, matériaux d'emballage, conteneurs, etc...).
- Q6 Éléments inutilisables (par exemple, batteries hors d'usage, catalyseurs épuisés, etc...).



Q7 Substances devenues impropres à l'utilisation (par exemple, acides contaminés, solvants contaminés, sels de trempage épuisés, etc...).

Q8 Résidus de procédés industriels (par exemple, scories, culots de distillation, etc...).

Q9 Résidus de procédés antipollution (par exemple, boues de lavage de gaz, poussières de filtres à air, filtres usés, etc...).

Q10 Résidus d'usinage/façonnage (par exemple, copeaux de tournage ou de fraisage, etc...).

Q11 Résidus d'extraction et de préparation des matières premières (par exemple, résidus d'exploitation minière ou pétrolière, etc...).

Q12 Matières contaminées (par exemple, huile souillée par des PCB, etc...).

Q13 Toute matière, substance ou produit dont l'utilisation est juridiquement interdite.

Q14 Produits qui n'ont pas ou plus d'utilisation pour le détenteur (par exemple, articles mis au rebut par l'agriculture, les ménages, les bureaux, les magasins, les ateliers, etc...).

Q15 Matières, substances ou produits contaminés provenant d'activités de remise en état de terrains.

Q16 Tout déchet qui n'est pas couvert par les catégories ci-dessus.

#### Annexe II. — Opérations d'élimination

D1 Déversement sur ou dans le sol (par exemple, mise en centre d'enfouissement technique, etc...).

D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc...)

D3 Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans les puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc...).

D4 Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc...).

D5 Mise en centre d'enfouissement technique (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc...).

D6 Rejet des déchets solides dans le milieu aquatique, sauf l'immersion.

D7 Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin.

D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans cette annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à la présente annexe.

D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans cette annexe aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon des procédés énumérés à la présente annexe (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc...).

D10 Incinération à terre.

D11 Incinération en mer.

D12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc...).

#### Annexe III. — Opérations débouchant sur une possibilité de valorisation

R1 Récupération ou régénération des solvants.

R2 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants.

R3 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques.

R4 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques.

R5 Régénération des acides ou des bases.

R6 Récupération des produits servant à capter les polluants.

R7 Récupération des produits provenant des catalyseurs.

R8 Régénération ou autres réemplois des huiles.

R9 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie.

R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie incluant les opérations de compostage et autres transformations biologiques.

#### Annexe IV. — Opérations de regroupement

G1 Stockage temporaire préalablement à l'une des opérations des annexes II ou III.

G2 Regroupement préalablement à l'une des opérations des annexes II ou III.

G3 Tri préalablement à l'une des opérations des annexes II ou III.

G4 Prétraitement préalablement à l'une des opérations des annexes II ou III.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1643

[C — 27438]

## 27. JUNI 1996 — Dekret über die Abfälle (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

## KAPITEL I. — Allgemeines

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret hat zum Ziel, die Umwelt und die menschliche Gesundheit vor allen durch Abfälle verursachten schädlichen Auswirkungen zu schützen.

Im Rahmen eines Gesamtkonzepts zur Einschränkung der Verschmutzung besteht die besondere Zielsetzung dieses Dekrets in folgendem:

- 1° in erster Linie, die Verhütung oder Verringerung der Erzeugung von Abfällen und ihrer Schädlichkeit;
- 2° in zweiter Linie, die Förderung der Abfallverwertung, insbesondere durch Recycling, Wiederverwendung, Rückgewinnung oder Benutzung als Energiequelle;
- 3° in letzter Linie, die Organisation der Abfallbeseitigung.

Gleicherweise hat das Dekret zum Ziel:

- 1° die Verbringung von Abfällen zu beschränken, zu überwachen und kontrollieren;
- 2° die Wiederinstandsetzung der Standorte zu sichern.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° Abfall: alle Stoffe oder Gegenstände, die unter die in Anhang I aufgeführten Kategorien fallen und deren sich ihr Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muß;

2° Hausmüll: Abfälle, die bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallen, und Abfälle, die durch einen Erlaß der Regierung solchen Abfällen gleichgestellt werden;

3° Landwirtschaftliche Abfälle: Abfälle aus Landwirtschafts-, Gartenbau- oder Viehzuchtstätigkeiten;

4° Industrieabfälle: Abfälle, die bei einer Industrie-, Handels- oder handwerklichen Tätigkeit anfallen, und dem Hausmüll nicht gleichgestellt sind;

5° gefährliche Abfälle: Abfälle, die eine spezifische Gefahr für den Menschen oder die Umwelt darstellen, weil sie aus einem bzw. mehreren Bestandteilen zusammengesetzt sind und eine bzw. mehrere Besonderheiten aufweisen, die von der Regierung gemäß den gültigen europäischen Vorschriften aufgezählt sind;

6° Inertabfälle: Abfälle, die aufgrund ihrer physisch-chemischen Eigenschaften die Funktionen des Bodens, der Luft oder des Wassers niemals verändern, und der Umwelt oder der menschlichen Gesundheit auf keinerlei Weise schaden können;

7° Abfälle aus Krankenhäusern und der Gesundheitspflege: Abfälle aus Krankenhäusern, psychiatrischen Kliniken, psychiatrischen Pflegeanstalten, Seniorenheimen und Alten- und Pflegeheimen, medizinischen Laboratorien, Ambulatorien, ärztlichen, zahnärztlichen oder tierärztlichen Praxen und aus der häuslichen Pflege;

8° Bewirtschaftung: das Einsammeln, die Beförderung, die Verwertung oder die Beseitigung der Abfälle, einschließlich der Überwachung dieser Vorgänge, sowie die Überwachung und die Wiederinstandsetzung der Beseitigungs- bzw. Verwertungsstandorte nach deren Schließung;

9° Beseitigung: jeder der in der Anlage II zum vorliegenden Dekret vorgesehenen Vorgänge oder jeder andere Vorgang, der von der Regierung gemäß den geltenden europäischen Vorschriften bestimmt wird;

10° Verwertung: jeder der in der Anlage III zum vorliegenden Dekret vorgesehenen Vorgänge oder jeder andere Vorgang, der von der Regierung gemäß den geltenden europäischen Vorschriften bestimmt wird;

11° Recycling: Verwertung, einschließlich der Kompostierung, die aus der Rückgewinnung von Rohstoffen und Abfallprodukten, mit Ausnahme der Energie, besteht;

12° Zusammenstellung: jeder der in der Anlage IV zum vorliegenden Dekret vorgesehenen Vorgänge oder jeder andere Vorgang, der von der Regierung gemäß den geltenden europäischen Vorschriften bestimmt wird;

13° Vorbehandlung: ein physisches, chemisches, thermisches oder biologisches Verfahren, das die Eigenschaften der Abfälle abändert, um ihr Volumen oder ihre Gefährlichkeit zu verringern, ihre Handhabung bzw. Verwertung zu erleichtern, oder ihre Beseitigung zu ermöglichen;

14° Sammlung: das Einsammeln, das Zusammenstellen und/oder das Sortieren der Abfälle;

15° Beförderung: alle Maßnahmen zum Aufladen, Befördern und Abladen der Abfälle;

16° Verbringung: das Verbringen von Abfällen in der, in die oder aus der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Transitabfälle;

17° Anlage: Standort, der für die Sammlung, die Verwertung oder die Beseitigung der Abfälle angelegt worden ist;

18° vorübergehende Einrichtung: für zeitweilige Vorgänge oder Tätigkeiten verwendeter Standort oder Ausrüstung, dessen / deren direkte Gefahren, Belästigungen oder Nachteile auf die Dauer der Genehmigung beschränkt sind;

19° technisches Vergrabungszentrum: überwachte Beseitigungseinrichtung, wo die Abfälle endgültig auf oder in dem Boden abgelagert werden;

20° Wiederinstandsetzung: alle Maßnahmen zwecks der Wiedereingliederung eines Standorts in die Umwelt durch Wiederverwendung zu einem funktionellen Zweck und/oder Beseitigung der von diesem Standort stammenden Verschmutzungsrisiken;

21° Erzeuger: jede Person, durch deren Aktivität Abfälle anfallen ("Ersterzeuger"), und/oder jede Person, die Vorbehandlungs-, Misch- oder sonstige Vorgänge durchführt, die eine Veränderung der Natur oder der Zusammensetzung dieser Abfälle bewirken;

(1) Sitzungsperiode 1995-1996

Dokumente des Rates 49 (1995-1996), Nr. 1 bis 105.

Öffentliche Sitzung vom 12. Juni 1996. Diskussion. Abstimmung.

- 22° Besitzer: jede Person, in deren Besitz sich Abfälle befinden oder die diese gesetzlich kontrolliert;  
 23° Verwaltung: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder dessen Stellvertreter;  
 24° Amt: das "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle);  
 25° Mit der Überwachung beauftragter Beamter: der Beamte, der als solcher von der Regierung bezeichnet wird.

**Art. 3** - Die Regierung ist berechtigt, die Erzeugung von Stoffen, die Produkten gleichgestellt sind, zu reglementieren und, unter den von ihr festgelegten Bedingungen, ihre Anwendung in bestimmten Verwendungsverfahren zu fördern.

Die Regierung stellt eine Liste der im ersten Absatz erwähnten Stoffe und Verwendungsverfahren auf. Die Regierung beschreibt die Erzeugungsverhältnisse, die Eigenschaften der Stoffe und deren Verwendungsart.

Die Regierung ist berechtigt, die Personen, die gewisse, im ersten Absatz erwähnte Stoffe erzeugen oder besitzen, zu verpflichten, über diese Stoffe eine Buchhaltung zu führen und die Verwaltung über ihre Bestimmung und ihre Benutzung zu informieren. Sie ist ebenfalls berechtigt, für gewisse im ersten Absatz erwähnte Stoffe ein Verwendungsattest aufzuerlegen. Sie legt die Modalitäten dieses Attestes fest.

**Art. 4** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets werden nicht als Abfälle betrachtet:

- 1° die gasförmigen Ausströmungen in die Atmosphäre;  
 2° die Abwässer, wie sie in Artikel 2, 7° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächenwasser gegen die Verschmutzung bestimmt worden sind, mit Ausnahme der flüssigen Abfälle.

**Art. 5 - § 1.** Die Regierung stellt einen Katalog der Abfälle auf, die die Bezugsnomenklatur für die Bewirtschaftung der Abfälle bildet.

§ 2. Je nach ihrem Ursprung werden die Abfälle wie folgt eingestuft:

- Hausmüll;
- Industrieabfälle.

Die Regierung kann gewisse Abfälle anderen Abfällen gleichstellen, die obwohl sie einen anderen Ursprung haben, den gleichen Bewirtschaftungsregeln unterstehen.

Je nach ihren Eigenschaften stellt die Regierung eine Liste der gefährlichen Abfälle und eine Liste der Inertabfälle auf.

Die Eintragung in die Liste der gefährlichen Abfälle bildet eine Vermutung, daß der Abfall Gefährlichkeitsmerkmale aufweist.

Die Nichteintragung in die Liste der Inertabfälle bildet eine Vermutung, daß der Abfall nicht inert ist.

Die Regierung legt die Modalitäten der Anerkennung des ungefährlichen oder inerten Charakters des Abfalls fest.

#### KAPITEL II. — Verhütung und Beschränkung der Erzeugung von Abfällen und ihrer Schädlichkeit

**Art. 6 - § 1.** Um der Entstehung schwer zu bewirtschaftender Abfälle vorzubeugen, um die Bewirtschaftung der Abfälle, die eine besondere Gefahr für die Umwelt darstellen, zu erleichtern, oder um die Menge bzw. die Schädlichkeit der Abfälle zu beschränken kann die Regierung alle geeigneten Maßnahmen treffen, die zum Ziel haben:

- 1° die Forschung, die Entwicklung und die Nutzung ökologisch rationaler Techniken zu fördern;  
 2° die Erzeugung von Abfällen zu reglementieren, insbesondere durch die Festlegung von quantitativen und qualitativen Zielen oder durch jegliche Maßnahme zur Erzeugung und Verwendung von Stoffen in einem bestimmten Verfahren, in dem sie Produkten gleichgestellt werden können;  
 3° die Verwertung der Abfälle innerhalb des Unternehmens, in dem sie erzeugt worden sind, zu fördern;  
 4° die Benutzung von Produkten zu fördern, so daß sie nicht oder in möglichst geringem Ausmaß zu einer Vermehrung oder einem erhöhten Risikopotential der Abfälle und Umweltbelastungen beitragen; in dieser Hinsicht sollten insbesondere die für die Analyse des Lebenszyklus der Produkte zu berücksichtigenden Kriterien und die einzusetzende Methodologie festgelegt werden;  
 5° geeignete Techniken zur Beseitigung gefährlicher Stoffe in Abfällen, die für die Verwertung bestimmt sind, zu fördern;

6° die Verpflichtung einzuführen, die Benutzer von Produkten über ihre Verwertungs- oder Beseitigungsart, ihre Verschmutzungsrisiken oder ihre Benutzungsweise zu informieren;

7° die Bewilligung von Subventionen für die in Ausführung des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen oder nötig gewordenen Investitionen zu regeln;

8° den Unternehmen die Durchführung von mehrjährigen Vorbeugungsplänen vorzuschreiben.

§ 2. Die Regierung ist berechtigt, denjenigen, die Produkte erzeugen oder besitzen, die zu gefährlichen Abfällen werden können, die Pflicht aufzuerlegen, über diese Produkte eine Buchhaltung zu führen, und die Verwaltung über ihre Bestimmung, ihre Verwendung und ihre Verwertungs- bzw. Beseitigungsart zu informieren.

§ 3. Alle neuen Betriebsgenehmigungen für gefährliche, gesundheitsschädliche oder lästige Betriebe und alle Genehmigungsabänderungen, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gewährt werden, beinhalten in ihren Betriebsbedingungen Maßnahmen zur Vorbeugung der Entstehung von Abfällen.

#### KAPITEL III. — Verhütung und Einschränkung von Belästigungen bei der Abfallbewirtschaftung

##### Abschnitt 1. — Gemeinsame Bestimmungen

**Art. 7 - § 1.** Es wird verboten, Abfälle zurückzulassen oder sie ohne Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen zu handhaben.

§ 2. Jede Person, die Abfälle erzeugt oder besitzt, ist verpflichtet, deren Bewirtschaftung so zu gewährleisten oder gewährleisten zu lassen, daß irgendwelche negative Auswirkungen auf die Gewässer, die Luft, den Boden, die Flora oder die Fauna beschränkt werden, daß Belästigungen durch Lärm oder Geruch vermieden werden und im allgemeinen, daß weder die Umwelt noch die Gesundheit des Menschen gefährdet werden.

§ 3. Die Abfallbewirtschaftung erfolgt vorrangig durch Verwertung, und mangels deren durch Beseitigung.

§ 4. Um eine den Vorschriften von § 1 bis 3 entsprechende Bewirtschaftung zu gewährleisten, sind die Erzeuger und Besitzer von Abfällen verpflichtet, die Erzeugungs- und/oder Verpackungsart der Abfälle anzupassen.

§ 5. Die Abfälle werden entweder von ihrem Erzeuger selbst bewirtschaftet oder einer zwecks ihrer Bewirtschaftung zugelassenen bzw. registrierten Person, oder genehmigten bzw. registrierten Anlage übergeben.

**Art. 8 - Die Regierung kann:**

- 1° die Modalitäten und die technischen Verfahren der Abfallbewirtschaftung regeln;
- 2° die Bewirtschaftung der infolge der Vermarktung von Gütern, Rohstoffen oder Produkten anfallenden Abfälle durch die Person(en), die sie erzeugen, importieren oder vermarkten, auferlegen, und zwar insbesondere durch die Einführung der Verpflichtung, die Abfälle zwecks ihrer Verwertung oder ihrer geeigneten Beseitigung zurückzunehmen;
- 3° die Anlagen oder Aktivitäten zur Bewirtschaftung von Abfällen einer Genehmigungs- oder Registrierungs-pflicht unterziehen und die Personen, die sich auf irgendeine Weise an der Bewirtschaftung der Abfälle beteiligen, Abfälle erzeugen, sammeln, ankaufen oder verkaufen, einer Zulassungs- oder Registrierungs-pflicht unterziehen;
- 4° den Besitz von Abfällen über eine bestimmte Frist bzw. Menge hinaus untersagen;
- 5° die Bedingungen festlegen, unter denen öffentlich-rechtliche oder Privatpersonen, die ihren Wohnsitz außerhalb der Wallonischen Region haben, Personen gleichgestellt werden können, die eine Verwaltungs-surkunde in Ausführung einer aufgrund des vorstehenden Punktes 3° vorgenommenen Regelung erhalten haben;
- 6° Enteignungen im öffentlichen Interesse von Immobiliengütern genehmigen, die für die Ansiedlung von Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen oder zur Wiederinstandsetzung von Standorten notwendig sind.

**Art. 9 - Die Regierung kann den Personen, die Abfälle erzeugen, sammeln, befördern, beseitigen, verwerten oder besitzen, die Verpflichtung auferlegen:**

- 1° die zuständige Verwaltungsbehörde über den Besitz und die Beförderung von Abfällen zu informieren, einschließlich durch den Gebrauch von Registern, Kontrollblättern, und bestimmten Formularen,
- 2° sich eine Empfangsbescheinigung bei der Übergabe der Abfälle oder eine Abfallbeseitigungs- oder Abfallverwertungsbescheinigung aushändigen zu lassen.

**Art. 10 - Die juristischen oder Privatpersonen, die gewerbsmäßig gefährliche Abfälle sammeln oder befördern, werden der Verpflichtung einer vorherigen Zulassung unterworfen.**

Diese Zulassung betrifft insbesondere die Moralität, sowie die technischen und finanziellen Mittel der betroffenen Person.

Die juristischen oder Privatpersonen, die gewerbsmäßig nichtgefährliche Abfälle sammeln oder befördern, werden der Verpflichtung einer Registrierung unterworfen.

Die Regierung legt die Regeln zur Anwendung des vorliegenden Artikels fest.

**Art. 11 - § 1. Die Ansiedlung und der Betrieb einer Zusammenstellungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage bedürfen einer Genehmigung.**

Wenn eine Einrichtung oder ein Unternehmen aufgrund einer anderen Gesetzgebung einem Genehmigungssystem untersteht und die Abfallbewirtschaftung eine in den Erzeugungsprozeß integrierte Nebentätigkeit bildet, wird die Genehmigung gewährt oder, wenn die Tätigkeit der Abfallbewirtschaftung die mit der Anlage zusammenhängenden Gefahren verschlimmern könnte, wird sie so abgeändert, daß die in § 2 vorgesehenen Bedingungen eingefügt werden und Artikel 7, § 2 beachtet werden muß.

Die Genehmigung bezüglich einer Zusammenstellungs-, Beseitigungs- oder Verwertungsanlage darf nur einem Betreiber gewährt werden, der den Beweis seiner Moralität erbringt und der über genügende technische Mittel und finanzielle Garantien verfügt, oder sich dazu verpflichtet, künftig über diese zu verfügen.

§ 2. Die Genehmigung wird mit Bedingungen verknüpft, die dazu bestimmt sind, die Beachtung des vorliegenden Dekrets zu sichern; sie muß sich insbesondere auf folgendes beziehen:

- die Art und Menge der Abfälle;
- die technischen Vorschriften;
- die Sicherheitsmaßnahmen;
- der Standort der Abfallbewirtschaftung;
- das Behandlungsverfahren;
- die Bedingungen, die für den Schutz der in Artikel 7, § 2 erwähnten Interessen als unentbehrlich betrachtet werden;
- die Maßnahmen in Sachen Überwachung und Kontrolle;
- die Modalitäten der Wiederinstandsetzung.

Die Genehmigung gilt als Genehmigung zur Ableitung der Abwässer im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und als irgendwelche sonstige Genehmigung, die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung erfordert wird.

§ 3. Die Genehmigung wird für eine bestimmte Dauer durch den ständigen Ausschuß der Provinz gewährt, wo die Anlage angesiedelt ist, mit Ausnahme der technischen Vergabungszentren von nicht inerten Abfällen, für welche die Genehmigung durch die Regierung gewährt wird.

Die Genehmigung darf erst nach einer öffentlichen Untersuchung in der Gemeinde, wo die Anlage angesiedelt ist, gewährt oder erneuert werden. Die Gemeinde veranstaltet diese öffentliche Untersuchung nach den von der Regierung bestimmten Regeln.

Mangels eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird die Genehmigung als verweigert betrachtet.

Ein nicht aufschiebender Einspruch kann durch den Antragsteller oder einen betroffenen Dritten bei der Regierung eingelegt werden. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung, wenn er durch die Verwaltung eingelegt wird. Was die Vergabungszentren von nicht inerten Abfällen betrifft, kann dieser Einspruch durch den Genehmigungsantragsteller oder durch einen betroffenen Dritten bei der Regierung eingelegt werden; diese trifft die Entscheidung, nachdem sie das Gutachten eines Ausschusses, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise von ihr festgelegt werden, bekommen hat.

Mangels eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist und wenn der Einspruch durch den Antragsteller im ersten Instanzenzug eingelegt wird, wird davon ausgegangen, daß die Genehmigung unter den Bedingungen gewährt wird, die in der im ersten Instanzenzug gewährten Genehmigung festgelegt sind, oder falls die Genehmigung im ersten Instanzenzug verweigert worden ist, wird davon ausgegangen, daß sie unter Beachtung der aufgrund Artikel 14 festgelegten minimalen Bewirtschaftungsbedingungen gewährt wird.

Mangels eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Frist und wenn der Einspruch durch eine andere Person als den Antragsteller im ersten Instanzenzug eingelegt worden ist, wird davon ausgegangen, daß der Einspruch verworfen wird.

§ 4. Für vorübergehende Einrichtungen ist die Regierung dazu berechtigt, durch einen Erlaß mit Verordnungskarakter von § 3 abzuweichen.

§ 5. Unbeschadet Artikel 7, § 2 ist die Regierung dazu berechtigt, einen der nachstehenden Antragsteller durch einen Erlaß mit Verordnungscharakter von der in § 1 erwähnten Genehmigungspflicht zu befreien, und diesen Antragsteller einer Registrierungsverpflichtung zu unterziehen nach einem vor der Regierung bestimmten Verfahren. Es handelt sich dabei um folgende Antragsteller:

1° die Einrichtungen oder Unternehmen, die selber an den Produktionsorten die Beseitigung ihrer eigenen, nichtgefährlichen Abfälle gewährleisten;

2° die Einrichtungen oder Unternehmen, die Abfälle verwerten, einschließlich der vor der Verwertung stattfindenden Zusammenstellungsvorgänge.

Die Registrierung wird bei der von der Regierung bestimmten Behörde eingereicht.

Die Regierung bestimmt die Art der betroffenen Aktivitäten und Abfälle und die gesamten Bedingungen, die von diesen Einrichtungen und Unternehmen vollständig eingehalten werden müssen. Sie legt die Form und den Inhalt der Registrierung fest.

§ 6. Die Behörde, die über den Antrag entschieden hat, ist zu jeder Zeit berechtigt, die Genehmigungsbedingungen von Amts wegen oder anschließend auf einen von der Verwaltung aufgestellten Bericht abzuändern, damit die Einhaltung von Artikel 7, § 2 gesichert wird.

§ 7. Die Erweiterung oder die Abänderung einer in § 1 gemeinten Anlage unterliegt einer Genehmigung nach den von der Regierung bestimmten Regeln, wenn diese Erweiterung oder Abänderung so beschaffen ist, daß sie die Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt direkt oder indirekt verschlimmern könnte.

Die Regierung kann durch einen Erlaß mit Verordnungscharakter die Fälle bestimmen, wo eine geringe Abänderung oder Erweiterung der Anlage keiner öffentlichen Untersuchung bedarf.

§ 8. Die Regierung bestimmt die Regeln zur Anwendung des vorliegenden Artikels sowie die Regeln für die Beantragung oder Erneuerung der Genehmigungen, und die Regeln, gemäß denen die Registrierungen ausgeführt werden müssen.

**Art. 12 -** Jeder Betreiber einer in Artikel 11, § 1 erwähnten Anlage führt ein Register, in dem das folgende angeführt wird:

— einerseits die Menge, die Art, der Ursprung und gegebenenfalls die Bestimmung, die Sammelhäufigkeit, das Beförderungsmittel, die Art der Behandlung der Abfälle und die in Anhang II oder III erwähnten Vorgänge;

— andererseits die Abänderungen, die an der Anlage oder den dort ausgeführten Vorgängen vorgenommen worden sind.

Auf Anfrage teilt er diese Angaben der Verwaltung mit.

**Art. 13 - § 1.** Jeder Betreiber einer in Artikel 11, § 1 und § 5 erwähnten Anlage ist verpflichtet, bei Ablauf der Genehmigung oder der Registrierung bzw. im Falle des Entzugs der Genehmigung oder der Löschung der Registrierung die Örtlichkeiten gemäß den von der Verwaltung bestimmten technischen Vorschriften wiederinstandzusetzen.

§ 2. Der Genehmigungsakt kann die Hinterlegung einer Kautions erfordern, deren Betrag nach objektiven Kriterien vom Amt bestimmt wird, und den Kosten entspricht, die die Behörden tragen würden, wenn sie für die Wiederinstandsetzung sorgen müßten. Im Genehmigungsakt kann festgelegt werden, daß die Kautions in Teilbeträge aufgeteilt wird, die jeweils im voraus und im Verhältnis zur allmählichen Entwicklung der Bewirtschaftungsaktivitäten zahlbar sind.

Die Kautions besteht entweder in einer Einzahlung auf das Postscheckkonto der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale oder in einer unabhängigen Bankbürgschaft.

Wenn die Kautions eine Bareinzahlung ist, ist der Betreiber einer in Artikel 11, § 1 erwähnten Anlage verpflichtet, sie um einen Betrag, der den im Laufe des vorherigen Jahres abgeworfenen Zinsen entspricht, jährlich zu erhöhen.

Wenn die Kautions eine unabhängige Bankbürgschaft ist, dann muß sie durch ein Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder von der Bank- und Finanzkommission oder aber von einer für die Kontrolle der Kreditanstalten befugten Behörde eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union anerkannt ist.

Die Verwaltung ist verpflichtet, innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum der Einreichung des Antrags auf Aufstellung eines Protokolls, die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten festzustellen. Mangels eines Beschlusses der Verwaltung innerhalb der vorgeschriebenen Frist, wird davon ausgegangen, daß die Wiederinstandsetzung sachgemäß ist.

Innerhalb drei Monaten nach der Feststellung der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten durch die Verwaltung wird das Kreditinstitut von der Kautions befreit oder wird dem Betreiber der auf das Postscheckkonto der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale eingezahlte Betrag samt Zinsen zurückgezahlt.

§ 3. Die Genehmigung tritt erst dann in Kraft, wenn das Amt anerkannt hat, daß die erforderliche Kautions hinterlegt worden ist.

Wenn die Kautions in Teilbeträgen hinterlegt wird, ist die Genehmigung erst auf einen Teil des Geländes anwendbar, wenn das Amt anerkannt hat, daß der entsprechende Teil der erforderlichen Kautions hinterlegt worden ist.

§ 4. Aufgrund eines begründeten Vorschlags des Amtes oder der Verwaltung wenn der Beschluß im Anschluß an einen Einspruch getroffen worden ist, der den Nachweis erbringt, daß sich die geschätzten Kosten für die Wiederinstandsetzung erhöht haben, ist die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, berechtigt, den Betrag der Kautions im Laufe der Bewirtschaftung abzuändern, wobei sie ihren Beschluß rechtfertigt. Unbeschadet dieser Möglichkeit überprüft diese Behörde alle fünf Jahre, ob eine Anpassung des Kautionsbetrags erforderlich ist.

§ 5. Die Verwaltung kann eine einmalige zusätzliche Frist für die Wiederinstandsetzung gewähren.

Wenn die Örtlichkeiten innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht ganz wiederinstandgesetzt worden sind, läßt die Regierung die Wiederinstandsetzung zwangsweise vornehmen, wobei sie die notwendigen Beträge von den auf das Postscheckkonto der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale eingezahlten Beträgen abheben läßt oder die Bankbürgschaft benutzt.

Ist der Kautionsbetrag unzureichend, treibt das Amt die zusätzlich aufgelaufenen Kosten zu Lasten des Betreibers bei.

§ 6. Die Regierung kann genauere Regeln festlegen.

**Art. 14 -** Die Regierung kann:

1° minimale Betriebsbedingungen der Zusammenstellungs-, Beseitigungs- und Verwertungsanlagen festlegen;

2° besondere Bedingungen festlegen für die Benutzung der Zusammenstellungs-, Beseitigungs- und Verwertungsanlagen wenn es sich um Abfälle aus dem Ausland oder aus anderen Regionen handelt;

3° Bedingungen festlegen, die bei der Gewährung von Genehmigungen, Zulassungen oder Registrierungen gelten und sich auf folgendes beziehen:

a) Bestimmungen technischer Art, um die schädlichen Auswirkungen auf den Boden, die Flora, die Fauna, die Luft und das Wasser möglichst gering zu halten oder zu beseitigen, und im allgemeinen um eine Gefährdung der Umwelt und der Bevölkerung zu vermeiden;

b) die Hinterlegung einer Kautions zur Deckung der Haftung für die nachteiligen Folgen, die sich aus der Aktivität ergeben können;

c) die Hinterlegung einer Kautions zugunsten des Amtes nach einer der in Artikel 13 vorgesehenen Modalitäten, damit die Wiederinstandsetzung der Anlagen oder jede andere aufgrund des vorliegenden Dekrets bestimmte Verpflichtung gewährleistet wird;

d) die Vergabe gewisser fachlicher Arbeiten an Personen mit besonderen Qualifikationen. In diesem Fall kann die Regierung die Regeln für die Zulassung dieser Personen sowie ihre Rechte und Pflichten den Verwaltungsbehörden gegenüber festlegen;

e) die Beachtung der Prinzipien der Zugangsfreiheit und -gleichheit, und die Beachtung der tariflichen Regeln, die bei der Sammlung, der Beseitigung oder der Verwertung der Abfälle anwendbar sind;

f) die Bedingungen für die Annahme von Abfällen;

g) die Zahlung der Verwaltungskosten.

4° die Fälle und Umstände festlegen, in denen ein Beschluß als stillschweigend getroffen betrachtet werden kann;

5° die Bedingungen für die Übergabe von Genehmigungen festlegen.

**Art. 15** - Der kraft Artikel 11, § 1, erster Absatz, gestellte Antrag auf Genehmigung wird gleichzeitig zu dem in Artikel 41 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Antrag auf Baugenehmigung eingereicht. Die Akte der Antragstellung bei einer zuständigen Behörde gilt als unvollständig, wenn bei derselben Behörde keine Abschrift der bei der anderen zuständigen Behörde eingereichten Antragsakte eingebracht wird.

Die Auswirkungen der Baugenehmigung, einschließlich der Ausschließungsfrist, werden aufgeschoben, solange im Anschluß an einen organisierten Verwaltungseinspruch kein Beschluß bezüglich des vorgenannten Genehmigungsantrags zugestellt wird. Im Falle der Verweigerung der Betriebsgenehmigung und nach Erschöpfung aller in Artikel 11 erwähnten rechtlichen Einspruchsmittel wird die Baugenehmigung von Rechts wegen unwirksam am Tage des endgültigen Verweigerungsbeschlusses.

Die Auswirkungen der Betriebsgenehmigung werden aufgeschoben, solange im Anschluß an einen organisierten Verwaltungseinspruch kein Beschluß bezüglich des Baugenehmigungsantrags zugestellt wird. Im Falle der Verweigerung der Baugenehmigung und nach der Erschöpfung der in Artikel 51 und 52 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten rechtlichen Einspruchsmittel wird die Betriebsgenehmigung von Rechts wegen unwirksam am Tage des endgültigen Verweigerungsbeschlusses.

Die Regierung kann die Bedingungen der Anwendung der vorstehenden Absätze genauer verdeutlichen. Sie kann die zwischen den zuständigen Behörden gegenseitigen Beratungsmodalitäten, die Fälle, in denen eine Beratung zwischen den Behörden organisiert werden muß, und das eventuelle Berichtigungsverfahren der beiden Verwaltungsakte zwecks ihrer gegenseitigen Kohärenz festlegen.

#### Abschnitt 2. — Besondere Bestimmungen in Sachen Abfallverwertung

**Art. 16** - Die Regierung kann:

1° die Art und Weise, wie gewisse Materialien, Elemente oder Energieformen verwendet werden, reglementieren, um ihre Rückgewinnung oder die der Materialien, Elemente oder Energieformen, die bei gewissen Erzeugungsverfahren mit ihnen in Verbindung gebracht werden, zu erleichtern;

2° technische Kriterien festlegen, denen die zurückgewonnenen Materialien genügen müssen, und das Verfahren für die Anerkennung der Einhaltung dieser Kriterien bestimmen;

3° gemäß den Regeln, die sie festlegt, Subventionen gewähren, um die Verwertung oder die Wiederverwendung der in den Abfällen enthaltenen Materialien und/oder Energie zu erleichtern;

4° geeignete Maßnahmen ergreifen, um die Benutzung von Recyclingprodukten zu fördern;

5° für die Abfallkategorien, die sie bestimmt, Verwertungsziele festlegen.

**Art. 17** - Die Regierung kann durch eine Regelung Bestimmungen in die Lastenhefte der Wallonischen Region und der lokalen Verwaltungen einfügen, die den Submittenten die Benutzung von zurückgewonnenen Stoffen oder von daraus stammenden Materialien erlauben.

**Art. 18** - Die Regierung kann nach den von ihr bestimmten Regeln eine oder mehrere Abfallbörsen in Form von Vereinigungen ohne Erwerbszweck zulassen.

Diese Abfallbörsen haben als Aufgabe:

1° die Besitzer und Käufer von Abfällen über die Notierungen der verschiedenen Abfälle auf den belgischen und ausländischen Märkten zu informieren;

2° Absatzgebiete und Vertriebsmöglichkeiten für in der Wallonie aufbewahrte Abfälle und eventuelle Lagerungsmöglichkeiten für gewisse Abfälle zu finden;

3° die Herstellung einer Verbindung zwischen Angebot und Nachfrage zu fördern;

4° die Wiederverwendung der Produkte und die Verwertung der Abfälle zu fördern.

Die Regierung kann den Abfallbörsen für einen Zeitraum, den sie bestimmt, einen Zuschuß gewähren.

#### Abschnitt 3. — Besondere Bestimmungen in Sachen Abfallbeseitigung

**Art. 19** - § 1. Was die technischen Vergrabungszentren betrifft, stellt die Regierung eine Klassifizierung nach dem Ursprung und den Eigenschaften der Abfälle auf.

§ 2. Unter Einhaltung der geltenden Europäischen Vorschriften kann die Regierung nach einer vorherigen Umweltuntersuchung und unter außergewöhnlichen Umständen bestimmen, welche gefährliche Abfälle in für nichtgefährliche Abfälle vorgesehenen technischen Vergrabungszentren gelagert werden können, und zwar unter Vorbehalt einer Genehmigung, die von Fall zu Fall von der zuständigen Behörde gewährt wird, und dies nur in kleinen Mengen, die mit den abgelagerten Abfällen vereinbar sind.

§ 3. Die Regierung kann allmählich eine Liste von Abfällen aufstellen, deren Ablagerung in technischen Vergrabungszentren verboten ist, insbesondere aus dem Grund, daß sie für eine Verwertung oder eine weitere Behandlung zur Verminderung ihres umweltverschmutzenden oder gefährlichen Charakters in Betracht kommen können.

Spätestens am 1. Januar 2010 wird die Ablagerung von biologisch abbaubaren organischen Abfällen in technischen Vergrabungszentren verboten.

Die Regierung bestimmt die Umstände der höheren Gewalt, unter denen von dem Verbot der Ablagerung in technischen Vergrabungszentren nach oder kraft des vorliegenden Paragraphen abgewichen werden kann.

§ 4. Mit Ausnahme der in Artikel 20, § 2, Absatz 3 gemeinten technischen Vergrabungszentren, erfordert der Genehmigungsakt eines technischen Vergrabungszentrums die Hinterlegung einer Kautions nach den Bestimmungen von Artikel 13. Der Betrag dieser Kautions entspricht den Kosten, die die Behörden tragen würden, wenn sie für die Wiederinstandsetzung sorgen müßten.

§ 5. Der Genehmigungsakt eines technischen Vergrabungszentrums bestimmt die Dauer des Zeitraums nach der Stilllegung des Standorts, während dessen der Betreiber verpflichtet bleibt, für die Instandhaltung, die Überwachung und die Kontrolle dieses Standorts zu sorgen, unter Berücksichtigung der Risiken, die das technische Vergrabungszentrum aufweisen kann.

Art. 20 - § 1. Die Ansiedlung und der Betrieb der technischen Vergrabungszentren sind ein öffentlicher Dienst, mit Ausnahme derjenigen, die zur ausschließlichen Benutzung durch einen Abfallerzeuger bestimmt sind.

Unbeschadet der besonderen Zugangsbedingungen, insbesondere im finanziellen Bereich, die den in Gemeindeverbänden angegliederten Gemeinden gewährt werden, sind die Betreiber von technischen Vergrabungszentren verpflichtet, das Prinzip der Gleichstellung aller Benutzer einzuhalten, was den Zugang zu den von ihnen betriebenen technischen Vergrabungszentren angeht.

Die Regierung bestimmt die für die Ablagerung in technischen Vergrabungszentren gültigen Tarifregeln.

§ 2. Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Hausmüll und gleichgestellten Abfällen, wird ausschließlich den Gemeindeverbänden gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Inertabfällen, wird ausschließlich den Gemeinden und Gemeindeverbänden gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Stoffen, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, wird ausschließlich den für die Durchführung dieser Arbeiten verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gewährt.

Die Genehmigung, im Sinne von Artikel 11, zur Ansiedlung und Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums zur Aufnahme von Industrieabfällen, wird ausschließlich juristischen Personen privaten Rechts oder juristischen Personen öffentlichen Rechts gewährt.

Die Absätze 2 und 4 des vorliegenden Paragraphen finden keine Anwendung auf die technischen Vergrabungszentren, die zur ausschließlichen Benutzung durch einen Abfallerzeuger bestimmt sind.

§ 3. Die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die in § 2 gemeint sind, sind berechtigt, für den Betrieb des technischen Vergrabungszentrums selber zu sorgen oder diesen Betrieb Dritten anzuvertrauen im Rahmen von Abkommen, in denen die zu beachtenden Regeln genau bestimmt sind.

Diese juristischen Personen öffentlichen Rechts fassen freiwillig den Entschluß, einen Genehmigungsantrag nach Artikel 11 einzureichen. Falls das im vorigen Absatz erwähnte Abkommen eine Vereinigung mit einer juristischen Person privaten Rechts mit sich bringt, dann muß die Vorherrschaft der so gebildeten Vereinigung in der öffentlichen Hand liegen. Diese Vereinigung muß unter der Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft gegründet werden.

Für alles, was durch das vorliegende Dekret oder die Satzungen der Gesellschaft nicht geregelt ist, sind die Bestimmungen bezüglich der Handelsgesellschaften anzuwenden. Die Satzungen sowie alle Satzungsabänderungen müssen von der Regierung genehmigt werden. Die Buchführung wird durch einen oder mehrere Kommissare geprüft, die unter den Mitgliedern des "Institut des réviseurs d'entreprises" (Institut der Betriebsrevisoren) gewählt werden. Die Prüfung der Bücher erfolgt unter Einhaltung der auf Aktiengesellschaften anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen. In Abweichung von § 2 kann die Genehmigung in diesem Fall an die so gegründete Gesellschaft gewährt werden.

Auf Gutachten des Amtes kann die Regierung die in Artikel 39 gemeinte öffentliche Gesellschaft damit beauftragen, anstelle der Gemeindeverbände oder Gemeinden zu handeln, was den Betrieb der technischen Vergrabungszentren angeht, wenn diese Gemeindeverbände bzw. Gemeinden trotz der ihnen zugestellten Mahnung ihrer Verantwortlichkeiten der in Artikel 25 vorgesehenen Planung der technischen Vergrabungszentren gegenüber nicht nachgekommen sind.

§ 4. Die juristischen Personen privaten Rechts, die ein technisches Vergrabungszentrum für Industrieabfälle betreiben, unterliegen der Kontrollbefugnis der Regierung.

Die Regierung ist berechtigt, die Gewährung oder Durchführung der Genehmigungen bezüglich der in Absatz 1 gemeinten technischen Vergrabungszentren für Industrieabfälle nur unter der Bedingung zu erlauben, daß zwischen dem Inhaber und der Regierung ein Bewirtschaftungsabkommen geschlossen wird, in dem die Aufgaben öffentlichen Dienstes und die zu beachtenden Tarifregeln festgelegt sind.

§ 5. Die Regierung ist berechtigt, den in § 2, Absätze 1 bis 3, gemeinten juristischen Personen öffentlichen Rechts sowie der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft zu erlauben, Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vorzunehmen, welche die zur Ansiedlung von technischen Vergrabungszentren erforderlichen Immobiliengüter betreffen.

Was die Berechnung des Wertes des enteigneten Immobilienguts betrifft, wird nur der Wert dieses Gutes am Tag vor der vorläufigen Genehmigung des in Artikel 24, § 2 erwähnten Plans, der jedoch bis am Tag, an dem der Anspruch auf eine Entschädigung entstanden ist, aktualisiert werden kann, berücksichtigt. Mangels eines solchen Plans wird der Wert am Tag vor der Verabschiedung des Enteignungsbeschlusses berücksichtigt. Der Wert des enteigneten Gutes wird unter Ausschluß jeglichen Bezugs auf die künftige Betreibung eines technischen Vergrabungszentrums berechnet.

§ 6. Für jedes technische Vergrabungszentrum wird eine gesonderte Buchhaltung geführt.

#### Abschnitt 4. — Besondere Bestimmungen in Sachen Hausmüll

Art. 21 - § 1. Jeder Bewohner eines Gebäudes hat ein Anrecht auf die Abfuhr des Hausmülls, unbeschadet des Rechts der Gemeinde, die Leistungsempfänger mit den Kosten der Abfallbehandlung zu belasten.

§ 2. Der Gemeinderat legt durch eine den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets genügende Gemeindeverordnung die geeigneten Maßnahmen zur Behandlung des Hausmülls sowie die Modalitäten der Geltendmachung des Rechtes auf Müllabfuhr fest.

§ 3. Die Gemeindebehörde teilt jedem Haushalt oder jeder Körperschaft die Tage mit, an denen die Abfuhr der Abfälle stattfindet, sowie gegebenenfalls alle anderen Maßnahmen, die die Gemeinde getroffen hat, um der Bevölkerung zu ermöglichen, sich ihres Hausmülls zu entledigen;



§ 4. Wenn die Gemeinde aus irgendeinem Grund nicht mehr in der Lage ist, die Abfuhr auf dem ganzen Gebiet oder auf einem Teil davon zu organisieren, und dieser Ausfall eine Bedrohung für die Gesundheit der Bevölkerung oder für die Umwelt darstellt, kann der Gouverneur der Provinz unter Einhaltung der in Kapitel V erwähnten Pläne, geeignete Maßnahmen ergreifen. Die Kosten der vom Gouverneur getroffenen Maßnahmen gehen zu Lasten der Gemeinde.

§ 5. Die Gemeinde und der Gouverneur der Provinz teilen der Verwaltung jährlich die aufgrund der §§ 1 bis 4 getroffenen Maßnahmen mit.

§ 6. Die Regierung kann allgemeine Regeln für die Bewirtschaftung des Hausmülls beschließen. Sie kann die selektive Sammlung gewisser Abfälle, die sie bezeichnet, organisieren.

Art. 22 - In Abweichung von Artikel 11, § 3 werden die Anlagen zur Zusammenstellung von Hausmüll, die für kleinere Mengen bestimmt sind und einen auf einen Gemeindeviertel begrenzten Aktionsbereich haben, vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt.

#### KAPITEL IV. — Verbringung von Abfällen

Art. 23 - Die Verbringung von Abfällen in die, in der oder aus der Wallonischen Region erfolgt so, daß die Risiken für die Umwelt und die Gesundheit des Menschen maximal beschränkt sind, und daß die Verwertung und Beseitigung der Abfälle unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der Gesetzgebung der betroffenen Staaten und Regionen stattfinden können.

Zu diesem Zweck kann die Regierung insbesondere:

- 1° die Verbringung von Abfällen einer Anmeldung oder Genehmigung unterwerfen;
- 2° Maßnahmen zum allgemeinen oder teilweisen Verbot der Abfallverbringung ergreifen oder Einwände dagegen vorbringen, insbesondere wenn diese Verbringung den in Kapitel V erwähnten Plänen nicht entspricht;
- 3° das Anbringen spezifischer Erkennungsschilder an den Beförderungsmitteln vorschreiben;
- 4° die Verbringung von Abfällen der Hinterlegung einer finanziellen Kautions zur Deckung der Beförderungs-, Verwertungs- und Beseitigungskosten unterwerfen, insbesondere wenn die Verbringung nicht zu Ende geführt werden konnte oder wenn die Abfälle dem Absender zurückgeschickt worden sind;
- 5° eine Beteiligung zu Lasten der Abfallerzeuger oder -besitzer einführen zur Deckung der entsprechenden Verwaltungskosten bezüglich der Durchführung des Notifizierungs- und Überwachungsverfahrens sowie der üblichen, für die Analysen und Kontrollen anfallenden Kosten;
- 6° im allgemeinen die gesamten erforderlichen Maßnahmen treffen zur Ausführung der EWG-Regelung Nr. 259/93 des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft und des am 22. März 1989 unterzeichneten und durch das Gesetz vom 6. August 1993 genehmigten Basler Übereinkommens über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung gefährlicher Abfälle und ihrer Beseitigung.

#### KAPITEL V. — Planung der Abfallbewirtschaftung

Art. 24 - § 1. Die Regierung erarbeitet einen Plan über die Abfallbewirtschaftung gemäß den Artikeln 11 bis 16 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung. Dieser Plan bildet ein sektorielles Programm im Sinne dieses Dekrets. Er kann eine Planung pro Typ der Abfälle oder pro Tätigkeitssektor enthalten.

Der Plan beinhaltet insbesondere:

- 1° eine Beschreibung der Abfalltypen, -mengen und -ursprünge, die Modalitäten zur Bewirtschaftung der jährlich erzeugten und verbrachten Abfälle, sowie zur Führung der in Betrieb befindlichen Anlagen und der besetzten Standorte;
- 2° ein Verzeichnis der geltenden allgemeinen und verordnungsmäßigen Bestimmungen, die eine Auswirkung auf die Abfallbewirtschaftung haben;
- 3° eine Beschreibung der wahrscheinlichen Entwicklung im Sektor und der zu erreichenden Ziele in Sachen Abfallbewirtschaftung;
- 4° die Projekte und Aktionen, die in Sachen Vorbeugung, Verwertung und Beseitigung zu entwickeln sind, die empfohlenen Bewirtschaftungsmodalitäten und -techniken, und die juristischen und Privatpersonen, die für die Abfallbewirtschaftung befugt sind.

Dem Plan werden Angaben bezüglich seiner haushaltsmäßigen Folgen für die öffentlichen Behörden, seiner vorhersehbaren kurz-, mittel- und langfristigen Auswirkungen auf die Wirtschaft im allgemeinen und seiner vorhersehbaren Folgen auf die Umwelt beigelegt.

§ 2. Gemäß dem in Artikel 25 und 26 vorgeschriebenen Verfahren erarbeitet die Regierung einen Plan der technischen Vergrabungszentren, der die Standorte beinhaltet, die für die Ansiedlung und die Bewirtschaftung dieser Zentren in Betracht kommen, mit Ausnahme der technischen Vergrabungszentren, die für einen ausschließlichen Gebrauch durch den Abfallerzeuger bestimmt sind.

Mit Ausnahme dieser technischen Vergrabungszentren, die für einen ausschließlichen Gebrauch durch den Abfallerzeuger bestimmt sind, werden keine anderen Zentren genehmigt als diejenigen, die durch den im vorliegenden Paragraphen gemeinten Plan vorgesehen sind.

Art. 25 - § 1. Der Vorentwurf des Plans der technischen Vergrabungszentren wird auf der Grundlage der Vorschläge erarbeitet, die die in Artikel 20, § 2 und 39 erwähnten juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist einreichen werden.

Werden innerhalb der vorgeschriebenen Frist keine Vorschläge eingereicht, so erarbeitet die Regierung den Plan aus eigener Initiative.

§ 2. Der Entwurf des Plans der technischen Vergrabungszentren wird einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen. Zu diesem Zweck bestellt die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft für jeden Standort, der für die Ansiedlung eines für nicht inerte Abfälle bestimmten technischen Vergrabungszentrums identifiziert worden ist, eine Untersuchung über die kurz-, mittel- und langfristigen, mittelbaren und unmittelbaren Auswirkungen der geplanten Ansiedlung und Bewirtschaftung in folgenden Bereichen:

- 1° der Mensch, die Fauna und die Flora;
- 2° der Boden, das Wasser, das Klima und die Landschaft;
- 3° die Wechselwirkung zwischen den in 1° und 2° dieses Absatzes erwähnten Faktoren;
- 4° die materiellen Güter und das Kulturerbe.

Diese Untersuchung wird von einer bzw. mehreren Personen durchgeführt, die als Umweltverträglichkeitsprüfer gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region zugelassen sind.



Die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthaltenen Informationen beziehen sich mindestens auf die in Artikel 14 des vorgenannten Dekrets vom 11. September 1985 erwähnten Elemente.

Wenn die Ansiedlung und der Betrieb eines technischen Vergrabungszentrums an einem der im Planentwurf aufgenommenen Standorte merkliche Auswirkungen auf die Umwelt in einer anderen Region oder in einem anderen Staat haben könnten, übermittelt die Regierung den zuständigen Behörden den besagten Plan.

Im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben wird der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft und den im zweiten Absatz dieses Paragraphen erwähnten Personen unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen erlaubt, innerhalb und in der unmittelbaren Nähe der Standorte, die für den Planentwurf in Betracht kommen, alle notwendigen Untersuchungen, Analysen und Probeentnahmen vorzunehmen.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° die Modalitäten zur Rückerstattung der mit der Durchführung der in § 2 erwähnten Umweltverträglichkeitsprüfungen verbundenen Kosten zu Lasten der juristischen Personen, die Vorschläge gemäß § 1 gemacht haben;

2° die Modalitäten zur Entschädigung der Personen, die infolge der in § 2, Absatz 5 erwähnten Untersuchungen, Analysen und Probeentnahmen einen materiellen Schaden erleiden.

Art. 26 - § 1. Die Regierung legt den vorläufigen Plan der technischen Vergrabungszentren sowie die Abänderung der entsprechenden Sektorenpläne fest.

Der so festgelegte Plan, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung und die Abänderung der entsprechenden Sektorenpläne beigelegt werden, wird einer öffentlichen Untersuchung in den betroffenen Gemeinden unterworfen.

Die Regierung legt die Modalitäten dieser Untersuchung fest.

Sie plant eine Beratungsversammlung mit den Vertretern der Regierung, der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft und der Beschwerdeführer.

Nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung werden der vorläufig festgelegte Plan und die Umweltverträglichkeitsprüfung dem Gutachten der folgenden Einrichtungen unterworfen:

1° die "Commission régionale de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuß für Raumordnung), die in Artikel 148 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnt ist;

2° der "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), der in Artikel 19 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung erwähnt ist.

Diese Behörden übermitteln der Regierung ihr Gutachten innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Datum, an dem sie um das Gutachten ersucht worden sind.

§ 2. Die Regierung legt den endgültigen Plan der technischen Vergrabungszentren und die damit zusammenhängenden Abänderungen der durch die Eintragung von Gebieten mit einem oder mehreren solcher Zentren betroffenen Sektorenpläne fest.

Der Plan der technischen Vergrabungszentren, die Abänderungen der Sektorenpläne und das Gutachten des vorerwähnten Regionalausschusses werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 3. Die Bestimmungen, die bei der Erstellung des Plans gelten, finden ebenfalls Anwendung auf dessen Abänderung.

§ 4. Die Anträge auf Ansiedlung und Betrieb eines technischen Vergrabungszentrums im Sinne von Artikel 11 und die Baugenehmigungsanträge im Sinne von Artikel 41, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, an einem Standort, der im Plan der technischen Vergrabungszentren aufgenommen, und für die Aufnahme von nicht-inerten Abfällen bestimmt ist, werden von der Anwendung der Bestimmungen des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region befreit, soweit ihr Gegenstand tatsächlich der im besagten Plan für den besagten Standort vorgesehenen Zweckbestimmung entspricht. Eine Aktualisierung der Umweltverträglichkeitsprüfung muß im Rahmen des Genehmigungsverfahrens vorgenommen werden, wenn die vorerwähnten Anträge innerhalb einer Frist von mehr als fünf Jahren nach der Annahme des Plans der technischen Vergrabungszentren eingereicht werden und wenn seit der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung Abänderungen aufgetreten sind, welche die Auswirkungen der Ansiedlung und des Betriebs des technischen Vergrabungszentrums auf die Umwelt verschlimmern. Die Aktualisierung der Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt den Vorschriften des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

Die vorerwähnten Baugenehmigungen, die von juristischen Personen öffentlichen Rechts beantragt werden, unterliegen dem in Artikel 45, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Verfahren.

Artikel 45, § 2 desselben Gesetzbuches ist nicht anwendbar.

#### KAPITEL VI. — Finanzielle Bestimmungen

Art. 27 - Die Regierung kann ganz oder teilweise das folgende finanzieren:

1° Aktionen im Bereich der Information, um der Entstehung von Abfällen vorzubeugen und die Erhaltung der öffentlichen Sauberkeit zu fördern;

2° zeitlich begrenzte Versuchsaktionen im Bereich der Abfallsammlung und -verwertung, die keinen Pflichtcharakter aufgrund oder kraft des vorliegenden Dekrets aufweisen;

3° der Erwerb von Beteiligungen in Gesellschaften, die im Bereich der Abfallbewirtschaftung tätig sind;

4° die Übernahme von Verpflichtungen, die direkt mit der Anwesenheit einer Abfallbewirtschaftungsanlage auf dem Gebiet einer Gemeinde zusammenhängen.

Die Regierung legt die Bedingungen und die Modalitäten der Gewährung dieser finanziellen Beihilfen fest.

Art. 28 - Die Regierung kann den Gemeinden und Gemeindeverbänden gemäß den Regeln, die sie bestimmt, Subventionen für das folgende gewähren:

1° der Bau, der Umbau und die Erneuerung von Beseitigungs-, Zusammenstellungs- und Verwertungsanlagen für Hausmüll;

2° die Wiederinstandsetzung von Geländen, wo Abfälle gelagert wurden;

3° der Erwerb von unbeweglichen Gütern, die für die Errichtung der in 1° erwähnten Anlagen nötig sind;

4° die Ausbildung des Gemeindepersonals und die Aktionen zur Information der Öffentlichkeit auf kommunaler Ebene.

## KAPITEL VII. — Funktionelle Bestimmungen

## Abschnitt 1. — Statistik und Auskünfte

**Art. 29** - Die Regierung trifft die Regelungen, anhand welcher sie die nötigen Informationen sammeln kann, um die den internationalen Einrichtungen zu übermittelnden Dokumente anzufertigen.

**Art. 30** - Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, die Ausarbeitung oder die Durchführung einer Regelung in Sachen Abfälle oder für die Erfüllung von internationalen Verpflichtungen, ist die Regierung berechtigt, alle erforderlichen Nachforschungen zu veranlassen, um diese Auskünfte zu sammeln. Die Personen, die solche Auskunftersuchen bekommen, sind verpflichtet, die gefragten Angaben mitzuteilen.

Die bei dieser Gelegenheit gesammelten individuellen Auskünfte dürfen nicht zu anderen Zwecken verwendet werden als denjenigen, zu denen die statistischen Untersuchungen angestellt worden sind.

Die Regierung veröffentlicht jährlich globale und anonyme Statistiken.

**Art. 31** - Derjenige, der, in welcher Eigenschaft auch immer, entweder über individuelle Auskünfte verfügt, die in Anwendung der Artikel 29 und 30 gesammelt worden sind, oder globale und anonyme Statistiken besitzt, deren Bekanntgabe individuelle Situationen enthüllen könnte, darf diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder veröffentlichen noch an unbefugte Personen oder Dienste weiterleiten. Außer bei Verstoß gegen das vorliegende Dekret dürfen diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder in dem in Artikel 29 der Strafprozeßordnung erwähnten Fall noch im Falle einer Zeugenaussage vor Gericht verraten werden.

**Art. 32** - Wenn eine nicht genehmigte Schüttung von Abfällen an einem Standort stattgefunden hat, ist der Mieter, der Betreiber oder der Eigentümer des Standorts verpflichtet, sofort nachdem er davon Kenntnis genommen hat, den mit der Überwachung beauftragten Beamten oder den Bürgermeister darüber zu informieren und ihnen alle ihm gegebenenfalls bekannten Informationen mitzuteilen, die zur Identifizierung des Täters, zur Bestandsaufnahme und Identifizierung der Abfälle dienen können.

Die Regierung legt notfalls das äußerste Datum fest, an dem diese Auskünfte erteilt werden müssen.

## Abschnitt 2. — "Commission des Déchets" (Abfallkommission)

**Art. 33** - Es wird eine beratende Kommission in Sachen Abfälle eingesetzt, deren Zusammensetzung und Satzungen durch einen in ihrer Mitte beratenen Erlaß der Regierung festgelegt werden.

Diese Kommission umfaßt Vertreter:

- der Industrie, insbesondere der Rückgewinnungs- und Verpackungsindustrie;
- des Mittelstands;
- der Gemeindeverbände, die die Beseitigung des Hausmülls wahrnehmen;
- der Vereinigungen von Landwirten, Gärtnern und Viehzüchtern;
- der Verbraucherschutzvereinigungen;
- der Umweltschutzvereinigungen;
- der Vereinigungen der mit der Wassergewinnung und -versorgung beauftragten Einrichtungen;
- der Arbeitnehmerorganisationen;
- der Berufsvereinigungen der Abfallsammler und der Betreiber von technischen Vergrabungszentren;
- der Vereinigungen, die die Sozialwirtschaftsunternehmen, die im Bereich der Abfälle tätig sind, vertreten;
- der Vereinigungen, die die Interessen der Gemeinden verteidigen;
- der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft;
- des "Institut scientifique de service public en Région wallonne" (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen), das durch das Dekret vom 7. Juni 1990 errichtet worden ist;
- des in Artikel 40 erwähnten Bezugslabors;
- der betroffenen regionalen Verwaltungen;
- des Amtes.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende der Kommission können außerhalb der in diesem Paragraphen angegebenen Vertreter gewählt werden.

§ 2. Diese Kommission gibt ein Gutachten über die Entwürfe von Erlassen mit Verordnungscharakter ab, die aufgrund des vorliegenden Dekrets verabschiedet werden, mit Ausnahme der Erlasse zur Durchführung der Kapitel V und X.

Bei der Beratung müssen dem Entwurf folgende Unterlagen beigelegt werden:

- ein Bericht über die wirtschaftlichen Auswirkungen des Projekts;
- ein Bericht über die ökologischen Auswirkungen des Projekts.

Außerdem gibt die Kommission ein Gutachten über jegliche Frage oder jegliches Projekt ab, das ihr von der Regierung unterbreitet wird.

§ 3. Wenn das Gutachten der beratenden Kommission ungünstig ist, müssen die aufgrund der Artikel 3, 6, 8, 9, 14, 16, 17 und 19 verabschiedeten Erlasse mit Verordnungscharakter begründet werden, wenn sie vom abgegebenen Gutachten abweichen, unter Gefahr der Nichtigkeit;

§ 4. Die Regierung legt die Frist fest, innerhalb deren die Kommission ihre Gutachten abgeben muß; andernfalls gilt das Gutachten als günstig.

## Abschnitt 3. — "Office wallon des Déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)

**Art. 34** - § 1. Die von der Regierung mit der Erfüllung der in Artikel 36 genannten Aufgaben beauftragte Dienststelle wird als regionales Unternehmen errichtet.

Diese Dienststelle untersteht dem Titel III der koordinierten Gesetze vom 17. Juli 1991 über die Buchführung des Staates, in ihrer beim Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Fassung. Die Regierung legt deren Satzungen fest.

Dieses Unternehmen hat keine Rechtspersönlichkeit. Es wird als "Office wallon des Déchets" bezeichnet.

§ 2. Es wird ein Beirat eingesetzt, der diesem oben genannten Amt zur Seite steht und dessen Mitglieder von der Regierung bezeichnet werden; die Mehrheit der Mitglieder sind Vertreter des öffentlichen Sektors und mindestens ein Drittel sind Vertreter der betroffenen Industrien. Die Regierung bestimmt die Zuständigkeiten und legt die Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Beirats fest. Der Beirat richtet seine Gutachten an die Regierung.

Die Verwaltung führt den Vorsitz und übernimmt die Sekretariatsarbeit des Beirats.

**Art. 35** - Innerhalb des Amtes wird ein Reservefonds gebildet, der entweder durch eine Kapitalbeteiligung der Wallonischen Region oder durch den eventuellen Überschuß der Einnahmen des Amtes im Verhältnis zu den Ausgaben seine Mittel bezieht. Dieser Fonds ist für die Deckung der Kosten, die sich aus der Erfüllung der Aufgaben des Amtes ergeben, bestimmt. Der Höchstbetrag dieses Fonds wird auf 1.500 Millionen BEF festgelegt.

**Art. 36** - Außer den rein verwaltungsmäßigen Aufgaben wird das Amt mit der Ausführung folgender Aufgaben beauftragt:

- 1° die Schaffung und die Führung einer Datenbank der Abfälle in der Wallonie;
- 2° die Untersuchung der Anträge auf Genehmigung, Registrierung und Zulassung für die Vorgänge im Bereich der Abfallbewirtschaftung sowie der Sanierungspläne;
- 3° die Untersuchung der Akten zur Gewährung von Subventionen;
- 4° die Führung der Akten im Bereich der Kauttionen;
- 5° die Überprüfung der Ausführung der in Artikel 24, § 2 erwähnten Planung der technischen Vergrabungszentren und gegebenenfalls die Abgabe an die Regierung von Gutachten, durch welche der in Artikel 39 erwähnten öffentlichen Gesellschaft erlaubt wird, gemäß Artikel 20, § 3 anstelle der Gemeindeverbände oder Gemeinden zu handeln, was den Betrieb der technischen Vergrabungszentren angeht;
- 6° die Überprüfung der Besteuerung der nicht häuslichen Abfälle;
- 7° Untersuchungen und die Teilnahme an Untersuchungen zur Vorbeugung und Beseitigung von Abfällen unter dem Blickwinkel des Umweltschutzes;
- 8° der Abschluß von Abkommen mit Dritten für die materielle Erfüllung seiner Aufgaben. Notfalls kann das Amt die Regierung ersuchen, die notwendige Hilfe von spezialisierten Einrichtungen zu fordern;
- 9° die Aufstellung eines ausführlichen Jahresberichts, in dem der erreichte Zustand des Plans bzw. der Pläne in Sachen Abfallbewirtschaftung, wie sie in Artikel 24, § 1 des vorliegenden Dekrets vorgesehen sind, beschrieben wird, und in dem der Regierung die Maßnahmen mitgeteilt werden, die das Amt aufgrund der Elemente dieses Berichts vorschlägt;
- 10° die Verwaltung der in Artikel 44 erwähnten Anträge auf Entschädigung;
- 11° die Finanzierung und die Verwaltung der in Artikel 27, 3° erwähnten Beteiligungen.

**Art. 37** - Die Regierung kann dem Amt sonstige Aufgaben zwecks der Ausführung des vorliegenden Dekrets anvertrauen.

**Art. 38** - Die Einnahmen des Amtes sind:

- 1° das Aufkommen der Steuern und Abgaben, das ihm vom in Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnten Fonds für die Abfallbewirtschaftung überwiesen wird;
- 2° ein ursprüngliches Betriebskapital, dessen Betrag und Modalitäten der Bereitstellung von der Regierung festgelegt werden;
- 3° die Anleihen zur Deckung der Bedürfnisse des Amtes, zu deren Aufnahme die Regierung durch ein Dekret ermächtigt wird;
- 4° die Einnahmen und Gewinne aus den Tätigkeiten des Amtes;
- 5° eine Dotation zu Lasten des regionalen Haushalts.

#### Abschnitt 4. — Öffentliche handelsrechtliche Gesellschaft

**Art. 39 - § 1.** Durch einen der "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investierungsgesellschaft für die Wallonie) anvertrauten Auftrag errichtet die Region eine öffentliche handelsrechtliche Gesellschaft, deren Aufgaben die folgenden sind:

- 1° die Aufstellung, die Aktualisierung und die regelmäßige Übermittlung an das Amt des Inventars der verseuchten Standorte sowie die Wiederinstandsetzung solcher Standorte von Amts wegen;
- 2° das Ergreifen von Maßnahmen zur Abfallbewirtschaftung in den Bereichen Handel, Industrie, Finanzen, Immobilien und Mobilien;
- 3° die Durchführung von wissenschaftlichen und technischen Gutachten und von Beratungen, die insbesondere für die Aufstellung der in Artikel 42 und 47 erwähnten Sanierungspläne notwendig sind, auf Anfrage von juristischen Personen öffentlichen Rechts und für deren Rechnung;
- 4° die Ausarbeitung des in Artikel 25 erwähnten Vorentwurfs des Plans der technischen Vergrabungszentren.

Diese Gesellschaft ist eine spezialisierte Tochtergesellschaft der "Société régionale d'investissement de Wallonie".

§ 2. Die Regierung beauftragt die öffentliche Gesellschaft mit der Erfüllung der in § 1 erwähnten Aufgaben. Außerdem kann sie ihr andere Aufgaben, die mit diesen Aufgaben eng zusammenhängen, anvertrauen.

Auf Gutachten des Amtes kann die Regierung die öffentliche Gesellschaft gemäß Artikel 20, § 3 mit dem Betrieb der technischen Vergrabungszentren für häusliche und gleichgestellte Abfälle oder für Inertabfälle beauftragen.

§ 3. Die Regierung oder der von ihr bevollmächtigte, die Verwaltung leitende Beamte kann der öffentlichen Gesellschaft erlauben, sich unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen zu den in § 1, 1° erwähnten Standorten oder in deren unmittelbaren Umgebung zu begeben, notfalls zusammen mit spezialisierten Sachverständigen oder Unternehmen, um die notwendigen Untersuchungen, Analysen, Probeentnahmen und Arbeiten vorzunehmen.

Die Regierung kann die Modalitäten festlegen zur Entschädigung der Personen, die infolge der im ersten Absatz erwähnten Untersuchungen, Analysen, Probeentnahmen und Arbeiten, einen Sachschaden erleiden. Keine Entschädigung steht den Personen zu, die sich an einem regelwidrigen Hinterlassen von Abfällen beteiligt haben.

§ 4. Sobald die öffentliche Gesellschaft mit der Wiederinstandsetzung eines Standorts gemäß Artikel 43, § 1 beauftragt wird, darf keine Tätigkeit, die die gute Ausführung dieser Wiederinstandsetzung beeinträchtigen könnte, vorgenommen werden.

Die Erhaltung der für die Wiederinstandsetzung notwendigen Bauwerke und Arbeiten bildet eine Dienstbarkeit öffentlichen Nutzens, die das wiederinstandgesetzte Gelände belastet. Die Regierung bestimmt die der Nutzung des Gutes auferlegten Beschränkungen durch einen individuellen Erlaß. Dem Eigentümer oder sonstigen Inhabern von dinglichen oder persönlichen Rechten wird kein Anspruch auf Entschädigung anerkannt.

§ 5. Die Regierung kann die Regeln der Beteiligung der öffentlichen Gesellschaft bestimmen, was die Durchführung der in § 1 erwähnten Aufgaben betrifft.

## Abschnitt 5. — Probeentnahmen und Analysen

**Art. 40 - Die Regierung kann:**

- 1° die Methoden der Probeentnahme und Analyse von Abfällen festlegen;
- 2° Laboratorien nach den von ihr festgelegten Regeln zulassen;
- 3° die Bedingungen bestimmen, denen das Bezugslaboratorium genügen muß, und dieses Laboratorium anschließend bezeichnen.

## KAPITEL VIII. — Sicherheitsmaßnahmen

**Art. 41 - § 1.** Wenn in einer Anlage, die einer Genehmigungs- oder Registrierungspflicht untersteht, ein Ereignis stattfindet, das eine Gefährdung des Menschen oder der Umwelt mit sich bringen kann, ist der Leiter des Unternehmens verpflichtet, die gesamten Maßnahmen zu treffen, um diese Gefährdung zu vermeiden oder zu beschränken.

§ 2. Der Leiter des Unternehmens übermittelt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem Bürgermeister der Gemeinde, in der die Anlage angesiedelt ist, so früh wie möglich folgende Informationen:

- 1° die genauen Umstände des Ereignisses und seine möglichen Folgen für den Menschen und die Umwelt;
- 2° die Art der getroffenen und/oder erwogenen Maßnahmen.

**Art. 42 - § 1.** Außer den Fällen, in denen eine Wiederinstandsetzung durch die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft ausgeführt wird, muß der Bürgermeister, von Amts wegen oder infolge eines Berichts des mit der Überwachung beauftragten Beamten, folgende Maßnahmen treffen wenn die Gesundheit des Menschen oder die Umwelt gefährdet wird infolge einer Tätigkeit, die aufgrund des vorliegenden Dekrets einer Genehmigungs-, Registrierungs- oder Zulassungspflicht unterworfen ist, oder des Vorkommens von Abfällen an einem Ort, und wenn der Besitzer sich dabei weigert, den Anweisungen des mit der Überwachung beauftragten Beamten Folge zu leisten:

1° die völlige oder teilweise Einstellung der genannten Tätigkeit anordnen, die Anlagen oder Maschinen versiegeln und notfalls die provisorische und sofortige Schließung der Einrichtung vornehmen;

2° den Besitzer der Abfälle dazu zwingen, einen Sanierungsplan einzureichen und gegebenenfalls zugunsten des Amtes eine Kautions nach einer der in Artikel 13 vorgesehenen Modalitäten zu hinterlegen, als Bürgschaft für die Wiederinstandsetzung.

Im Falle der Untätigkeit des Bürgermeisters oder wenn die Gefahr derart droht, daß die geringste Verzögerung einen Unfall oder eine schwerwiegende Verschmutzung hervorrufen kann, werden die gleichen Befugnisse der Verwaltung übertragen.

Der Sanierungsplan, der nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten genehmigt wird, gilt als Bewirtschaftungsgenehmigung im Sinne des vorliegenden Dekrets und als Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

§ 2. Die Personen, gegen welche die Sicherheitsmaßnahme getroffen worden ist, können bei der Regierung gegen die in § 1 erwähnten Beschlüsse Einspruch erheben. Der Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung. Mangels eines Beschlusses innerhalb der vorgeschriebenen Fristen, wird davon ausgegangen, daß der Einspruch verworfen wird. Die Regierung regelt die diesbezüglichen Modalitäten.

§ 3. Die Personen, gegen welche die Sicherheitsmaßnahme getroffen worden ist und die anderen interessierten Personen sind berechtigt, die Aufhebung oder die Abänderung der Maßnahme per Einschreibebrief an die Behörde, die die Maßnahme getroffen hat, oder an die Regierung, wenn diese einen Beschluß im Anschluß an einen Einspruch gefaßt hat, zu beantragen. Dieser Antrag hat keine aufschiebende Wirkung.

Es wird davon ausgegangen, daß dieser Antrag verworfen wird, wenn die Behörde innerhalb eines Monats keinen Beschluß gefaßt hat. Gegen eine stillschweigende oder eindeutige Verweigerung kann gemäß § 2 Einspruch erhoben werden, außer wenn die Regierung einen Beschluß im Anschluß an die Einreichung eines Einspruchs gefaßt hat.

§ 4. Ein kraft § 3 gerichteter Antrag darf nicht zusammen mit dem in § 2 vorgesehenen Einspruch versandt werden.

**Art. 43 - § 1.** Wenn das Vorkommen von Abfällen eine schwerwiegende Gefahr für den Menschen oder die Umwelt darstellt, trifft die Regierung alle geeigneten Maßnahmen, um der Gefahr vorzubeugen oder abzuwehren. Sie ist berechtigt, die Verbringung der Abfälle zu einem Ort anzuordnen, den sie unter Einhaltung der Bestimmungen der im Kapitel V erwähnten Pläne bezeichnet.

Die Regierung darf befehlen, daß der Besitzer der Abfälle oder, wenn die Abfälle ordnungswidrig hinterlassen worden sind, jede Person, die sie bezeichnet und die sich an der Ordnungswidrigkeit beteiligt hat, die Wiederinstandsetzung innerhalb einer Frist und unter Bedingungen, die die Regierung festlegt, vorzunehmen hat. Wenn diese Personen die verlangten Maßnahmen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist vornehmen, ist die Regierung berechtigt, die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft von Amts wegen mit der Ausführung der Wiederinstandsetzung zu beauftragen. Diese erfolgt dann zu Lasten der aufgeförderten Person. Außerdem darf die Regierung den in diesem Absatz erwähnten Personen die Hinterlegung einer Kautions zugunsten des Amtes auferlegen, nach einer der in Artikel 13 vorgesehenen Modalitäten. Diese Kautions beläuft sich auf einen vom Amt bestimmten Betrag und entspricht der Einschätzung der für die öffentlichen Behörden infolge der Ausführung der Sicherheitsmaßnahmen anfallenden Kosten.

Die Regierung benachrichtigt die Person(en), die die Kautions hinterlegen müssen(en) per Einschreibebrief, wobei sie diese über den Betrag und die möglichen Modalitäten der Bürgschaftsleistung informiert.

Wenn innerhalb acht Tagen keine Kautions hinterlegt worden ist, stellt die Regierung dem Besitzer der Abfälle oder der Person bzw. den Personen, die gemäß Absatz 2 bezeichnet worden sind, innerhalb vierundzwanzig Stunden eine Zahlungsaufforderung zu, unter Gefahr einer Zwangsvollstreckung durch Pfändung.

Wenn infolge der Zustellung der Aufforderung eine Kautions hinterlegt wird, deren Betrag jedoch unzureichend ist, können die Verfolgungen weitergeführt werden.

Wenn die Frist der Aufforderung abgelaufen ist, darf die Regierung die Pfändung nach der im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Weise vornehmen lassen.

Die Regierung ist berechtigt, dem die Verwaltung leitenden Beamten die Befugnis zu übertragen, im Namen der Wallonischen Region die in diesem Artikel vorgesehenen Maßnahmen zu treffen oder Handlungen durchzuführen.

§ 2. Die Regierung oder der Bürgermeister können die Streitkräfte, die Gendarmerie oder die Dienste des Zivilschutzes einschalten, um jegliche Maßnahmen durchzuführen, die darauf abzielen, einer Gefahr vorzubeugen oder abzuwehren, die Abfuhr und die Beförderung der Abfälle zu gewährleisten sowie für die Sicherheit dieser Operationen zu sorgen. In diesem Fall richten sie ein entsprechendes Ersuchen an die zuständigen Mitglieder der Föderalregierung.

§ 3. Die Regierung fordert ebenfalls die kommunalen Behörden auf, alle für den guten Ablauf der getroffenen Maßnahmen notwendigen technischen und menschlichen Mittel einzusetzen und die betroffene Bevölkerung zu informieren. Eine entsprechende Entschädigung wird von der Regierung geleistet.

§ 4. Die kraft des vorliegenden Artikels getroffenen Maßnahmen gelten als Genehmigung zur Abfallbewirtschaftung im Sinne des vorliegenden Dekrets und Genehmigung zur Abänderung der Bodengestaltung im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

#### KAPITEL IX. — Entschädigung durch die Regierung

Art. 44 - § 1. Derjenige, der auf dem Gebiet der Wallonischen Region einen durch Abfälle verursachten Schaden erleidet, ist berechtigt, von der Regierung einen Schadenersatz zu Lasten des in Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnten Fonds für die Abfallbewirtschaftung in den folgenden Fällen zu verlangen:

1° die Person oder das Ereignis, die bzw. das den Schaden verursacht hat, ist nicht oder nur schwer identifizierbar;

2° die Person, die den Schaden verursacht hat, kann nicht dafür haftbar gemacht werden, oder ihre Verantwortung kann nur schwer nachgewiesen werden;

3° der Verantwortliche ist zahlungsunfähig oder verfügt über ungenügende finanzielle Bürgschaften.

Um in Anwendung dieses Artikels einen Schadenersatz zu bekommen, muß derjenige, der den Schaden erleidet, nachweisen, daß er stichhaltige Gründe hat, um zu glauben, daß er sich in einer der im vorstehenden Absatz beschriebenen Lagen befindet und daß er keine Entschädigung innerhalb einer vernünftigen Frist erhalten kann.

§ 2. Kein Schadenersatz wird durch die Regierung auf der Grundlage dieses Artikels gewährt,

wenn:

1° die geltenden und auf die verschmutzten Elemente anwendbaren Qualitätsnormen nicht überschritten werden;

2° die Person, die den Schadenersatz beantragt, ganz oder teilweise für den Schaden verantwortlich ist;

3° der Geschädigte ebenfalls einen Schadenersatz auf der Grundlage der Artikel 1382 bis 1386bis des Zivilgesetzbuches zu Lasten der Region beantragt;

4° der erwähnte Schaden mit den Kosten der Maßnahmen zusammenhängt, die von den öffentlichen Behörden getroffen wurden, um die Auswirkungen einer Verschmutzung zu verhüten oder zu erlösen.

Ebenfalls wird kein Schadenersatz für das folgende gewährt:

1° der Teil des Schadens, der durch eine Versicherung gedeckt wird;

2° der Teil des Schadens, der den Tod oder Körperverletzungen betrifft, und der aufgrund des Gesetzes über Arbeitsunfälle, des Gesetzes über Berufskrankheiten oder des Gesetzes über die Kranken- und Invaliditätsversicherung gedeckt wird.

Die Personen, die sich kraft des Absatzes 2 oder aufgrund internationaler Abkommen am Schadenersatz beteiligt haben, haben kein Klagerecht gegenüber der Regierung auf der Grundlage des vorliegenden Artikels.

§ 3. In jedem Fall wird der Geschädigte eine Selbstbeteiligung von 50 000 BEF zu seinen Lasten tragen müssen.

§ 4. Ein Gesamtbetrag wird jährlich dem Haushalt des in § 1 erwähnten Fonds vorbehalten. Dieser Betrag wird unter Berücksichtigung der im Laufe des vorigen Jahres gewährten Entschädigungen festgelegt.

§ 5. Die Regierung bestimmt die Grenzen, die Modalitäten und die Bedingungen der Beteiligung des Fonds. Sie ist insbesondere berechtigt, denjenigen, die einen Schadenersatz beantragen, die Pflicht aufzuerlegen, vorher alle geeignete Rechtsverfahren einzuleiten. Sie darf ebenfalls die Regeln zur Einschätzung des Schadens und die Regeln betreffend die Festlegung und die Zuweisung der finanziellen Beteiligung des Fonds bestimmen.

§ 6. Die Region tritt in die Rechte und Rechtsverfahren des Geschädigten gegenüber Dritten ein, und zwar bis zur Höhe des gewährten Entschädigungsbetrags.

#### KAPITEL X. — Überwachung, Verwaltungsstrafen und strafrechtliche Maßnahmen

##### Abschnitt 1. — Überwachung, Ermittlung und Feststellung der Übertretungen

Art. 45 - Unbeschadet der Pflichten, die den Strafverfolgungsbeamten obliegen, überwachen der Bürgermeister, die von der Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten die Durchführung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse.

Der Bürgermeister, diese Beamten und Bediensteten können bzw. dürfen in Ausübung ihres Auftrags:

1° in alle Räumlichkeiten eindringen, auch wenn sie abgeschlossen und überdacht sind, wenn sie Gründe zu der Annahme haben, daß es dort Abfälle gibt, die den Menschen oder die Umwelt gefährden könnten, oder über Beweise verfügen bezüglich einer Übertretung in Sachen Abfälle. Wenn diese Räumlichkeiten als Hauptwohnsitz bewohnt werden, ist die vorherige Erlaubnis des Untersuchungsrichters erforderlich. Wenn es sich um abgeschlossene Räumlichkeiten handelt, sind die Beamten verpflichtet, den Verantwortlichen zu benachrichtigen, bevor sie in die genannten Räumlichkeiten eindringen;

2° in die Einrichtungen eindringen, die einer Genehmigung oder Registrierung kraft Artikel 11 unterliegen, sowie in jeden Standort, wo es Abfälle gibt;

3° jegliche Untersuchung, Kontrolle und Nachforschung vornehmen und alle Informationen einholen, die sie als nötig achten, um sich zu vergewissern, daß die Bestimmungen des Dekrets und dessen Ausführungserlasse auch tatsächlich eingehalten werden und insbesondere:

a) jegliche Person über jegliche Begebenheit befragen, wenn diese Informationen ihnen bei der Ausübung der Aufsicht als nützlich erscheinen;

b) sich jegliche Urkunde, jegliches Dokument oder jegliches Schriftstück, das ihnen bei der Erfüllung ihres Auftrags nützlich ist, an Ort und Stelle vorlegen lassen. Sie dürfen auch nach solchen Unterlagen suchen und eine fotografische oder sonstige Kopie davon machen oder sie gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

c) eine Bestandsaufnahme der Abfälle aufstellen, die nötigen Proben für die Bestimmung der Zusammensetzung der Abfälle kostenlos entnehmen, gegebenenfalls von den Besitzern der besagten Gegenstände die für die Beförderung und die Aufbewahrung der Proben nötigen Verpackungen verlangen;

4° Fahrzeuge anhalten, die für die Beförderung per Achse benutzt werden, ihre Ladung kontrollieren und überprüfen, ob die Abfallverbringung gemäß den Vorschriften des vorliegenden Dekrets stattfindet;

5° die gesamten zwecks der Erbringung der Beweise notwendigen Sicherheitsmaßnahmen vornehmen, und insbesondere, innerhalb einer Frist von höchstens zweiundsiebzig Stunden:

a) das Umstellen der Abfälle verbieten oder die Anlagen oder Teile der Anlagen, die zum Begehen der Übertretung gedient haben könnten, versiegeln;

b) die Transportmittel und anderen Gegenstände, die zum Begehen der Übertretung gedient haben könnten, abhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln

Sie sind verpflichtet, den Prokurator des Königs innerhalb einer Frist von vierundzwanzig Stunden darüber zu informieren.

- 6° die Rücksendung der ordnungswidrig beförderten oder gelagerten Abfälle an den Absender anordnen;
- 7° die Unterstützung der Gemeindepolizei und der Gendarmerie anfordern.

Die Beamten und Bediensteten sind verpflichtet, den folgenden Eid vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes zu leisten: "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes". Der Obergerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der Gerichte erster Instanz, die im Amtsbereich gelegen sind, in dem der Beamte oder Bedienstete sein Amt ausüben muß, eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Urkunde der Eidesleistung.

Im Falle einer einfachen Änderung des Wohnorts sind sie nicht verpflichtet, einen neuen Eid zu leisten. Wenn sie aber in einen anderen Amtsbereich mit der gleichen Eigenschaft versetzt werden, werden die Bevollmächtigung und die Urkunde der Eidesleistung kostenlos in der Kanzlei der Gerichte des neuen Amtsbereichs registriert.

**Art. 46 - § 1.** Im Falle einer Übertretung des vorliegenden Dekrets können die in Artikel 45 erwähnten Beamten und Bediensteten:

1° dem Übertreter eine Frist bestimmen, die ihm die Möglichkeit gibt, sich in Ordnung zu bringen. Diese Frist darf nur einmal verlängert werden. Der Beamte oder Bedienstete informiert den Prokurator des Königs und den Bürgermeister der Gemeinde, in der die Anlage steht, über die getroffenen Bestimmungen. Nach Ablauf der Frist oder gegebenenfalls ihrer Verlängerung erstellt der Beamte einen Bericht und übermittelt ihn innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen an den Übertreter und an den Prokurator des Königs;

2° ein Protokoll aufnehmen, das maßgebend ist, solange nicht der Gegenbeweis erbracht worden ist. Dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und, bei sonstiger Nichtigkeit, dem Übertreter innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen nach Feststellung der Übertretung oder nach Ablauf der im vorstehenden Punkt 1° erwähnten Frist zugestellt.

§ 2. In den angefertigten Berichten und aufgenommenen Protokollen kann der Beamte oder Bedienstete, wenn er dies für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs vorschlagen, den Artikel 216 der Strafprozeßordnung anwendbar zu machen. Gegebenenfalls gibt er den Betrag der für die Analysen und Sachverständigenuntersuchungen aufgelaufenen Kosten genau an.

#### Abschnitt 2. — Verwaltungsstrafen

**Art. 47 - § 1.** Außer den Fällen, in denen eine Wiederinstandsetzung durch die in Artikel 39 erwähnte öffentliche Gesellschaft ausgeführt wird, muß der Bürgermeister, von Amts wegen oder infolge eines Berichts des mit der Überwachung beauftragten Beamten, folgende Maßnahmen treffen wenn eine einer Genehmigung, einer Registrierung oder einer Zulassung unterworfenen Tätigkeit ohne die besagte, aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgeschriebene Genehmigung, Registrierung oder Zulassung, oder ohne den Bestimmungen des Dekrets Rechnung zu tragen, ausgeführt wird, oder wenn Abfälle an einem Ort vorkommen, der nicht durch eine Genehmigung oder eine Registrierung gedeckt ist, mit Ausnahme der in Artikel 7, § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgesehenen Fälle:

1° die Einstellung der Tätigkeiten befehlen, die Anlagen oder Maschinen versiegeln und notfalls die provisorische und sofortige Schließung der Einrichtung vornehmen;

2° den Übertreter dazu zwingen, einen Sanierungsplan einzureichen und gegebenenfalls zugunsten des Amtes eine Kautions nach einer der in Artikel 13 vorgesehenen Modalitäten zu hinterlegen, als Bürgschaft für die Wiederinstandsetzung.

Im Falle der Untätigkeit des Bürgermeisters werden die gleichen Befugnisse der Verwaltung übertragen.

Der genehmigte Sanierungsplan gilt als Bewirtschaftungsgenehmigung im Sinne des vorliegenden Dekrets für die Abfälle, die dort erwähnt werden, und als Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe. Die Regierung kann durch Erlaß mit Verordnung Charakter die Modalitäten der Aufstellung, der Genehmigung und der Ausfertigung der Sanierungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Übertreter keinen Sanierungsplan einreicht oder wenn er dessen Durchführungsbedingungen nicht genügt, läßt der Bürgermeister oder die Regierung von Amts wegen die Wiederinstandsetzung vornehmen.

Sie handeln gemäß den in Artikel 43, § 1, Absätze 2 bis 6 vorgesehenen Bestimmungen.

**Art. 48 - § 1.** Werden Abfälle in kleinen Mengen hinterlassen oder im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 10, 12, 23, § 1 und § 2, 1° bis 3° und 6° und 39, § 4 oder gegen die aufgrund dieser Artikel getroffenen Maßnahmen, setzen sich die Täter des Verstoßes einer Geldstrafe aus, deren Betrag 1.000.000 BEF nicht überschreiten darf. Hierbei ist den Bedingungen von Artikel 2 bis 10 und 12ter bis 13 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die im Falle der Übertretung gewisser Sozialgesetze zur Anwendung kommen, sowie den folgenden Regeln, Rechnung zu tragen:

a) für die Anwendung der Artikel 2, 3, 6 bis 8 und 13 des vorerwähnten Gesetzes ist "Arbeitgeber" durch "Übertreter" zu ersetzen;

b) für die Anwendung der Artikel 5, 7 und 13 des vorerwähnten Gesetzes ist "Arbeitsauditor" durch "Prokurator des Königs" zu ersetzen;

c) der in den Artikeln 4, 6 und 10 des vorerwähnten Gesetzes gemeinte Beamte ist der die Verwaltung leitende Beamte oder jeglicher andere von der Regierung bezeichnete Beamte;

d) für die Anwendung der Artikel 8 und 9 des vorerwähnten Gesetzes ist "Arbeitsgericht" bzw. "Arbeitsgerichtsstelle" durch "Zivilgericht" zu ersetzen;

e) für die Anwendung von Artikel 9 des vorerwähnten Gesetzes ist "Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen" durch "Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region" zu ersetzen;

f) für die Anwendung von Artikel 12ter des vorerwähnten Gesetzes ist "Artikel 1bis" durch "vorliegender Artikel" zu ersetzen.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Geldstrafenerhebung.

**Art. 49 -** Jede aufgrund des vorliegenden Dekrets gewährte Genehmigung oder Zulassung kann durch die Behörde, die sie gewährt hat, ausgesetzt oder zurückgezogen werden, wenn die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder die Bedingungen der Genehmigung oder der Zulassung nicht eingehalten werden. Jede Registrierung kann durch die Behörde, die durch die Regierung bezeichnet wird, gestrichen werden, wenn die Bestimmungen des Dekrets oder die gesamten, aufgrund von Artikel 11, § 5 festgelegten Bedingungen nicht eingehalten werden.

Die Regierung verfügt über dieselben Befugnisse, wenn die Behörde, die die Genehmigung oder die Zulassung gewährt oder die Registrierung vorgenommen hat, untätig ist.

**Art. 50 -** Bei der Regierung kann gegen die Beschlüsse der in Artikeln 47 und 49 erwähnten Behörden Einspruch erhoben werden. Die Regierung legt die Modalitäten dieses Einspruchs fest. Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung.

## Abschnitt 3. — Strafrechtliche Maßnahmen

**Art. 51** - Verstöße gegen die Bestimmungen der Artikel 3 Absatz 3, 6, 7, § 1, § 2 und § 5, 8, 10, 11, 13, 14 und 23 werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Jahren und einer Geldstrafe von 100 Francs bis zu 1 Million Francs belegt.

Die im ersten Absatz vorgesehene Gefängnisstrafe ist von einem Monat bis zu fünf Jahren und die Geldstrafe beträgt von 100 Francs bis zu 2,5 Millionen Francs wenn der Übertreter den Verstoß in Kenntnis der Sache begangen hat.

**Art. 52** - Jegliche direkte oder indirekte Beeinträchtigung der menschlichen Gesundheit durch Nachlässigkeit oder durch eine fehlende Vorsorge, die gegen die Bestimmungen der Artikel 3 Absatz 3, 6, 7, § 1, § 2 und § 5, 8, 10, 11, 13, 14 und 23 verstößt, wird mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von 100 Francs bis zu 1 Million Francs belegt.

Die im ersten Absatz vorgesehene Gefängnisstrafe ist von fünf Jahren bis zu einer Zuchthausstrafe und die Geldstrafe beträgt von 100 Francs bis zu 5 Millionen Francs, wenn der Übertreter den Verstoß in Kenntnis der Sache begangen hat.

**Art. 53** - Die absichtliche Verheimlichung der Art eines Abfalls wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von 100 Francs bis zu 2,5 Millionen Francs oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

**Art. 54** - Folgende Verstöße werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu zwei Jahren und einer Geldstrafe von 100 Francs bis zu 500 000 Francs belegt:

- 1° Verhinderung der Wiederinstandsetzungsmaßnahmen gemäß Artikel 39, § 4;
- 2° Verweigerung der Probeentnahme;
- 3° Verhinderung der Durchführung der in Artikel 42 und 43 erwähnten Sicherheitsmaßnahmen;
- 4° Verhinderung der kraft Artikel 45 und 46 organisierten Überwachung;
- 5° Verweigerung, den Bestimmungen von Artikel 47 zu beachten.

**Art. 55** - Verstöße gegen die Bestimmungen der Artikel 9, 12 und 30 werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 100 Francs bis zu 10 000 Francs oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

**Art. 56** - Im Falle der wiederholten Begehung eines Verstoßes innerhalb von fünf Jahren nach einer endgültigen Verurteilung wegen Übertretung des vorliegenden Dekrets, können die Gefängnisstrafe und die Geldstrafe auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden. Außerdem kann der Richter dem Verurteilten die zeitweilige oder definitive Beendigung der aufgrund dieses Dekrets einer Genehmigungs-, Registrierungs- oder einer Zulassungspflicht unterworfenen Tätigkeiten anordnen.

**Art. 57** - Die dem Übertreter gehörenden Güter, die zum Begehen oder zum Erleichtern der Übertretung gedient haben bzw. dafür bestimmt waren, können beschlagnahmt werden.

Auch wenn sie dem Übertreter nicht gehören, können die Güter, die Gegenstand der Übertretung sind, beschlagnahmt werden.

**Art. 58** - § 1. Im Falle einer Übertretung der Artikel 7, § 1, § 2 und § 5, 10, 11, 39, § 4, 42, 43 und 47 des vorliegenden Dekrets kann der Richter den Übertreter zusätzlich zu den in den vorausgehenden Artikeln vorgesehenen Strafen zu folgendem verurteilen:

1° die Durchführung von Maßnahmen, die er vorschreibt, um die Nachbarn oder die Umwelt vor den verursachten schädlichen Einwirkungen zu schützen. Der Richter kann die Durchführung von Arbeiten anordnen, die dazu bestimmt sind, die schädlichen Einwirkungen einzuschränken oder abzuschaffen, oder den Zugang zu den Örtlichkeiten zu verhindern;

2° das Verbot jeglichen Betriebs an der Stelle wo die Übertretung stattgefunden hat und während der Dauer, die er bestimmt;

3° das zeitweilige oder endgültige Verbot der Ausübung jeglicher Tätigkeit in Sachen: Abfallbeseitigung;

4° die Veröffentlichung der gerichtlichen Entscheidung in der Presse zu Lasten des Verurteilten, gemäß den Modalitäten, die der Richter angibt.

§ 2. Im Falle einer in Artikel 56 erwähnten Verurteilung ordnet der Richter in Abweichung von § 1 systematisch die Veröffentlichung der Entscheidung an zu Lasten des Verurteilten und nach den Modalitäten, die er festlegt.

§ 3. Auf Antrag der Regierung oder des bevollmächtigten, die regionale Verwaltung leitenden Beamten ordnet der Richter außerdem die Beseitigung der Abfälle und die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten entweder durch den Verurteilten selbst gemäß den Vorschriften des Amtes oder durch die bezeichnete(n) Person(en) an, und zwar zu Lasten des Verurteilten. In diesem Fall erfolgt die Rückzahlung der Kosten nachdem die Arbeiten ausgeführt worden sind oder allmählich je nach ihrem Fortschrittzustand auf einfache, vom Amt aufgestellte Abrechnung.

Die Verurteilung gilt gegebenenfalls für die in der Verurteilung erwähnten Person als Beseitigungsgenehmigung im Sinne des vorliegenden Dekrets und als Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41, § 1, 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

§ 4. Der Richter ordnet an, daß der Verurteilte innerhalb von acht Tagen unter Androhung eines Zwangsgeldes eine Kautions zugunsten des Amtes hinterlegen muß, nach den Modalitäten von Artikel 13 und bis zur Höhe eines den eingeschätzten Kosten der angeordneten Maßnahmen entsprechenden Betrags.

§ 5. Wer aufgrund von § 1 und § 3 verurteilt worden ist und nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist die vom Richter auferlegten Verpflichtungen erfüllt oder den Verboten, die dieser auferlegt, zuwiderhandelt, oder sich den Zwangsmaßnahmen, die er vorschreibt, widersetzt, kann zu einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von 1 000 Francs bis zu 500 000 Francs oder zu nur einer dieser Strafen verurteilt werden.

Im Falle der Nichterfüllung der vom Richter aufgrund von § 1, 1° festgelegten Verpflichtungen gewährleistet das Amt deren Erfüllung und treibt die Kosten wie in § 3 angegeben bei.

§ 6. Der Gerichtsschreiber der zivilen oder strafrechtlichen Gerichtsstelle läßt dem die Verwaltung leitenden Beamten eine Abschrift der sich auf in § 1 und 5 genannte Verstöße beziehenden Anträge oder Vorladungen vor den in der Sache urteilenden Gerichtsstellen, sowohl in erster Instanz als auch in Berufung, zukommen.

§ 7. Die Urteile und Beschlüsse, in denen der vorliegende Artikel angewandt wird, werden durch den Gerichtsschreiber an die regionale Verwaltung übermittelt, gleichzeitig zur Notifizierung an den Verurteilten.

**Art. 59** - Die Verwaltung kann die Durchführung der in Artikel 58 vorgesehenen Maßnahmen vor dem Zivilgericht verfolgen.



## KAPITEL XI. — Erfüllung der internationalen Verbindlichkeiten

**Art. 60** - Im Rahmen der Zuständigkeiten der Region erläßt die Regierung alle notwendigen Maßnahmen zur Durchführung der Verordnungen und Richtlinien der Europäischen Union in Sachen Abfälle.

**Art. 61** - Unter denselben Vorbehalten und in denselben Bereichen erläßt die Regierung alle notwendigen Maßnahmen zur Erfüllung der Verpflichtungen, die sich aus den anderen, in der internen Rechtsordnung geltenden internationalen Akten ergeben.

## KAPITEL XII. — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 62** - In Artikel 1 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region wird der Paragraph 2 durch die folgende Bestimmung ersetzt:

§ 2. Das Aufkommen der Abgabe wird ausschließlich einem für die Abfallbewirtschaftung bestimmten Fonds zugeführt, der im Haushaltsplan der Einnahmen und im allgemeinen Haushaltsplan der Ausgaben der Wallonischen Region errichtet wird. Der Fonds dient zur Finanzierung folgender Aufgaben:

- 1° die Aufstellung der Abfallbewirtschaftungsanlagen in Übereinstimmung mit der im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Planung;
- 2° die Anpassung der Abfallbewirtschaftungsanlagen an die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Normen;
- 3° die Sensibilisierungsstudien und -aktionen über die geplante Abfallbewirtschaftung in der Wallonischen Region;
- 4° die Unterstützung des Bezugslaboratoriums der Wallonischen Region bei seinen Aufgaben im Bereich der Abfallbewirtschaftung;
- 5° die Förderung der Forschung, der Entwicklung und der Nutzung ökologisch rationeller Techniken, einschließlich der Finanzierung der zu diesem Zweck ausgeführten Studien;
- 6° die Verwertung des Hausmülls wie auch des nicht häuslichen Mülls;
- 7° die Wiederinstandsetzung der verseuchten Standorte;
- 8° die Vorschüsse, die für die Ausführung der Sicherheitsmaßnahmen und der wegen einer Verschmutzungsgefahr von Amts wegen aufgezwungenen Maßnahmen erforderlich sind;
- 9° die elektronische Verarbeitung der Daten im Bereich der Abfallbewirtschaftung;
- 10° die Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuer;
- 11° die Rückvergütung von in Artikel 35 und 36 des vorliegenden Dekrets erwähnten Steuern;
- 12° die Beteiligung an der Entschädigung von Personen, die durch Abfälle verursachte Schäden erleiden.

In Artikel 10 desselben Dekrets werden die Wörter "5 000 BEF pro Kubikmeter Abfälle" durch die Wörter "1 000 BEF pro Kubikmeter Abfälle, mit einem Höchstbetrag von 10 Millionen BEF" ersetzt.

**Art. 63** - In Artikel 167 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, Absatz 8, werden die Wörter "6.4. andere Gebiete" durch die Wörter

- "6.4. Gebiete für technische Vergrabungszentren;  
6.5. andere Gebiete" ersetzt.

In Artikel 168 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "7.6. die anderen Gebiete" durch die Wörter "7.6. die Gebiete für stillgelegte technische Vergrabungszentren; 7.7. die anderen Gebiete" ersetzt.

In Artikel 182 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "6.4. andere Gebiete" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

6.4. Die Gebiete für technische Vergrabungszentren sind für die Ansiedlung und den Betrieb von technischen Vergrabungszentren sowie für Anlagen zur vor diesem Betrieb durchgeführten Zusammenstellung von Abfällen bestimmt.

Sie beinhalten eine Pufferzone. In diesen Gebieten werden außerdem die für den besagten Betrieb notwendigen Gebäude, insbesondere die Büro- und Überwachungsgebäude, zugelassen.

- 6.5. Andere Gebiete".

In Artikel 183 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "7.6. andere Gebiete" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"7.6. Die Gebiete für stillgelegte technische Vergrabungszentren sind diejenigen, in denen Tätigkeits- und Arbeitsbeschränkungen aufgezwungen werden können, um die Erhaltung und die Überwachung der Bauwerke und der Arbeiten, die für die Wiederinstandsetzung der verseuchten Standorte bestimmt sind, zu gewährleisten.

- "7.7. Andere Gebiete".

**Art. 64** - Die folgenden Gesetze werden für die Wallonische Region aufgehoben:

- 1° das Gesetz vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle, mit Ausnahme der Artikel 1 und 7;
- 2° das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Abfällen, was die Bestimmungen bezüglich der Ein- und Ausfuhr betrifft.

**Art. 65** - Das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, wie es durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991, abgeändert worden ist, wird aufgehoben.

## KAPITEL XIII. — Übergangsbestimmungen

**Art. 66** - Der Plan 1991-1995 über die Vermeidung und die Beseitigung der Abfälle in der Wallonischen Region, wie er durch den Erlaß der Wallonischen Regionalverwaltung vom 4. Juli 1991 genehmigt worden ist, bleibt anwendbar bis die Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des für die nächste Periode festgelegten Plans.

**Art. 67** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets bildet der Erlaß der Wallonischen Regionalverwaltung vom 23. Dezember 1992 zur Erstellung eines Verzeichnisses der Abfälle den in Artikel 5 erwähnten Katalog der Abfälle.

**Art. 68** - Die Benutzungsscheine, Abweichungen, Zulassungen und Genehmigungen, die in Anwendung der Ausführungserlasse des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle oder der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung gewährt worden sind, bleiben bis zum Ablauf der Periode, für die sie gewährt worden sind, in Kraft.

Die Regierung kann die Modalitäten festlegen, gemäß denen die Genehmigungen, die aufgrund der im ersten Absatz erwähnten Texte gewährt worden sind, durch die kraft des vorliegenden Dekrets für ihre Gewährung ermächtigte Behörde abgeändert werden können, damit ihre Betriebsbedingungen mit den in Sachen Umwelt anwendbaren Bewirtschaftungsnormen vereinbar werden.

**Art. 69** - Solange die Regeln zur Anwendung von Artikel 11 von der Regierung nicht festgelegt worden sind; müssen die Genehmigungen bezüglich der Anlagen, die nicht Gegenstand der Ausführungserlasse des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle sind, hingegen aber der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung unterliegen, aufgrund dieser letztgenannten Bestimmung gewährt werden, was den Schutz der Nachbarn und der Umwelt betrifft.



**Art. 70** - Solange der in Artikel 24, § 2 erwähnte Plan der technischen Vergrabungszentren nicht in Kraft getreten ist, können die Anträge auf Genehmigung im Sinne von Artikel 11 zur Ansiedlung und zum Betrieb der technischen Vergrabungszentren und die Anträge auf Baugenehmigung im Sinne von Artikel 41, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die vor der Annahme des vorliegenden Dekrets durch den Wallonischen Regionalrat für zulässig erklärt worden sind, in Industriegebieten, landwirtschaftlichen Gebieten und in Gebieten für den Abbau bewilligt werden, so wie diese Gebiet in den Artikeln 172, 176, und 182 des besagten Gesetzbuches bestimmt worden sind.

In Abweichung vom vorigen Absatz können die Anträge, die Gegenstand dieser Bestimmung sind und deren Zweck die Verlängerung der Nutzungsfrist von Parzellen betrifft, die vorher genehmigt worden sind, Anlaß zu einer Genehmigung geben, die für die vorher genehmigten Gebiete gilt.

Artikel 20, § 2 findet keine Anwendung auf die Anträge auf Ansiedlung und Betrieb, die vor der Verabschiedung des vorliegenden Dekrets durch den Regionalrat gestellt worden sind.

**Art. 71** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets sind die Regeln der Zusammensetzung der "Commission des déchets" diejenigen, die im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Oktober 1985 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der "Commission des déchets", abgeändert durch die Erlasse vom 6. März 1986, vom 17. Juli 1986, vom 29. Juni 1989 und vom 4. Oktober 1990, festgelegt sind.

Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets wird der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Oktober 1991 über die Zusammensetzung der "Commission des déchets", in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 abgeänderten Fassung, bestätigt.

**Art. 72** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets ist die "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement S.A." (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität), die am 13. März 1991 errichtet worden ist und deren Statuten im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Mai 1991 veröffentlicht worden sind, die in Artikel 39 erwähnte öffentliche handelsrechtliche Gesellschaft.

**Art. 73** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets sind die in Artikel 42, § 1 und § 2 und in Artikel 47, § 2 erwähnten Anwendungsregeln diejenigen die im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Juni 1993 zur Ausführung von Artikel 7, § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region festgelegt sind, vorbehaltlich der Ersetzung des Worts "Abgabepflichtiger" durch die Wörter "Abgabepflichtiger, Besitzer der Abfälle oder Übertreter".

**Art. 74** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets sind die Beamten und Bediensteten, die aufgrund des Artikels 45 für die Überprüfung der Ausführung des vorliegenden Dekrets oder dessen Ausführungserlasse bezeichnet werden, diejenigen, die im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, erwähnt sind.

**Art. 75** - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung in der Ausführung des vorliegenden Dekrets sind die in Artikel 58, § 3 vorgesehenen Anwendungsregeln diejenigen, die im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. März 1993 mit dem dem Generaldirektor der Direktion der Naturschätze und der Umwelt die Befugnis erteilt wird, den in Artikel 58, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle vorgesehenen Antrag einzureichen, festgelegt sind.

**Art. 76** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 11 und 15, deren Zeitpunkt des Inkrafttretens von der Regierung festgelegt wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und des Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,  
J.-P. GRAPE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft  
G. LUTGEN

#### Anlage 1. Abfallgruppen

Q1 Nachstehend nicht näher beschriebene Produktions- oder Verbraucherrückstände

Q2 Nicht den Normen entsprechende Produkte

Q3 Produkte, bei denen das Verfalldatum überschritten ist

Q4 Unabsichtlich ausgebrachte oder verlorene oder von einem sonstigen Zwischenfall betroffene Produkte einschließlich sämtlicher Stoffe, Anlageteile usw., die bei einem solchen Zwischenfall kontaminiert worden sind

- Q5 Infolge absichtlicher Tätigkeiten kontaminierte oder verschmutzte Stoffe (z.B. Reinigungsrückstände, Verpackungsmaterial, Behälter usw.)
- Q6 Nichtverwendbare Elemente (z.B. verbrauchte Batterien, Katalysatoren usw.)
- Q7 Unverwendbar gewordene Stoffe (z.B. kontaminierte Säuren, Lösungsmittel, Härtesalze usw.)
- Q8 Rückstände aus industriellen Verfahren (z.B. Schlacken, Destillationsrückstände usw.)
- Q9 Rückstände von Verfahren zur Bekämpfung der Verunreinigung (z.B. Gaswaschschlamm, Luftfilterrückstand, verbrauchte Filter usw.)
- Q10 Bei maschineller und spannender Formgebung anfallende Rückstände (z.B. Dreh- und Fräsespäne usw.)
- Q11 Bei der Förderung und der Aufbereitung von Rohstoffen anfallende Rückstände (z.B. im Bergbau, bei der Erdölförderung usw.)
- Q12 Kontaminierte Stoffe (z.B. mit PCB verschmutztes Öl usw.)
- Q13 Stoffe oder Produkte aller Art, deren Verwendung gesetzlich verboten ist
- Q14 Produkte, die vom Besitzer nicht oder nicht mehr verwendet werden (z.B. in der Landwirtschaft, den Haushaltungen, Büros, Verkaufsstellen, Werkstätten usw.)
- Q15 Kontaminierte Stoffe oder Produkte, die bei der Sanierung von Böden anfallen
- Q16 Abfall aller Art, der nicht einer der obenerwähnten Gruppen angehört

#### Anlage 2. — Beseitigungsverfahren

- D1 Ablagerungen in oder auf dem Boden (z.B. Ablagerung in einem technischen Vergrabungszentrum usw.)
- D2 Behandlung in oder auf dem Boden (z.B. biologischer Abbau von flüssigen oder schlammigen Abfällen im Erdreich usw.)
- D3 Verpressung (z.B. Verpressung pumpfähiger Abfälle in Bohrlöchern, Salzdome oder natürliche Hohlräume usw.)
- D4 Oberflächenaufbringung (z.B. Ableitung flüssiger oder schlammiger Abfälle in Gruben, Teiche oder Lagunen usw.)
- D5 Ablagerungen im speziell angelegten technischen Vergrabungszentrum (z.B. Ablagerung in abgedichteten, getrennten Räumen, die verschlossen und gegeneinander und gegen die Umwelt isoliert werden, usw.)
- D6 Einleitung in ein Gewässer mit Ausnahme von Meeren
- D7 Einleitung in Meere einschließlich Einbringung in den Meeresboden
- D8 Biologische Behandlung, die nicht an anderer Stelle in diesem Anhang beschrieben ist und durch die Endverbindungen oder Gemische entstehen, die mit einem der in dieser Anlage aufgeführten Verfahren entsorgt werden
- D9 Chemisch/physikalische Behandlung, die nicht an anderer Stelle in diesem Anhang beschrieben ist und durch die Endverbindungen oder Gemische entstehen, die mit einem der in dieser Anlage aufgeführten Verfahren entsorgt werden (z.B. Verdampfen, Trocknen, Kalzinieren usw.)
- D10 Verbrennung an Land
- D11 Verbrennung auf See
- D12 Dauerlagerung (z.B. Lagerung von Behältern in einem Bergwerk usw.)

#### Anlage 3. — Verwertungsverfahren

- R1 Rückgewinnung/Regenerierung von Lösemitteln
- R2 Verwertung/Rückgewinnung organischer Stoffe, die nicht als Lösemittel verwendet werden
- R3 Verwertung/Rückgewinnung von Metallen und Metallverbindungen
- R4 Verwertung/Rückgewinnung anderer anorganischer Stoffe
- R5 Regenerierung von Säuren oder Basen
- R6 Wiedergewinnung von Bestandteilen, die der Bekämpfung der Verunreinigung dienen
- R7 Wiedergewinnung von Katalysatorenbestandteilen
- R8 Altölraffination oder andere Wiederverwendungsmöglichkeiten von Altöl
- R9 Hauptverwendung als Brennstoff oder andere Mittel der Energieerzeugung
- R10 Aufbringung auf den Boden zum Nutzen der Landwirtschaft oder der Ökologie, einschließlich der Kompostierung und sonstiger biologischer Umwandlungsverfahren

#### Anlage 4. — Zusammenstellungsverfahren

- G1 Zeitweilige Lagerung bis zur Anwendung eines der in Anlagen II oder III beschriebenen Verfahren
- G2 Zusammenstellung bis zur Anwendung eines der in Anlagen II oder III beschriebenen Verfahren
- G3 Sortierung bis zur Anwendung eines der in Anlagen II oder III beschriebenen Verfahren
- G4 Vorbehandlung bis zur Anwendung eines der in Anlagen II oder III beschriebenen Verfahren

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1643

[C — 27438]

## 27 JUNI 1996. — Decreet betreffende de afvalstoffen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt de bescherming van het milieu en van de gezondheid van de mens tegen elke schadelijke invloed van afvalstoffen.

Door een geïntegreerde aanpak van de vervuilingproblematiek beoogt dit decreet meer bepaald :

- 1° in de eerste plaats, de preventie of de vermindering van de produktie en de schadelijkheid van afvalstoffen;
  - 2° in de tweede plaats, de bevordering van de nuttige toepassing van de afvalstoffen, met name door recycling, hergebruik, terugwinning, gebruik als energiebron;
  - 3° tenslotte, de organisatie van de afvalverwijdering.
- Het decreet heeft ook als doel :
- 1° de overbrenging van afvalstoffen te beperken, te controleren en er toezicht op te houden;
  - 2° de sites te saneren.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° afvalstof : elke stof of elk voorwerp behorende tot de in bijlage I vermelde categorieën waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;
- 2° huishoudelijke afvalstoffen : afvalstoffen voortgebracht door de gewone huishoudelijke activiteiten en afvalstoffen die ermee gelijkgesteld zijn bij besluit van de Regering;
- 3° landbouwafvalstoffen : alle afvalstoffen voortgebracht door landbouw-, tuinbouw- of teelactiviteiten;
- 4° industriële afvalstoffen : afvalstoffen voortgebracht door industriële, commerciële of ambachtelijke activiteiten, die niet met huishoudelijke afvalstoffen gelijk te stellen zijn;
- 5° gevaarlijke afvalstoffen : de overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften door de Regering opgesomde afvalstoffen die bijzonder schadelijk zijn voor de mens of voor het milieu omdat zij uit één of meer bestanddelen bestaan en omwille van één of meer van hun eigenschappen;
- 6° inerte afvalstoffen : afvalstoffen die de bodem, de lucht of het water geenszins aantasten omwille van hun fysisch-chemische eigenschappen, en die niet schadelijk zijn voor het milieu of de gezondheid van de mens;
- 7° ziekenhuis- en gezondheidszorgafval : afvalstoffen van ziekenhuizen, psychiatrische ziekenhuizen, psychiatrische verzorgingstehuizen, rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen, medische laboratoria, medische consultatiebureaus, arts-, tandarts- of dierenartspraktijken en thuisverzorging;
- 8° beheer : inzameling, vervoer, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht op die handelingen, alsmede het toezicht op de sites voor afvalverwijdering of nuttige toepassing en hun sanering na sluiting;
- 9° verwijdering : elke handeling bedoeld in bijlage II bij dit decreet of alle andere handelingen bepaald door de Regering, overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften;
- 10° nuttige toepassing : elke in bijlage III bij dit decreet bedoelde handeling of alle andere handelingen bepaald door de Regering, overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften;
- 11° recycling : nuttige toepassing, composteren inbegrepen, die bestaat in het terugwinnen van grondstoffen of afvalprodukten, behalve energie;
- 12° verzameling : elke in bijlage IV bij dit decreet bedoelde handeling of alle andere handelingen bepaald door de Regering, overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften;
- 13° voorbehandeling : fysisch, chemisch, thermisch of biologisch proces tot wijziging van de eigenschappen van de afvalstoffen ten einde hun volume of hun gevaarlijke aard te beperken, het hanteren ervan te vergemakkelijken, hun nuttige toepassing te bevorderen of hun verwijdering mogelijk te maken;
- 14° inzameling : het ophalen, samenvoegen en/of sorteren van afvalstoffen;
- 15° vervoer : alle activiteiten m.b.t. het laden, vervoeren en lossen van afvalstoffen;
- 16° overbrenging : activiteit i.v.m. de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en vanuit het Waalse Gewest, met uitzondering van doorvoeravfal;
- 17° installatie : inrichting voor de inzameling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen;
- 18° tijdelijke installatie : inrichting of apparatuur voor tijdelijke handelingen of activiteiten waarvan het gevaar, de hinder of de nadelen tot de duur van de vergunning beperkt worden;
- 19° centrum voor technische ingraving : erkende verwijderingsinstallatie voor definitieve afvalopslag op of in de bodem;
- 20° sanering : alle handelingen met het oog op de reïntegratie van de site in het milieu, waardoor hij weer functioneel kan worden, en/of met het oog op het voorkomen van verontreinigingsgevaar vanaf deze site;
- 21° producent : elke persoon die door zijn activiteit afvalstoffen voortbrengt (eerste producent) en/of elke persoon die voorbehandelingen, vermengingen of andere bewerkingen verricht, die leiden tot een wijziging in de aard of de samenstelling van die afvalstoffen;
- 22° houder : elke persoon die afvalstoffen in bezit heeft of er een wettelijke controle op uitoefent;
- 23° Bestuur : de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

(1) Zitting 1995-1996

Stukken van de Raad (Doc. 49 - 1 à 105)

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 12 juni 1996. Bespreking. Stemming.

24° Dienst : de Waalse Dienst voor afvalstoffen;

25° ambtenaar belast met het toezicht : de als dusdanig door de Regering aangewezen ambtenaar.

**Art. 3.** De Regering kan de produktie van stoffen die met produkten gelijk te stellen zijn, reglementeren en de toepassing ervan in aanwendingsprocessen onder de door haar bepaalde voorwaarden bevorderen.

De Regering maakt de lijst op van de in het eerste lid bedoelde stoffen en aanwendingsprocessen. De Regering bepaalt de productievoorwaarden, de eigenschappen van de stoffen en de gebruikswijze ervan.

De Regering kan de producenten of houders van bepaalde stoffen waarvan sprake in het eerste lid verplichten een boekhouding te voeren en het Bestuur in kennis te stellen van de bestemming en het gebruik van die stoffen. Zij kan sommige van die stoffen aan een gebruikscertificaat onderwerpen en bepaalt de gebruiksmodaliteiten met het oog hierop.

**Art. 4.** In de zin van dit decreet worden niet als afvalstoffen beschouwd :

1° de in de atmosfeer uitgestoten gasvormige effluënten;

2° het afvalwater zoals bepaald in artikel 2, 7° van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, met uitzondering van vloeibare afvalstoffen.

**Art. 5. § 1.** De Regering maakt een afvalstoffenlijst op die als referentie-nomenclatuur voor het afvalbeheer moet dienen.

§ 2. De afvalstoffen worden, al naar gelang hun herkomst, ingedeeld als :

— huishoudelijke afvalstoffen;

— industriële afvalstoffen.

De Regering kan sommige afvalstoffen gelijkstellen met andere afvalstoffen die, alhoewel van andere herkomst, aan dezelfde beheersregels onderworpen zijn.

§ 3. De Regering maakt een lijst van gevaarlijke en een lijst van inerte afvalstoffen op, al naar gelang de eigenschappen ervan.

Het opnemen van afvalstoffen op de lijst van gevaarlijke afvalstoffen laat vermoeden dat ze gevaarlijke eigenschappen hebben.

Het niet opnemen van afvalstoffen op de lijst van de inerte afvalstoffen laat vermoeden dat ze niet inert zijn.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de erkenning van het ongevaarlijke of inerte karakter van de afvalstoffen.

#### HOOFDSTUK II. — Preventie en beperking van de produktie van afvalstoffen en van de schadelijkheid ervan

**Art. 6. § 1.** De Regering kan i.v.m. de preventie van moeilijk te beheren afval, een vlotter beheer van afval die bijzonder schadelijk is voor het milieu of de beperking van de hoeveelheid of de schadelijkheid van de afvalstoffen, de gepaste maatregelen treffen met het oog op :

1° de bevordering van het onderzoek, de ontwikkeling en de aanwending van technieken die ecologisch gezien rationeel zijn;

2° de reglementering van afvalproduktie, met name door het bepalen van kwantitatieve of kwalitatieve doelstellingen of door elke maatregel te treffen waarbij stoffen worden verkregen die opgenomen kunnen worden in een welbepaald aanwendingsproces van met produkten gelijk te stellen stoffen;

3° de bevordering van de nuttige toepassing binnen het bedrijf dat afvalstoffen voortbrengt;

4° de bevordering van het gebruik van produkten opdat zij niet of zo weinig mogelijk zouden bijdragen tot de toename van de hoeveelheid afvalstoffen en tot het verontreinigingsgevaar, en in dit opzicht, met het oog op de bepaling van criteria en de methodologie voor de analyse van de levenscyclus van de produkten;

5° de bevordering van de gepaste technieken voor de verwijdering van gevaarlijke substanties die in de voor de nuttige toepassing bestemde afvalstoffen voorkomen;

6° het opleggen van informatieverplichting aan de produktengebruikers m.b.t. de aangewende methode voor de nuttige toepassing of de verwijdering van hun produkten, het verontreinigingsgevaar en de gebruikswijze ervan;

7° de regeling van de toekenning van toelagen voor de gevoerde acties of vóór de overeenkomstig dit artikel vereiste investeringen;

8° de verplichte uitvoering van meerjarige preventieplannen door de bedrijven.

§ 2. De Regering kan de producenten of houders van produkten die gevaarlijke afvalstoffen zouden kunnen worden, verplichten een boekhouding van deze produkten te voeren en het Bestuur in te lichten over de bestemming en het gebruik ervan en over de methode voor de nuttige toepassing of de verwijdering ervan.

§ 3. De nieuwe vergunningen en de wijzigingen van de na de inwerkingtreding van dit decreet verleende vergunningen voor de exploitatie van inrichtingen die als gevaarlijk, ongezond en hinderlijk worden beschouwd, bevatten exploitatievoorwaarden die de voorkoming van afvalstoffen tot doel hebben.

#### HOOFDSTUK III. — Preventie en beperking van hinder bij het afvalbeheer

##### Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 7. § 1.** Het is verboden afvalstoffen achter te laten of ze te hanteren zonder de wettelijke en verordnungs-bepalingen in acht te nemen.

§ 2. Elke producent of houder van afvalstoffen moet ze beheren of laten beheren op een wijze die de schadelijke invloed ervan op water, lucht, bodem, flora en fauna beperkt, geluids- en reukhinder voorkomt en, meer algemeen, geen schade aan het milieu noch aan de gezondheid van de mens berokkent.

§ 3. Het beheer wordt bij voorkeur verzekerd d.m.v. nuttige toepassing, zoniet d.m.v. verwijdering.

§ 4. Om een afvalstoffenbeheer te waarborgen dat aan de voorschriften van de §§ 1 tot 3 voldoet, moeten de producenten en houders van afvalstoffen hun produktie- en/of verpakkingstechnieken aanpassen.

§ 5. Afvalstoffen worden hetzij beheerd door de afvalstoffenproducent, hetzij afgestaan aan een persoon of aan een installatie die erkend of geregistreerd is om ze te beheren.

**Art. 8.** De Regering kan :

1° de modaliteiten en technieken voor het afvalbeheer reglementeren;

2° het beheer van afvalstoffen opleggen als ze voortkomen uit het commercialiseren van goederen, grondstoffen of produkten door de producent(en), invoerder(s) of persoon/personen die ze op de markt brengt/brengen, met name door het verplichten van een afvalovername met het oog op de geschikte nuttige toepassing of verwijdering ervan;

3° de installaties of de activiteiten voor afvalbeheer aan vergunning of registratie onderwerpen, evenals de personen die, in enige hoedanigheid, bij het afvalbeheer betrokken zijn, afvalstoffen produceren, inzamelen, kopen of verkopen;

4° het bewaren van afvalstoffen boven een bepaalde termijn of hoeveelheid verbieden;

5° voorwaarden bepalen waaronder publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die hun maatschappelijke zetel buiten het Waalse Gewest hebben, gelijk te stellen zijn met personen die een vergunning hebben gekregen overeenkomstig een reglementering vastgesteld op grond van punt 3 hierboven;

6° machtiging verlenen voor de onteigening ten algemenen nutte van onroerende goederen met het oog op de vestiging van installaties voor afvalbeheer of voor de sanering van de sites.

**Art. 9.** De Regering kan de personen die afvalstoffen voortbrengen, inzamelen, vervoeren, verwijderen, nuttig toepassen en in bezit hebben, verplichten :

1° de bevoegde administratieve overheid in kennis te brengen van de bewaring en de verplaatsing van hun afvalstoffen, met name d.m.v. registers, borderellen en formulieren;

2° de afvalstoffen af te staan tegen een ontvangstbewijs of een bewijs van verwijdering of nuttige toepassing.

**Art. 10.** Natuurlijke personen of rechtspersonen die beroepshalve gevaarlijke afvalstoffen inzamelen of vervoeren, zijn aan een voorafgaande erkenning onderworpen.

De erkenning betreft met name de moraliteit, de technische en financiële middelen van de persoon.

Natuurlijke personen of rechtspersonen die beroepshalve ongevaarlijke afvalstoffen inzamelen of vervoeren, zijn aan registratie onderworpen.

De Regering bepaalt de regels voor de toepassing van dit artikel.

**Art. 11. § 1.** De vestiging en de exploitatie van een installatie voor de verzameling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen zijn aan een vergunning onderworpen.

De vergunning wordt verleend wanneer een inrichting of een onderneming reeds aan een vergunningsstelsel onderworpen is krachtens een andere wetgeving en een bijkomende activiteit inzake afvalbeheer uitoefent die in een productieproces is geïntegreerd.

Als de afvalbeheersactiviteiten van dien aard zijn dat zij het aan de inrichting inherente gevaar doen toenemen, ondergaat de vergunning een wijziging waarbij de in § 2 bedoelde voorwaarden worden opgenomen en artikel 7, § 2 in acht genomen.

De vergunning voor een installatie voor de verzameling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen kan slechts verleend worden aan een exploitant die het bewijs van zijn moraliteit kan voorleggen en over voldoende technische middelen en financiële garanties beschikt of belooft te beschikken.

§ 2. De vergunning is voorzien van voorwaarden die ervoor moeten zorgen dat dit decreet in acht wordt genomen, en moet met name betrekking hebben op :

- het type en de hoeveelheid afvalstoffen;
- de technische voorschriften;
- de te treffen veiligheidsmaatregelen;
- de site voor het afvalbeheer;
- de behandelingsmethode;
- de voorwaarden die nodig geacht worden voor de bescherming van de in artikel 7, § 2, bedoelde belangen;
- de maatregelen inzake toezicht en controle;
- de modaliteiten voor de sanering van de site.

De vergunning geldt ook als vergunning tot lozing van afvalwater in de zin van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling en als elke vergunning vereist krachtens het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

§ 3. De vergunning wordt verleend voor een termijn die bepaald wordt door de bestendige deputatie van de provincie waar de installatie gevestigd is, met uitzondering van de centra voor technische ingraving van niet-inerte afvalstoffen waarvoor de vergunning door de Regering wordt verleend.

De vergunning kan slechts verleend of hernieuwd worden na openbaar onderzoek in de gemeente waar de installatie gevestigd is. De gemeente organiseert het openbaar onderzoek volgens de door de Regering bepaalde regels.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt de vergunning geacht te zijn geweigerd.

De aanvrager van de vergunning of een geïnteresseerde derde kan een niet-opschortend beroep bij de Regering instellen. Het beroep is opschortend wanneer het door het Bestuur ingesteld wordt. Wat de centra voor technische ingraving van niet-inerte afvalstoffen betreft, kan de aanvrager van de vergunning of een geïnteresseerde derde het beroep bij de Regering instellen. De Regering spreekt zich uit na advies van een commissie waarvan de samenstelling en de werking door haar bepaald worden.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn en als de aanvrager het beroep in eerste aanleg instelt, wordt de vergunning geacht te zijn verleend onder de voorwaarden bepaald in de in eerste aanleg verleende vergunning, of mits naleving van de minimale exploitatievoorwaarden waarvan sprake in artikel 14 als de vergunning in eerste aanleg geweigerd wordt.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn en als het beroep wordt ingesteld door een andere persoon dan de aanvrager in eerste aanleg, wordt het beroep geacht te zijn verworpen.

§ 4. De Regering kan voor tijdelijke inrichtingen afwijkingen van § 3 bij verordeningsbesluit toestaan.

§ 5. Onverminderd artikel 7, § 2, kan de Regering bij verordeningsbesluit vrijstelling van de in § 1 bedoelde vergunning verlenen en de volgende inrichtingen of ondernemingen volgens de haar bepaalde procedure aan registratie onderwerpen :

1° de inrichtingen of ondernemingen die zelf zorgen voor de verwijdering van hun ongevaarlijke afvalstoffen op de plaats waar ze worden voortgebracht;

2° de inrichtingen of ondernemingen die zorgen voor de nuttige toepassing van afvalstoffen, met inbegrip van de verzamelhandelingen die er aan voorafgaan.

De registratie wordt bij de door de Regering aangewezen overheid ingediend.

De Regering bepaalt het type activiteiten en afvalstoffen en de door deze inrichtingen of ondernemingen te vervullen voorwaarden. Zij bepaalt de vorm en de inhoud van de registratie.

§ 6. De overheid die over de aanvraag heeft beslist, kan alle ogenblikken, van ambtswege of op verslag van het Bestuur, de voorwaarden van de vergunning wijzigen ten einde de inachtneming van artikel 7, § 2 te waarborgen.

§ 7. Uitbreidingen of wijzigingen van een in § 1 bedoelde installatie zijn volgens de door de Regering bepaalde regels aan een vergunning onderworpen als ze van dien aard zijn dat zij rechtstreeks of onrechtstreeks meer gevaar, hinder of nadelige gevolgen voor de mens of het milieu met zich mee brengen.

De Regering kan bij verordeningbesluit bepalen wanneer geringere vergunningswijzigingen of -uitbreidingen van een openbaar onderzoek vrijgesteld worden.

§ 8. De Regering bepaalt de regels voor de toepassing van dit artikel, alsmede de regels voor de aanvraag en de hernieuwing van de vergunningen en de regels voor de registraties.

Art. 12. Elke exploitant van een in artikel 11 bedoelde installatie houdt een register bij met :

— enerzijds, de hoeveelheid, de aard, de herkomst en, in voorkomend geval, de bestemming, de frequentie van de inzameling, de wijze van vervoer en de wijze van behandeling van de afvalstoffen en de handelingen bedoeld in bijlage II of III;

— anderzijds, elke wijziging in de installatie of de handelingen die er verricht worden.

De exploitant moet deze gegevens aan het Bestuur verstrekken als het er om verzoekt.

Art. 13. § 1. Na afloop van de vergunning of van de registratie, bij intrekking van de vergunning of bij schrapping van de registratie, is de exploitant van een in artikel 11, § 1 en § 5 bedoelde installatie verplicht, overeenkomstig de door het Bestuur bepaalde technische voorschriften, de site te saneren.

§ 2. De vergunningsakte kan het stellen van een zekerheid opleggen waarvan het bedrag door de Dienst bepaald wordt op grond van objectieve criteria en gelijk is aan het bedrag van de kosten die de overheid zou moeten dragen als ze tot de sanering zou moeten laten overgaan. De akte kan bepalen dat de zekerheid vooruit in schijven te betalen is, al naar gelang de evolutie van de exploitatie.

De zekerheid bestaat in een storting op de postrekening van de Deposito- en Consignatiekas of in een onafhankelijke bankgarantie.

Als de zekerheid in contanten wordt gestort, is de exploitant van een in artikel 11, § 1 bedoelde installatie gehouden de zekerheid jaarlijks te verhogen ten belope van de gedurende het jaar tevoren opgebrachte interesten.

Als de zekerheid in een onafhankelijke bankgarantie bestaat, dan moet ze uitgegeven worden door een kredietinstelling die erkend is hetzij door de commissie voor het Bank- en Financieuzen, hetzij door een overheid van een lidstaat van de Europese Gemeenschap die gemachtigd is om kredietinstellingen te controleren.

Het Bestuur is gehouden de sanering van de site vast te stellen binnen zestig dagen na de datum van indiening van de aanvraag om vaststelling. Bij gebrek aan een beslissing van het Bestuur binnen de voorgeschreven termijn wordt de sanering van de site geacht conform te zijn.

Binnen drie maanden na vaststelling van de sanering van de site door het Bestuur, wordt de kredietinstelling bevrijd of wordt de op de postrekening van de Deposito- en Consignatiekas gestorte som met de interesten aan de exploitant terugbetaald.

§ 3. De vergunning treedt slechts in werking wanneer de Dienst de storting van de vereiste zekerheid heeft vastgesteld.

Wanneer de zekerheid in schijven wordt betaald, is de vergunning slechts van toepassing op het deel van de site waarvoor de Dienst de storting van de overeenstemmende schijf van de vereiste zekerheid heeft vastgesteld.

§ 4. Op gemotiveerd voorstel van de Dienst, of van het Bestuur als de beslissing na beroep is genomen, waarbij een evolutie van de geraamde saneringskosten wordt gerechtvaardigd, kan de overheid die de vergunning heeft verleend, het bedrag van de zekerheid tijdens de exploitatie wijzigen, mits gemotiveerde beslissing.

§ 5. Het Bestuur kan de saneringstermijn één enkele keer verlengen.

Als de site niet helemaal gesaneerd is binnen de voorgeschreven termijn, laat de Regering van ambtswege overgaan tot de sanering door de nodige som af te nemen van het op de postrekening van de Deposito- en Consignatiekas gestorte bedrag of door gebruik te maken van de bankgarantie.

Als het bedrag van de zekerheid onvoldoende is, verhaalt de Dienst de bijkomende kosten op de exploitant.

§ 6. De Regering kan deze regels nader bepalen.

Art. 14. De Regering kan :

1° minimale exploitatievoorwaarden bepalen voor installaties voor verzameling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen;

2° het gebruik van installaties voor verzameling, verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen afkomstig van buitenlandse Staten of andere Gewesten aan bijzondere voorwaarden onderwerpen;

3° voorwaarden bepalen voor het verlenen van vergunningen, erkenningen en registraties m.b.t. :

a) technische voorschriften inzake beperking en wegwerking van schadelijke gevolgen voor bodem, flora, fauna, lucht of water en, in het algemeen, inzake voorkoming van alle hinder voor het milieu en de bevolking;

b) het stellen van een zekerheid om de risico's te dekken die aan mogelijke schadelijke gevolgen van de activiteit gebonden zijn;

c) de storting, ten gunste van de Dienst, van een zekerheid volgens één van de in artikel 13 bedoelde modaliteiten ten einde de sanering van de installaties te waarborgen of elke andere krachtens dit decreet opgelegde verplichting na te komen;

d) de toewijzing van bepaalde specifieke taken aan personen met bijzondere kwalificaties. In dit geval kan de Regering criteria voor de erkenning van deze personen vaststellen alsook hun rechten en verplichtingen t.o.v. de administratieve overheid bepalen;

e) de naleving van de principes van toegangsvrijheid en -gelijkheid, de inachtneming van de tarieven van toepassing bij de inzameling, verwijdering of nuttige toepassing van de afvalstoffen;

f) de voorwaarden voor de aanvaarding van de afvalstoffen;

g) de betaling van administratieve kosten;

4° bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden gesteld kan worden dat een beslissing impliciet genomen is;

5° bepalen onder welke voorwaarden de vergunningen overdraagbaar zijn.

Art. 15. De krachtens artikel 11, § 1, eerste lid, geformuleerde vergunningsaanvraag moet ingediend worden met de bouwvergunningsaanvraag waarvan sprake in artikel 41 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. Het dossier betreffende de bij een bevoegde overheid ingediende aanvraag is onvolledig als deze overheid geen afschrift heeft ontvangen van het dossier betreffende de aanvraag die bij de andere bevoegde overheid is ingediend.

De gevolgen van de bouwvergunning worden geschorst, met inbegrip van de vervaltermijn, zolang na administratief beroep geen beslissing is betekend, wat de bovenvermelde vergunningsaanvraag betreft. In geval van weigering van de exploitatievergunning vervalt de bouwvergunning van rechtswege op de dag van de definitieve weigeringsuitspraak, na uitputting van de in artikel 11 bedoelde rechtsmiddelen.

De gevolgen van de exploitatievergunning worden geschorst zolang na administratief beroep geen beslissing is betekend, wat de bovenvermelde aanvraag om bouwvergunning betreft. In geval van weigering van de bouwvergunning vervalt de exploitatievergunning van rechtswege op de dag van de definitieve weigeringsuitspraak, na uitputting van de rechtsmiddelen waarvan sprake in de artikelen 51 en 52 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium.

De Regering kan de toepassingsvoorwaarden van de vorige leden nader bepalen. Zij kan de modaliteiten voor de onderlinge raadpleging tussen de bevoegde overheden bepalen alsook de gevallen waarin de overheden overleg moeten plegen en de procedure voor een eventuele rectificatie van beide daden van bestuur met het oog op een betere onderlinge cohesie.

#### Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen voor de nuttige toepassing van afvalstoffen

**Art. 16.** De Regering kan :

1° de methoden voor het gebruik van bepaalde materialen, elementen of energiebronnen reglementeren met het oog op een vlottere terugwinning ervan of van de materialen, elementen of energiebronnen die voor bepaalde fabricages worden gebruikt;

2° technische criteria vaststellen waaraan de teruggewonnen materialen moeten voldoen, en de erkenningsprocedure voor de inachtneming van deze criteria bepalen;

3° onder de door haar bepaalde voorwaarden subsidies verlenen om de nuttige toepassing en het hergebruik van in afvalstoffen aanwezige stoffen en/of energie te vergemakkelijken en te bevorderen;

4° de gepaste maatregelen treffen om het gebruik van gerecycleerde producten te bevorderen;

5° voor de door haar bepaalde categorieën afvalstoffen criteria inzake nuttige toepassing vaststellen.

**Art. 17.** De Regering kan bij reglement bepalingen invoegen in de bestekken van het Waalse Gewest en de plaatselijke besturen op grond waarvan de inschrijver gebruik kan maken van teruggewonnen producten of stoffen of van materialen die eruit voortkomen.

**Art. 18.** De Regering kan, volgens de regels die zij bepaalt, één of verscheidene afvalstoffenbeurzen erkennen die in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk worden opgericht.

Een afvalstoffenbeurs heeft als opdracht :

1° houders en kopers van afvalstoffen in te lichten over de koersen van de verschillende afvalstoffen op de Belgische en buitenlandse markten;

2° markten en afzetgebieden voor de in Wallonië opgeslagen afvalstoffen te vinden, met inbegrip van opslagmogelijkheden voor bepaalde afvalstoffen;

3° het vraag en aanbodmechanisme te bevorderen;

4° het hergebruik van de producten en de nuttige toepassing van de afvalstoffen te bevorderen.

De Regering kan voor de door haar bepaalde duur een subsidie voor afvalstoffenbeurzen voorzien.

**Afdeling 3 - Bijzondere bepalingen voor de verwijdering van afvalstoffen**

**Art. 19. § 1.** Wat de centra voor technische ingraving betreft, deelt de Regering de afvalstoffen in op grond van hun herkomst en eigenschappen.

§ 2. Overeenkomstig de vigerende Europese voorschriften kan de Regering de gevaarlijke afvalstoffen bepalen die, na milieuonderzoek en in buitengewone gevallen, in centra voor technische ingraving van ongevaarlijke afvalstoffen gestort kunnen worden onder voorbehoud van een vergunning die de bevoegde overheid verleent voor kleine hoeveelheden die met de gestorte afvalstoffen verenigbaar zijn.

§ 3. De Regering kan geleidelijk een lijst opmaken van de afvalstoffen die niet in een centrum voor technische ingraving gestort mogen worden, o.a. omdat zij vatbaar zijn voor nuttige toepassing of voor een behandeling die de verontreinigende en gevaarlijke aard ervan kan verzachten.

Uiterlijk 1 januari 2010 zal het verboden zijn biologisch afbreekbare organische afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving te storten.

De Regering bepaalt de gevallen van overmacht waarin kan worden afgeweken van het bij of krachtens deze paragraaf opgelegde stortverbod in een centrum voor technische ingraving.

§ 4. Behalve de in artikel 20, § 2, derde lid, bedoelde centra voor technische ingraving legt de vergunningsakte, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, het stellen van een zekerheid op waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag van de kosten die de overheid zou moeten dragen als ze tot de sanering zou moeten laten overgaan.

§ 5. Gelet op de potentiële risico's die aan een centrum voor technische ingraving verbonden zijn, bepaalt de vergunningsakte ervoor hoelang de exploitant de site moet onderhouden, controleren en er toezicht op houden nadat hij aan zijn bestemming is onttrokken.

**Art. 20. § 1.** Centra voor technische ingraving die niet uitsluitend bestemd zijn voor afvalproducenten worden als openbare dienst gevestigd en geëxploiteerd.

Onverminderd de bijzondere toegangsvoorwaarden, o.a. financiële voorwaarden, voor gemeenten die bij verenigingen van gemeenten aangesloten zijn, moeten de exploitanten van centra voor technische ingraving de gebruikers gelijke toegangsmogelijkheden tot hun centra bieden.

De Regering bepaalt de tarieven voor het storten van afval in een centrum voor technische ingraving.

§ 2. De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van huishoudelijke afvalstoffen en ermee gelijkgestelde afvalstoffen, wordt uitsluitend aan verenigingen van gemeenten verleend.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van inerte afvalstoffen, wordt uitsluitend aan gemeenten en verenigingen van gemeenten verleend.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en van de oevers van waterlopen en -vlakken worden weggehaald, wordt uitsluitend verleend aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van deze werken.

De in artikel 11 bedoelde vergunning tot vestiging en exploitatie van een centrum voor technische ingraving van industriële afvalstoffen, wordt aan privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen verleend.



De leden 2 en 4 van deze paragraaf zijn niet van toepassing op centra voor technische ingraving die uitsluitend bestemd zijn voor een afvalproducent.

§ 3. De in § 2 bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen de exploitatie op eigen kracht verzekeren of aan derden toevertrouwen in het kader van overeenkomsten waarbij de in acht te nemen regels bepaald worden.

Dezelfde publiekrechtelijke rechtspersonen zijn vrij te beslissen of ze een in artikel 11 bedoelde vergunningsaanvraag indienen. Ingeval de in het vorige lid bedoelde overeenkomst bestaat in een vereniging met een privaatrechtelijke rechtspersoon, moet de opgerichte entiteit in meerderheid publiek zijn. Zij bestaat in de vorm van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vereniging.

Alles wat niet bij dit decreet en bij de statuten geregeld wordt, is onderworpen aan de voorschriften van toepassing op de handelsmaatschappijen. De statuten van de maatschappij worden, net zoals elke wijziging in deze statuten, door de Regering goedgekeurd. De rekeningen worden gecontroleerd door één of meer commissarissen gekozen binnen het instituut voor bedrijfsrevisoren en overeenkomstig de wetsbepalingen van toepassing op de naamloze vennootschappen. In afwijking van § 2 kan de vergunning in dat geval aan de aldus opgerichte entiteit verleend worden.

Op advies van de Dienst kan de Regering de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij ermee belasten de centra voor technische ingraving te exploiteren in de plaats van de gemeenten en verenigingen van gemeenten, wanneer deze na aanmaning hun verantwoordelijkheid niet hebben opgenomen in het kader van de planning van de centra, zoals bedoeld in artikel 25.

§ 4. De privaatrechtelijke rechtspersonen die een centrum voor technische ingraving van industriële afvalstoffen exploiteren, staan onder toezicht van de Regering.

De Regering kan het verlenen of het invoeren van de vergunningen voor de in het eerste lid bedoelde centra voor technische ingraving van industriële afvalstoffen afhankelijk maken van het sluiten van een beheerscontract tussen de houder en haar zelf. De openbare opdrachten en de in acht te nemen tarieven worden nader bepaald door de Regering.

§ 5. De Regering kan de in § 2, leden 1 à 3, bedoelde publiekrechtelijke rechtspersonen en de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij wegens algemeen nut laten overgaan tot de onteigening van de voor de vestiging van centra voor technische ingraving vereiste onroerende goederen.

Om de waarde van het onteigende onroerend te bepalen wordt slechts rekening gehouden met de waarde op de dag vóór de voorlopige goedkeuring van het in artikel 24, § 2 bedoelde plan. Die waarde is geactualiseerd tot de dag waarop het recht op subsidie ontstaat of, bij gebrek aan bovenvermeld plan, tot de dag vóór de goedkeuring van het onteigeningsbesluit. De waarde wordt vastgesteld met uitzondering van elke verwijzing naar de toekomstige exploitatie van een centrum voor technische ingraving.

§ 6. Elk centrum voor technische ingraving moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke boekhouding.

#### Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen voor huishoudelijke afvalstoffen

Art. 21. Elke bewoner van een gebouw heeft recht op de ophaling van zijn huishoudelijke afvalstoffen, onverminderd het recht van de gemeente om de beheerskosten door de begunstigden te laten dragen.

§ 2. De gepaste maatregelen inzake beheer van huishoudelijke afvalstoffen en de modaliteiten voor de uitoefening van het recht op de ophaling van huishoudelijke afvalstoffen worden bij gemeenteverordening en overeenkomstig dit decreet door de gemeenteraad bepaald.

§ 3. De gemeentelijke overheid stelt ieder gezin of gemeenschap in kennis van de ophaaldagen en, in voorkomend geval, van de andere bepalingen genomen door de gemeente om de bevolking in staat te stellen zich van haar huishoudelijke afvalstoffen te ontdoen.

§ 4. Wanneer de gemeente om één of andere reden niet meer kan zorgen voor de ophaling van huishoudelijke afvalstoffen op haar grondgebied of op een gedeelte ervan en wanneer deze tekortkoming een gevaar inhoudt voor de gezondheid van de bevolking of voor het milieu, treft de gouverneur van de provincie de gepaste maatregelen met inachtneming van de in hoofdstuk V bedoelde plannen. De kosten van de door de gouverneur getroffen maatregelen worden door de gemeente gedragen.

§ 5. De gemeente en de gouverneur van de provincie delen de krachtens de §§ 1 à 4 getroffen maatregelen jaarlijks mee aan het Bestuur.

§ 6. De Regering kan algemene regels voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen vaststellen. Zij kan de selectieve ophaal van bepaalde door haar aangewezen afvalstoffen organiseren.

Art. 22. In afwijking van artikel 11, § 3, worden de kleine verzamelinstallaties voor huishoudelijke afvalstoffen, waarvan de actieradius beperkt is tot een gemeentewijk door het College van burgemeester en schepenen toegezien.

#### HOOFDSTUK IV. — Overbrenging van afvalstoffen

Art. 23. § 1. De overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en vanuit het Waalse Gewest moet zo weinig mogelijk gevaar opleveren voor het milieu en de gezondheid van de mens en de nuttige toepassing en de verwijdering ervan mogelijk maken overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en van de wetgevingen van de betrokken Staten en Gewesten.

§ 2. Daartoe kan de Regering o.a. :

- 1° overbrengingen aan aangifte of vergunning onderwerpen;
- 2° maatregelen van algemeen of gedeeltelijk verbod treffen of bezwaren tegen de afvaloverbrenging aanvoeren, met name als de overbrengingen de in hoofdstuk V bedoelde plannen niet in acht nemen;
- 3° verlangen dat specifieke beschrijvende borden op de vervoermiddelen van afvalstoffen geplaatst worden;
- 4° de overbrenging van afvalstoffen onderwerpen aan het stellen van een zekerheid die de vervoerkosten en de kosten voor de nuttige toepassing en de verwijdering moet dekken, met name wanneer de overbrenging niet tot een goed einde is gebracht of in geval van terugzending van de afvalstoffen naar de afzender;
- 5° de afvalproducenten of -houders een bijdrage opleggen in de passende administratieve kosten i.v.m. de procedure van kennisgeving en toezicht en in de gebruikelijke analyse- en inspectiekosten;
- 6° in het algemeen alle nodige bepalingen treffen voor de uitvoering van Verordening (EEG) nr. 259/93 van de Raad van 1 februari 1993 betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap en van het Verdrag inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, ondertekend te Bazel op 22 maart 1989 en goedgekeurd bij de wet van 6 augustus 1993.



HOOFDSTUK V. — *Planning van het afvalstoffenbeheer*.

**Art. 24. § 1.** De Regering maakt een plan voor afvalstoffenbeheer op overeenkomstig de artikelen 11 à 16 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling. Het plan is een deelprogramma in de zin van dit decreet. Het kan een planning voorzien per type van afvalstoffen of per activiteitssector.

Het plan bevat o.a. :

1° een beschrijving van het type, de hoeveelheid en de herkomst van de afvalstoffen, de modaliteiten voor het beheer van de jaarlijks voortgebrachte en overgebrachte afvalstoffen, van de thans geëxploiteerde installaties en van de gebruikte sites;

2° een lijst van de getroffen algemene en reglementaire maatregelen die een weerslag hebben op het afvalstoffenbeheer;

3° een beschrijving van de mogelijke ontwikkeling in de sector en van de na te streven doelstellingen inzake afvalstoffenbeheer;

4° de te verwezenlijken ontwerpen en te voeren acties inzake voorkoming, nuttige toepassing en verwijdering, de aanbevolen beheersmodaliteiten en -technieken en de natuurlijke personen of rechtspersonen die gemachtigd zijn om de afvalstoffen te beheren.

Het plan bevat gegevens over zijn budgettaire gevolgen voor de overheid, alsook over de voorzienbare gevolgen op korte, middellange en lange termijn voor de economie in het algemeen en over de voorzienbare gevolgen voor het milieu.

§ 2. De Regering maakt, aan de hand van de in de artikelen 25 en 26 bedoelde procedure, een plan op met de centra voor technische ingraving. Dat plan bevat de sites die gebruikt zouden kunnen worden voor de vestiging en de exploitatie van centra voor technische ingraving, met uitzondering van de centra voor technische ingraving die uitsluitend bestemd zijn voor afvalproducenten.

Er kan geen machtiging worden verleend voor andere centra voor technische ingraving dan de centra die uitsluitend bestemd zijn voor afvalproducenten, behalve de centra vermeld in het plan waarvan sprake in de vorige paragraaf.

**Art. 25. § 1.** Het voorontwerp van plan voor centra voor technische ingraving wordt binnen de door de Regering bepaalde termijn gemaakt op grond van de voorstellen van de in de artikelen 20, § 2 en 39 bedoelde privaot- en publiekrechtelijke rechtspersonen.

Bij gebrek aan voorstellen binnen de voorgeschreven termijn maakt de Regering het plan eigener beweging op.

§ 2. Het plan-ontwerp voor centra voor technische ingraving wordt aan een milieueffectenonderzoek onderworpen. Elke site die in aanmerking komt voor de vestiging en de exploitatie van een centrum voor technische ingraving van niet inerte afvalstoffen wordt door de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij aan een onderzoek onderworpen om de rechtstreekse en onrechtstreekse effecten van de vestiging en de exploitatie op korte, middellange en lange termijn vast te stellen. De effecten hebben betrekking op :

1° mens, fauna en flora;

2° bodem, water, lucht, klimaat en landschap;

3° de wisselwerking tussen de factoren waarvan sprake in de vorige paragraaf, 1° en 2°;

4° de materiële goederen en het cultureel erfdeel.

Het onderzoek wordt verricht door één of meer personen die erkend zijn als auteurs van milieueffectenonderzoeken, overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest.

De na milieueffectenonderzoek verkregen informatie moet minstens betrekking hebben op de elementen waarvan sprake in artikel 14 van voormeld decreet van 11 september 1985.

Mocht de exploitatie van een centrum voor technische ingraving dat op één van de in het plan-ontwerp opgenomen sites gevestigd is, een ander Gewest of een andere Staat aanzienlijke milieuschade berokkenen, dan stuurt de Regering voormeld plan-ontwerp aan de betrokken bevoegde overheden.

De in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij en de in het tweede lid van vorige paragraaf bedoelde personen worden in het kader van hun opdracht gemachtigd om, onder de door de Regering bepaalde voorwaarden, de sites te betreden die in het plan-ontwerp zouden kunnen worden opgenomen, en er de nodige onderzoeken, analyses en monsternemingen te verrichten.

§ 3. De Regering bepaalt :

1° de wijze van terugbetaling van de kosten gebonden aan de in § 2 bedoelde milieueffectenonderzoeken ten laste van de rechtspersonen die voorstellen hebben gemaakt overeenkomstig § 1;

2° de wijze van schadeloosstelling van de personen aan wie de in het vijfde lid van § 2 bedoelde onderzoeken, analyses en monsternemingen materiële schade toebrengen.

**Art. 26. § 1.** Het plan voor centra voor technische ingraving en de wijziging van de betrokken gewestplannen worden voorlopig bepaald door de Regering.

Het aldus bepaalde plan is, in de betrokken gemeenten, samen met de milieueffectenbeoordeling en de wijziging van de gewestplannen aan een openbaar onderzoek onderworpen.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het onderzoek.

Zij voorziet een overlegvergadering met vertegenwoordigers van de Regering en van de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij en de eisers.

Na sluiting van het openbaar onderzoek zijn het voorlopig bepaalde plan en het effectenonderzoek onderworpen aan het advies van :

1° de in artikel 148 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium bedoelde Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening;

2° de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling), waarvan sprake in artikel 19 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Deze instanties sturen hun advies aan de Regering binnen een termijn van vijftienveertig dagen vanaf de datum waarop zij werden aangezocht.

§ 2. De Regering stelt het plan voor centra voor technische ingraving definitief vast, evenals de wijzigingen van de gewestplannen die betrokken zijn bij het opnemen van een zone voor centra voor technische ingraving op de verschillende sites vermeld op voormeld plan.

Het plan voor centra voor technische ingraving, de wijzigingen van de gewestplannen en het advies van voormelde Gewestelijke commissie worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. De bepalingen voor het opmaken van het plan gelden eveneens voor de wijziging ervan.

§ 4. De aanvragen om vestiging en exploitatie in de zin van artikel 11 en de aanvragen om bouwvergunning in de zin van artikel 41, § 1, van het Waalse wetboek voor ruimtelijke ordening, stedebouw en patrimonium, die betrekking hebben op een site die opgenomen is op het plan voor centra voor technische ingraving van niet inerte afvalstoffen, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest, voor zover hun voorwerp overeenstemt met de bestemming van die site.

Het onderzoek moet in het kader van de vergunningsprocedure geactualiseerd worden, als bovenvermelde aanvragen vijf jaar na goedkeuring van het plan voor centra voor technische ingraving ingediend worden en als het centrum voor technische ingraving sinds het effectenonderzoek wijzigingen heeft ondergaan, waardoor de exploitatie ervan het milieu meer schade berokkent. De aanpassing van het effectenonderzoek is onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest.

De voormelde bouwvergunningen die door publiekrechtelijke rechtspersonen worden aangevraagd, zijn onderworpen aan de procedure bedoeld in artikel 45, § 1 van het Waalse wetboek voor ruimtelijke ordening, stedebouw en patrimonium.

Artikel 45, § 2 van hetzelfde Wetboek is niet van toepassing.

#### HOOFDSTUK VI. — Financiële bepalingen

Art. 27. De Regering kan geheel of gedeeltelijk tegemoetkomen in :

- 1° de financiering van informatieacties tot voorkoming van afvalstoffen en tot bevordering van de openbare netheid;
- 2° de financiering van tijdelijke experimentele acties voor de inzameling en de nuttige toepassing van afvalstoffen, die niet bij of krachtens dit decreet opgelegd werden;
- 3° de participatie in afvalstoffenmaatschappijen;
- 4° de kosten veroorzaakt door verplichtingen die rechtstreeks te maken hebben met de aanwezigheid van een afvalinstallatie op het grondgebied van de gemeente.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van deze tegemoetkomingen.

Art. 28. De Regering kan, volgens de regels die zij bepaalt, toelagen verlenen aan de gemeenten en verenigingen van gemeenten voor :

- 1° de bouw, de verbetering en de hernieuwing van installaties voor verwijdering, verzameling of nuttige toepassing van huishoudelijke afvalstoffen;
- 2° de sanering van de sites waar afvalstoffen worden gestort;
- 3° de aankoop van de onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering van de in 1° bedoelde werken;
- 4° de vorming van het gemeentepersoneel en de acties ter voorlichting van het publiek op gemeentelijk vlak.

#### HOOFDSTUK VII. — Functionele bepalingen

##### Afdeling 1. — Statistieken en inlichtingen

Art. 29. De Regering treft de nuttige maatregelen voor de verzameling van de gegevens die nodig zijn om de voor de internationale instellingen bestemde documenten op te maken.

Art. 30. Wanneer persoonlijke gegevens vereist zijn om een afvalstoffenreglement uit te werken, op te maken en ten uitvoer te brengen of om internationale verplichtingen na te komen, kan het Bestuur tot de nodige onderzoeken laten overgaan. De bij deze aanvragen betrokken personen zijn gehouden alle gevraagde inlichtingen te verstrekken.

De ingewonnen inlichtingen mogen niet gebruikt worden voor andere doeleinden dan die waarvoor tot de statistische onderzoeken wordt overgegaan.

De Regering maakt jaarlijks globale en anonieme statistieken bekend.

Art. 31. Personen die, in enige hoedanigheid, in het bezit zijn hetzij van individuele gegevens ingewonnen overeenkomstig de artikelen 29 en 30, hetzij van globale en anonieme statistieken waarvan de bekendmaking individuele toestanden aan het licht zou kunnen brengen, mag deze inlichtingen, statistieken of gegevens noch publiceren, noch mededelen aan personen of diensten die niet bevoegd zijn om er kennis van te nemen. Behoudens overtreding van dit decreet mogen de inlichtingen, statistieken of gegevens bovendien noch in het bij artikel 29 van het Wetboek van strafvordering bedoelde geval, noch in geval van een getuigenis in rechte aan het licht worden gebracht.

Art. 32. Wanneer verboden afvalstoffen op een site worden gestort, is de huurder of de exploitant of de eigenaar van de site gehouden, zodra hij er kennis van heeft, de met het toezicht belaste ambtenaar of de burgemeester te verwittigen. Hij moet hen de gegevens verstrekken die in zijn bezit zijn, om de verantwoordelijke van de storting te kunnen identificeren en de hoeveelheid en de aard van de afvalstoffen te kunnen bepalen.

Indien nodig bepaalt de Regering de datum waarop deze inlichtingen op z'n laatst verstrekt moeten worden.

##### Afdeling 2. — Afvalstoffencommissie

Art. 33. § 1. Er wordt een adviescommissie voor afvalstoffen opgericht, waarvan de samenstelling en de statuten bij een besluit van de Regering worden bepaald.

Deze commissie bestaat uit de vertegenwoordigers van :

- de industrie en meer bepaald van de terugwinnings- en verpakkingsindustrie;
- de middenstand;
- verenigingen van gemeenten die zorgen voor de verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen;
- verenigingen van landbouwers, tuinders en telers;
- verenigingen voor consumentenbescherming;
- verenigingen voor milieubescherming;
- verenigingen van instellingen belast met waterproductie en -voorziening;
- de werknemersorganisaties;
- vakverenigingen die de afvalophalers en de exploitanten van centra voor technische ingraving vertegenwoordigen;
- verenigingen die de ondernemingen voor sociale economie vertegenwoordigen, die zich met afvalstoffen bezighouden;
- verenigingen die de belangen van de gemeenten verdedigen;
- de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij;

- het "Institut scientifique de service public en Région wallonne" (Waal openbaar wetenschappelijk instituut), gesticht bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juni 1990;
- het in artikel 40 bedoelde referentielaboratorium;
- de betrokken gewestelijke besturen;
- de Dienst.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie moeten niet onder voornoemde vertegenwoordigers gekozen worden.

§ 2. Deze commissie brengt advies uit over de ontwerpen van verordeningbesluiten die krachtens dit decreet worden genomen, met uitzondering van de uitvoeringsbesluiten voor de hoofdstukken V en X.

Tijdens de raadpleging moeten de volgende verslagen bij het ontwerp gevoegd worden :

- een verslag over de economische weerslag van het ontwerp;
- een verslag over de ecologische weerslag van het ontwerp.

De Commissie brengt bovendien advies uit over iedere vraag of ontwerp dat de Regering haar voorlegt.

§ 3. Wanneer het advies van de adviescommissie ongunstig is, moeten de krachtens de artikelen 3, 6, 8, 9, 14, 16, 17 en 19 genomen verordeningbesluiten, voor zover zij van het advies afwijken, met redenen omkleed worden, op straffe van nietigheid.

§ 4. De Regering bepaalt de termijn waarin de commissie advies moet uitbrengen. Als ze het niet doet, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

#### Afdeling 3. — Waalse dienst voor afvalstoffen

**Art. 34. § 1.** De Dienst die door de Regering belast wordt met de in artikel 36 bedoelde opdrachten, wordt als gewestelijke onderneming opgericht.

De Dienst is onderworpen aan titel III van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, zoals ze bij de inwerkingtreding van dit decreet geformuleerd zijn.

Het statuut van de Dienst wordt door de Regering vastgesteld.

De onderneming heeft geen rechtspersoonlijkheid. Zij draagt de naam "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen).

§ 2. Binnen de Dienst wordt een adviescomité ingesteld, waarvan de leden door de Regering aangewezen worden. Het comité bestaat uit een meerderheid vertegenwoordigers van de openbare sector. Minstens één derde van de leden zijn vertegenwoordigers van de betrokken bedrijven. De Regering stelt de bevoegdheden vast alsmede de regels voor de samenstelling en de werking van het adviescomité. Het comité richt zijn adviezen aan de Regering.

Het bestuur neemt er het voorzitterschap en het secretariaat van waar.

**Art. 35.** Binnen de Dienst wordt een reservfonds opgericht, dat gestijfd wordt hetzij door een kapitaalbreng van het Waalse Gewest, hetzij door het eventuele saldo van de ontvangsten boven de uitgaven van de Dienst. Het fonds moet de uitgaven dekken die te maken hebben met de opdrachten van de Dienst. Het kapitaal van het fonds wordt op maximum 1500 miljoen frank vastgelegd.

**Art. 36.** Naast de opdrachten van zuivere administratieve aard wordt de Dienst ook belast met :

- 1° de oprichting en het beheer van een databank voor afvalstoffen in Wallonië;
- 2° het onderzoek van de vergunningen, registraties en erkenningen voor handelingen i.v.m. afvalbeheer, alsook van de rehabilitatieplannen;
- 3° het onderzoek van de dossiers inzake subsidiëring;
- 4° het beheer van de dossiers inzake zekerheden;
- 5° de controle op de uitvoering van de in artikel 24, § 2 bedoelde planning van centra voor technische ingraving en, in voorkomend geval, het uitbrengen aan de Regering van adviezen waarbij de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij gemachtigd wordt om de centra voor technische ingraving te exploiteren in plaats van de gemeenten en verenigingen van gemeenten, overeenkomstig artikel 20, § 3;
- 6° de controle op de toepassing van de belasting op niet-huishoudelijke afvalstoffen;
- 7° het onderzoek en de deelname aan onderzoeken inzake afvalpreventie en -verwijdering in het kader van de milieubescherming;
- 8° het sluiten van overeenkomsten met derden met het oog op de materiële uitvoering van de opdrachten. Indien nodig kan hij de Regering vragen om de nodige hulp bij de gespecialiseerde instellingen in te roepen;
- 9° het opmaken van een uitvoerig jaarverslag met de vorderingsstaat van het of de afvalbeheersplan(nen), zoals bedoeld in artikel 24, § 1, van dit decreet, en met de maatregelen die hij de Regering voorstelt te nemen op grond van de elementen van dit verslag;
- 10° de behandeling van de in artikel 44 bedoelde vergoedingsaanvragen;
- 11° de financiering en het beheer van de in artikel 27, 3°, bedoelde participaties.

**Art. 37.** Voor de uitvoering van dit decreet kan de Regering de Dienst nog andere opdrachten toevertrouwen.

**Art. 38.** De ontvangsten van de Dienst bestaan uit :

- 1° de opbrengst van belastingen en retributies die hem door het fonds voor afvalbeheer gestort wordt, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen;
- 2° een beginbedrijfskapitaal waarvan het bedrag en de terbeschikkingstellingsmodaliteiten door de Regering bepaald worden;
- 3° de leningen die de Regering bij decreet zal hebben mogen aangaan om te voorzien in de behoeften van de Dienst;
- 4° de ontvangsten en winsten die de activiteiten van de Dienst opbrengen;
- 5° een toelage ten laste van de gewestelijke begroting.

Afdeling 4 - Openbare maatschappij die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen

**Art. 39. § 1.** Via een aan de "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij) toevertrouwde opdracht richt het Gewest een openbare maatschappij op die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen en belast is met :

- 1° het opmaken en het bijhouden van een lijst van besmette sites, die ze regelmatig aan de Dienst moet bezorgen, alsmede met de sanering van ambtswege van voormelde sites;
- 2° het verrichten van commerciële, industriële, financiële, onroerende en roerende handelingen inzake afvalbeheer;

3° de uitvoering van wetenschappelijke en technische expertisen én van raadplegingen op verzoek en voor rekening van publiekrechtelijke rechtspersonen, die noodzakelijk zijn o.a. voor het opmaken van de in de artikelen 42 en 47 bedoelde rehabilitatieplannen;

4° het uitwerken van het in artikel 25 bedoelde voorontwerp van plan voor centra voor technische ingraving.

Deze maatschappij is een gespecialiseerde dochteronderneming van de "Société régionale d'investissement de Wallonie".

§ 2. De Regering belast de openbare maatschappij met de in § 1 bedoelde opdrachten. Bovendien kan zij haar andere opdrachten toevertrouwen die nauw verbonden zijn met de eerder vermelde opdrachten.

Op advies van de Dienst kan de Regering de openbare maatschappij belasten met de exploitatie van centra voor technische ingraving van huishoudelijke afvalstoffen, ermee gelijkgestelde of inerte afvalstoffen, overeenkomstig artikel 20, § 3.

§ 3. De Regering of de afgevaardigde ambtenaar die het bestuur leidt, kan de openbare maatschappij, desnoods bijgestaan door deskundigen of gespecialiseerde ondernemingen, onder de door de haar bepaalde voorwaarden machtigen om de in § 1, 1° bedoelde sites te betreden en er de nodige onderzoeken, analyses, monsternemingen en werken uit te voeren.

De Regering kan de modaliteiten vastleggen voor de schadeloosstelling van personen aan wie de in het vorige lid bedoelde onderzoeken, analyses, monsternemingen en werken materiële schade hebben toegebracht. Personen die hun afvalstoffen niet volgens de regels achterlaten, hebben geen recht op schadeloosstelling.

§ 4. Zodra de openbare maatschappij belast is met de sanering van een site, overeenkomstig artikel 43, § 1, mag niets de goede uitvoering van haar opdracht in de weg staan.

De handhaving van de voor de sanering vereiste werken en werkzaamheden is een erfdienstbaarheid van algemeen nut die het gesaneerde terrein bezwaart. De Regering bepaalt bij afzonderlijk besluit in welke mate het goed gebruikt mag worden. Er wordt geen recht op vergoeding uit hoofde van de eigenaar of van andere houders van reële of persoonlijke rechten open gesteld.

§ 5. De Regering kan de regels voor de tussenkomst van de openbare maatschappij bepalen i.v.m. de in § 1 bedoelde opdrachten.

#### Afdeling 5. -- Monsternemingen en analyses

Art. 40. De Regering kan :

1° de methoden voor de monsterneming en de analyse van afvalstoffen bepalen;

2° laboratoria erkennen volgens de door haar bepaalde regels;

3° de voorwaarden bepalen waaraan het door haar aangewezen referentielaboratorium moet voldoen.

#### HOOFDSTUK VIII. -- Veiligheidsmaatregelen

Art. 41. § 1. Wanneer binnen een aan vergunning of registratie onderworpen installatie zich een incident voordoet dat gevaar voor mens en milieu oplevert, is de bedrijfsleider gehouden alle vereiste maatregelen te treffen om het gevaar te voorkomen of te beperken.

§ 2. De bedrijfsleider verstrekt zo snel mogelijk de hiernavermelde gegevens aan de met het toezicht belaste ambtenaar en aan de burgemeester van de gemeente waar de installatie gevestigd is :

1° een uitvoerige omschrijving van het voorval en de mogelijke gevolgen ervan voor mens en milieu;

2° het soort getroffen en/of overwogen maatregelen.

Art. 42. § 1. Behalve de gevallen waarin de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij een sanering uitvoert, neemt de burgemeester ambtshalve of op verslag van de met het toezicht belaste ambtenaar de hiernavermelde maatregelen wanneer een krachtens dit decreet aan vergunning, registratie of erkenning onderworpen activiteit of de aanwezigheid van afvalstoffen gevaar voor mens of milieu oplevert en de houder weigert gehoor te geven aan de richtlijnen van voornoemde ambtenaar :

1° hij beveelt de totale of gedeeltelijke stopzetting van de activiteit, verzegelt de installaties of machines, en gaat desnoods onmiddellijk over tot de voorlopige sluiting van de inrichting;

2° hij verplicht de houder van de afvalstoffen een rehabilitatieplan in te dienen en, in voorkomend geval, de Dienst op één van de in artikel 13 bedoelde wijzen een zekerheid te bezorgen om de sanering te waarborgen.

Dezelfde bevoegdheden worden aan het bestuur toegekend als de burgemeester niet optreedt of als het gevaar zo groot is dat de minste vertraging een ongeval of een ernstige vervuiling kan veroorzaken.

Het rehabilitatieplan dat volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten is goedgekeurd, geldt als vergunning tot beheer, in de zin van dit decreet, en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium.

§ 2. Personen tegen wie de veiligheidsmaatregel is genomen, kunnen bij de Regering een beroep instellen tegen de beslissingen waarvan sprake in § 1. Het beroep is niet opschortend. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn wordt het beroep geacht te zijn verworpen. De Regering bepaalt de wijze waarop het beroep ingesteld moet worden.

§ 3. Personen tegen wie de veiligheidsmaatregel is genomen kunnen, net zoals de andere betrokken personen, de overheid die de beslissing heeft genomen, of de Regering indien ze over het beroep beslist heeft, bij ter post aangetekende brief verzoeken om de opheffing of de wijziging van de maatregel. De aanvraag is niet opschortend.

De aanvraag wordt geacht te zijn verworpen als de overheid zich niet heeft uitgesproken binnen een termijn van één maand. Overeenkomstig § 2 wordt een beroep ingesteld tegen de stilzwijgende of uitdrukkelijke weigering, behalve als de Regering na beroep beslist heeft.

§ 4. De krachtens § 3 ingediende aanvraag mag niet samen met het in § 2 bedoelde beroep ingediend worden.

Art. 43. § 1. Wanneer de aanwezigheid van afvalstoffen een ernstig gevaar voor mens of milieu oplevert, treft de Regering alle nodige maatregelen om het gevaar te voorkomen of te beperken. Zij kan de afvalstoffen laten overbrengen naar een door haar bepaalde plaats, met inachtneming van de bepalingen betreffende de plannen waarvan sprake in hoofdstuk V.

De Regering kan de houder van afvalstoffen en, als ze op onregelmatige wijze achtergelaten worden, elke door haar aangewezen persoon die bij het onregelmatig achterlaten betrokken is, bevelen om de site te saneren binnen de termijn en onder de voorwaarden die zij bepaalt. Als de betrokken personen de nodige maatregelen niet treffen binnen de voorgeschreven termijn, kan de Regering, voor rekening van de aangemaande persoon, de sanering van ambtswege aan de in artikel 39 bedoelde maatschappij toevertrouwen. Bovendien kan de Regering de in dit lid bedoelde personen

bevel geven om de Dienst een zekerheid te bezorgen volgens één van de in artikel 13 bedoelde modaliteiten. Het bedrag van de zekerheid wordt door de Dienst bepaald en is gelijk aan de door de overheid te dragen kosten i.v.m. de veiligheidsmaatregelen.

De persoon (personen) die de zekerheid moet(en) stellen wordt bij aangetekende brief door de Regering verwittigd. De Regering bepaalt het bedrag van de zekerheid en de wijze waarop ze gesteld kan worden.

Indien binnen acht dagen geen zekerheid is gesteld, laat de Regering binnen vierentwintig uur een bevel tot betaling betekenen aan de houder en aan de overeenkomstig het tweede lid aangewezen persoon of personen, op straffe van uitvoering bij beslag.

Het stellen van een onvoldoende zekerheid na betekening van het bevel tot betaling, is geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de beveltermijn kan de Regering op de in het Gerechtelijk wetboek bepaalde wijze tot het beslag latert overgegaan.

De Regering kan de ambtenaar die het bestuur leidt machtiging verlenen om namens het Waalse Gewest de maatregelen te treffen of de acties te voeren waarvan sprake in dit artikel.

§ 2. De Regering of de burgemeester kan een beroep doen op de strijdkrachten, de Rijkswacht en de diensten van de burgerbescherming die alle nodige maatregelen moeten treffen om het gevaar te voorkomen of te beperken en om de afvalstoffen in alle veiligheid op te halen en te vervoeren. Met het oog hierop richten ze zich tot de bevoegde leden van de federale Regering.

§ 3. De Regering geeft de gemeentelijke overheid tevens bevel om alle technische en menselijke middelen aan te wenden voor de goede uitvoering van de maatregelen en om de betrokken bevolking in te lichten. De gemeentelijke overheid wordt hiervoor door de Regering vergoed.

§ 4. De krachtens dit artikel getroffen maatregelen gelden als vergunning tot beheer in de zin van dit decreet en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium.

#### HOOFDSTUK IX. — *Schadevergoeding door de Regering*

Art. 44. § 1. De persoon die op het grondgebied van het Waalse Gewest schade lijdt omwille van de aanwezigheid van afvalstoffen, kan de Regering verzoeken om schadevergoeding die ten laste komt van het fonds voor afvalbeheer, waarvan sprake in artikel 1, § 2 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, voor zover :

1° de persoon of de feiten die de schade hebben veroorzaakt, niet of moeilijk te identificeren zijn;

2° de persoon die de schade heeft aangericht, niet verantwoordelijk gesteld kan worden of voor zover zijn verantwoordelijkheid moeilijk vast te stellen is;

3° de verantwoordelijke onvermogen is of over onvoldoende zekerheden beschikt.

Om overeenkomstig dit artikel aanspraak te kunnen maken op schadevergoeding, moet de persoon die schade lijdt bewijzen dat hij in één van de in het vorige lid beschreven toestanden verkeert en dat hij niet vergoed zal worden binnen afzienbare tijd.

§ 2. Op grond van dit artikel verleent de Regering geen schadevergoeding wanneer :

1° er geen overschrijding is van de geldende kwaliteitsnormen die van toepassing zijn op de vervuilde elementen;

2° de schade geheel of gedeeltelijk te wijten is aan de aanvrager van de vergoeding;

3° de persoon die de schade lijdt ook vraagt om schadevergoeding, ten laste van het Gewest, op grond van de artikelen 1382 à 1386bis van het Burgerlijk Wetboek;

4° de aangevoerde schade verband houdt met de kosten m.b.t. de maatregelen die de overheid treft om de gevolgen van een vervuiling te voorkomen of tot staan te brengen.

Er wordt evenmin schadevergoeding verleend voor :

1° het schadegedeelte dat door een verzekering gedekt wordt;

2° het schadegedeelte wegens overlijden of lichamenlijk letsel overeenkomstig de wet op de arbeidsongevallen, de wet op de beroepsziekten en de wet op de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Op grond van dit artikel hebben de personen die krachtens het tweede lid of krachtens internationale overeenkomsten bij de schadevergoeding betrokken waren, geen vorderingsrecht ten opzichte van de Regering.

§ 3. In alle gevallen zal de benadeelde persoon een franchise van 50 000 frank voor zijn rekening moeten nemen.

§ 4. Jaarlijks wordt een totaalbedrag voorzien voor de begroting van het in § 1 bedoelde fonds. Dit bedrag wordt vastgesteld met inachtneming van de in de loop van het jaar tevoren verleende vergoedingen.

§ 5. De Regering bepaalt de perken, modaliteiten en voorwaarden voor de tegemoetkoming van het fonds. Zij kan de aanvrager van een schadevergoeding met name verplichten vooraf gepaste rechtsvorderingen in te stellen. Zij kan tevens de regels vaststellen voor de raming van de schade en voor de bepaling en de bestemming van de tegemoetkoming van het fonds.

§ 6. Het Gewest treedt ten belope van het bedrag van de verleende vergoeding in de rechten en rechtsvorderingen van de tegenover derden benadeelde persoon.

#### HOOFDSTUK X. — *Toezicht, straffen en administratieve sancties*

##### *Afdeling 1. — Toezicht, onderzoek en vaststelling van de inbreuken*

Art. 45. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, houden de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en agenten toezicht op de uitvoering van dit decreet en van de toepassingsbesluiten ervan.

Bij het vervullen van hun opdrachten mogen de burgemeester en voornoemde ambtenaren en agenten :

1° alle omheinde of overdekte sites betreden waar ze de aanwezigheid van afvalstoffen vermoeden die gevaar voor mens of milieu kunnen opleveren, of waarvoor ze bewijzen hebben van een overtreding inzake afvalstoffen; om dergelijke site als hoofdverblijfplaats te bewonen is de voorafgaande vergunning van de onderzoeksrechter vereist. Als het om een omheinde site gaat, zijn de ambtenaren gehouden de verantwoordelijke te verwittigen alvorens de site te betreden;

2° de installaties betreden die krachtens artikel 11 aan een vergunning of een registratie onderworpen zijn, alsmede alle plaatsen waar afvalstoffen opgeslagen zijn;

3° alle examens, controles en onderzoeken verrichten en alle informatie verstrekken die zij nuttig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van het decreet daadwerkelijk in acht worden genomen en o.a. :

a) personen ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is om toezicht te houden;

b) zich ter plaase elk document, stuk of titel laten bezorgen dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht, er een fotokopie van maken of tegen afgifte van een ontvangstbewijs meenemen;

c) een inventaris van de afvalstoffen opmaken, gratis monsters nemen om de samenstelling ervan te bepalen en, in voorkomend geval, eisen dat de houders van de afvalstoffen de vereiste verpakkingen gebruiken voor het vervoer en de bewaring van de monsters;

4° de voor het vervoer over de weg gebruikte voertuigen tegenhouden, hun lading controleren en nagaan of de afvalstoffen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet vervoerd worden;

5° alle nodige bewarende maatregelen treffen voor de bewijslevering, en o.a. gedurende minder dan 72 uur :

a) de overbrenging van afvalstoffen verbieden of de bij een overtreding betrokken installaties of gedeelten van installaties verzegelen;

b) de vervoermiddelen en andere werktuigen, die gediend zouden hebben om een overtreding te begaan, tegenhouden, tot stilstand brengen of verzegelen.

Zij zijn gehouden de procureur des Konings binnen 24 uur in te lichten;

6° bevelen dat de op onregelmatige wijze vervoerde of opgeslagen afvalstoffen naar de afzender teruggestuurd worden;

7° de hulp van de gemeentepolitie of van de rijkswacht inroepen.

De ambtenaren en agenten zijn gehouden de volgende eed af te leggen voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats : " Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgisch volk". De hoofdgriffier stuurt een afschrift van de aanstelling of van de akte van beëdiging aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het rechtsgebied waarvan de ambtenaar of de agent zijn ambt moet uitoefenen.

Bij een gewone verandering van woonplaats zullen ze geen nieuwe eed moeten afleggen; maar als zij hun ambt in een ander rechtsgebied moeten uitoefenen, worden de aanstelling en de akte van beëdiging kosteloos ter griffie van de rechtbank van het nieuwe rechtsgebied geregistreerd.

**Art. 46. § 1.** In geval van overtreding van dit decreet kunnen de in artikel 45 bedoelde ambtenaren en agenten :

1° de overtreder een termijn toestaan om orde op zaken te stellen. Deze termijn kan slechts één keer verlengd worden. De ambtenaar of de agent deelt de getroffen maatregelen mede aan de procureur des Konings en aan de burgemeester van de gemeente waar de installatie gevestigd is. Na afloop van de termijn of van de verlengde termijn, al naar gelang het geval, maakt de ambtenaar of de agent een verslag op dat hij binnen veertien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings zendt;

2° een proces-verbaal opmaken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen; dit proces-verbaal wordt binnen veertien dagen na vaststelling van de overtreding of na afloop van de in 1° bedoelde termijn aan de procureur des Konings en aan de overtreder gezonden, op straffe van nietigheid.

§ 2. Indien hij het geraden acht, kan de ambtenaar of agent, in de opgemaakte verslagen en processen-verbaal, de procureur des Konings voorstellen artikel 216bis van het Wetboek van strafvordering toe te passen. In voorkomend geval maakt hij gewag van de gemaakte analyse- of expertisecosten.

#### Afdeling 2. — Administratieve sancties

**Art. 47. § 1.** Behalve de gevallen waarin de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij een sanering verricht, wanneer een activiteit waarvoor een vergunning, registratie of erkenning vereist is, verricht wordt zonder de krachtens dit decreet vereiste vergunning, registratie of erkenning of zonder de voorwaarden ervan te vervullen, of wanneer afvalstoffen gestort worden op een site die niet aan een vergunning of registratie is onderworpen, neemt de burgemeester, buiten de gevallen bedoeld in artikel 7, § 3 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen, van ambtswege of op verslag van de met het toezicht belaste ambtenaar de hiernavermelde maatregelen :

1° hij laat de activiteit stopzetten, de installaties of machines verzegelen en, indien nodig, onmiddellijk overgaan tot de tijdelijke sluiting van de inrichting;

2° hij verplicht de overtreder een rehabilitatieplan in te dienen en, in voorkomend geval, volgens één van de in artikel 13 bedoelde modaliteiten de Dienst een zekerheid te bezorgen ten einde de sanering te waarborgen.

Als de burgemeester niet optreedt worden dezelfde bevoegdheden aan het bestuur verleend.

§ 2. Het goedgekeurde rehabilitatieplan geldt in de zin van dit decreet als vergunning tot beheer voor de afvalstoffen waarop het betrekking heeft, en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium. De Regering kan de wijze van opstelling, goedkeuring en uitvoering van de rehabilitatieplannen bij verordeningbesluit bepalen.

§ 3. Wanneer de overtreder verzuimt een rehabilitatieplan in te dienen of wanneer hij de uitvoeringsvoorwaarden ervan niet vervult, kan de burgemeester of de Regering ambtshalve tot de sanering laten overgaan.

Zij handelen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 43, § 1, tweede tot zesde lid.

**Art. 48. § 1.** In geval van achterlating van kleine hoeveelheden afvalstoffen of in geval van overtreding van de artikelen 10, 12, 23, § 1 en § 2, 1° à 3° en 6° en 39, § 4, of van de krachtens deze artikelen opgelegde voorschriften verbeuren de overtreders, onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 à 10 en 12ter à 13 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, een geldboete die niet meer dan 1 000 000 frank mag bedragen, met inachtneming van de volgende regels :

a) voor de toepassing van de artikelen 2, 3, 6 à 8 en 13 van voormelde wet dient onder "werkgever" de overtreder te worden verstaan;

b) voor de toepassing van de artikelen 5, 7 en 13 van voormelde wet dient onder "arbeidsauditeur" de procureur des Konings te worden verstaan;

c) de in de artikelen 4, 6 en 10 van voormelde wet bedoelde ambtenaar is de ambtenaar die het bestuur leidt of elke andere door de Regering aangewezen ambtenaar;

d) voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van voormelde wet dient onder "arbeidsrechtbank" en "arbeidsgerecht" de burgerlijke rechtbank te worden verstaan;

e) voor de toepassing van artikel 9 van voormelde wet dient onder "Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen" de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest te worden verstaan;

f) voor de toepassing van artikel 12 ter van voormelde wet dient onder "artikel 1bis" onderhavig artikel te worden verstaan.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze waarop de geldboete geïnd moet worden.

**Art. 49.** Elke krachtens dit decreet verleende vergunning of erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden door de overheid die ze verleend heeft, als de bepalingen van het decreet of de vergunnings- of erkenningsvoorwaarden niet in acht worden genomen. Elke registratie kan geschrapt worden door de overheid die de Regering aanwijst, als de bepalingen van het decreet of de krachtens artikel 11, § 5 bepaalde voorwaarden niet in acht worden genomen.

Als de overheid die de vergunning of de erkenning heeft verleend of de registratie heeft ontvangen niet optreedt, is de Regering bevoegd om het in haar plaats te doen.

**Art. 50.** Er kan een beroep bij de Regering worden ingesteld tegen de beslissingen van de overheid, waarvan sprake in de artikelen 47 en 49. De Regering bepaalt de wijze waarop het ingesteld moet worden. Het beroep is niet opschortend.

### Afdeling 3. — Straffen

**Art. 51.** De overtreder van de artikelen 3, leden 3, 6, 7, § 1, § 2 en § 5, 8, 10, 11, 13, 14 en 23 wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen à drie jaar en met een geldboete van 100 frank à 1 miljoen frank, of met één van deze straffen.

De in het eerste lid bedoelde gevangenisstraf duurt één maand à vijf jaar en de geldboete bedraagt 100 frank à 2,5 miljoen frank wanneer de overtreder de inbreuk met kennis van zaken heeft begaan.

**Art. 52.** De persoon die door nalatigheid of gebrek aan voorzorg en in overtreding van de artikelen 3, leden 3, 6, 7, § 1, § 2 en § 5, 8, 10, 11, 13, 14 en 23, rechtstreeks of onrechtstreeks schade heeft berokkend aan de gezondheid van de mens, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden à vijf jaar en met een geldboete van 100 frank à 1 miljoen frank.

De in het eerste lid bedoelde gevangenisstraf duurt vijf jaar tot de opsluiting en de geldboete bedraagt 100 frank à 5 miljoen frank, wanneer de overtreder de inbreuk met kennis van zaken heeft begaan.

**Art. 53.** De persoon die de aard van de afvalstoffen opzettelijk heeft verborgen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand à vijf jaar en met een geldboete van 100 frank à 2,5 miljoen frank, of met één van deze straffen.

**Art. 54.** Er kan een gevangenisstraf van acht dagen à twee jaar en een geldboete van 100 frank à 500 000 frank worden opgelegd aan de persoon die :

- 1° de uitvoering van de in artikel 39, § 4 bedoelde saneringsmaatregelen belemmert;
- 2° monsterneming weigert;
- 3° de uitvoering van de in de artikelen 42 en 43 bedoelde veiligheidsmaatregelen belemmert;
- 4° het krachtens de artikelen 45 en 46 georganiseerde toezicht belemmert;
- 5° weigert zich aan artikel 47 te gedragen.

**Art. 55.** De overtreder van de artikelen 9, 12 en 30 wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 100 à 10 000 frank, of met één van deze straffen.

**Art. 56.** In geval van herhaling binnen vijf jaar na de definitieve veroordeling wegens overtreding van dit decreet kunnen de gevangenisstraf en de geldboete het dubbel van het maximum bedragen. Bovendien kan de rechter de veroordeelde verplichten zijn krachtens dit decreet aan vergunning, registratie of erkenning onderworpen activiteiten tijdelijk of definitief stop te zetten.

**Art. 57.** De goederen die gediend hebben of bestemd waren om de overtreding te begaan of te vergemakkelijken en die aan de overtreder toebehoren, kunnen in beslag worden genomen.

De bij de overtreding betrokken goederen kunnen in beslag worden genomen zelfs wanneer ze niet aan de overtreder toebehoren.

**Art. 58. § 1.** In geval van overtreding van de artikelen 7, § 1, § 2 en § 5, 10, 11, 39, § 4, 42, 43 en 47 van dit decreet kan de rechter de overtreder, naast de in de vorige artikelen bedoelde straffen :

- 1° veroordelen tot het uitvoeren van de maatregelen die hij voorschrijft om de aanwonende bevolking of het milieu tegen de veroorzaakte hinder te beschermen. De rechter kan de uitvoering van de nodige werken bevelen om de hinder te beperken of er een einde aan te maken, of de toegang tot de site ontzeggen;
- 2° voor de door hem bepaalde duur alle exploitatie verbieden op de site waar de overtreding werd begaan;
- 3° elke activiteit inzake afvalbeheer tijdelijk of definitief verbieden;
- 4° de kosten laten dragen, volgens de door hem bepaalde modaliteiten, van de bekendmaking van de rechterlijke beslissing in de pers.

§ 2. In afwijking van § 1 gelast de rechter de bekendmaking van de beslissing systematisch op kosten van de veroordeelde en volgens de modaliteiten die hij bepaalt in geval van veroordeling bedoeld in artikel 56.

§ 3. Op verzoek van de Regering of, bij machtiging, van de ambtenaar die het gewestelijk bestuur leidt, gelast de rechter daarenboven de verwijdering van de afvalstoffen en de sanering van de site op kosten van de veroordeelde, hetzij door de veroordeelde zelf, volgens de voorschriften van de Dienst, hetzij door de aangewezen persoon (personen). In dit geval wordt het bedrag van de kosten, op overleggen van een gewone staat door de Dienst, terugbetaald na uitvoering van de werken of naar gelang de uitvoering ervan. Deze staat wordt uitvoerbaar verklaard.

Het vonnis geldt, in voorkomend geval, als vergunning tot afvalverwijdering in de zin van dit decreet en als vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem, in de zin van artikel 41, § 1, 2° van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium.

§ 4. De rechter gelast de veroordeelde binnen acht dagen op één van de in artikel 13 bedoelde wijzen de Dienst een zekerheid te bezorgen, op straffe van dwangsom. Het bedrag van de zekerheid is gelijk aan het bedrag van de geraamde kosten van de opgelegde maatregelen.

§ 5. De krachtens § 1 en § 3 veroordeelde persoon die de door de rechter opgelegde verplichtingen niet binnen de voorgeschreven termijn nakomt of de door hem uitgevaardigde verboden schendt of zich tegen de maatregelen verzet die hij ambtshalve oplegt, is strafbaar met een gevangenisstraf van zes maanden à vijf jaar en met een geldboete van 1 000 à 500 000 frank, of met één van deze straffen.

Bij niet-nakoming van de krachtens § 1, 1° door de rechter opgelegde verplichtingen zorgt de Dienst voor de nakoming ervan en recupereert hij de kosten ervan, zoals bepaald in § 3.

§ 6. De griffier van de burgerlijke rechtbank of van het strafrecht bezorgt de ambtenaar die het bestuur leidt, een afschrift van de verzoekschriften of van de dagvaardingen voor het gerecht wegens de in § 1 en § 5 bedoelde overtredingen, zowel in eerste aanleg als in hoger beroep.

§ 7. De vonnissen en arresten waarop dit artikel betrekking heeft, worden door de griffier van het gerecht tegelijkertijd aan het gewestelijk bestuur en aan de veroordeelde betekend.

**Art. 59.** Het bestuur kan de uitvoering van de in artikel 58 bedoelde maatregelen voor de burgerlijke rechtbank vorderen.



HOOFDSTUK XI. — *Uitvoering van de internationale verbintenissen*

**Art. 60.** Binnen de perken van de bevoegdheden van het Gewest treft de Regering alle nodige maatregelen voor de uitvoering van de Europese verordeningen en richtlijnen inzake afvalstoffen.

**Art. 61.** Onder hetzelfde voorbehoud treft de Regering i.v.m. dezelfde aangelegenheden alle nodige maatregelen voor de uitvoering van de verbintenissen die voortvloeien uit de andere internationale akten van kracht in de interne rechterlijke orde.

HOOFDSTUK XII. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 62.** In artikel 1 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest wordt § 2 door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. De opbrengst van de belasting is uitsluitend bestemd voor een fonds voor afvalbeheer dat binnen de begroting van de ontvangsten en de algemene begroting van de ontvangsten van het Waalse Gewest wordt opgericht. Dit fonds financiert :

- 1° de bouw van installaties voor afvalbeheer volgens de planning waarvan sprake in het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen;
- 2° het in overeenstemming brengen van de installaties voor afvalbeheer met de wettelijke en verordeningsnormen;
- 3° de onderzoeken en bewustmakingsacties i.v.m. het geplande afvalstoffenbeheer in het Waalse Gewest;
- 4° de bijstand van het Waalse Gewest aan het referentielaboratorium bij het vervullen van zijn opdrachten inzake afvalbeheer;
- 5° de bevordering van het onderzoek, de ontwikkeling en de aanwending van ecologisch gezien rationele technieken, met inbegrip van de financiering van onderzoeken met het oog hierop;
- 6° de nuttige toepassing van huishoudelijke en niet-huishoudelijke afvalstoffen;
- 7° de sanering van de vervuilde sites;
- 8° de nodige voorschotten voor de uitvoering van veiligheidsmaatregelen en van maatregelen die van ambtswege worden opgelegd omwille van een vervuilinggevaar;
- 9° het beheer van gegevens over afvalbeheer d.m.v. informatica;
- 10° de inning van de in dit decreet bedoelde belasting;
- 11° de korting van de belastingen waarvan sprake in de artikelen 35 en 36 van dit decreet;
- 12° de tegemoetkoming in de vergoeding van personen aan wie de aanwezigheid van afvalstoffen schade toebrengt."

In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de termen "5 000 frank per m<sup>3</sup> afvalstoffen" vervangen door de termen "1 000 frank per m<sup>3</sup> afvalstoffen, tot maximum 10 miljoen frank."

**Art. 63.** In artikel 167 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, achtste lid, worden de termen "6.4. andere gebieden" vervangen door de termen "6.4. gebieden voor centra voor technische ingraving, 6.5. andere gebieden."

In artikel 168 van hetzelfde Wetboek worden de termen "7.6. andere gebieden" vervangen door de termen "7.6. gebieden voor buiten dienst gestelde centra voor technische ingraving, 7.7. andere gebieden."

In artikel 182 van hetzelfde Wetboek worden de termen "6.4. andere gebieden" vervangen door de termen :  
"6.4. de gebieden voor centra voor technische ingraving zijn bestemd voor de vestiging en de exploitatie van centra voor technische ingraving alsmede voor de vestiging van installaties voor afvalverzameling die aan de exploitatie voorafgaan."

Zij omvatten een bufferzone. In deze gebieden mogen eveneens de voor de exploitatie vereiste gebouwen opgericht worden, met name kantoren en toezichtsgebouwen.

6.5. Andere gebieden"

In artikel 183 van hetzelfde Wetboek worden de termen "7.6. andere gebieden" vervangen door de termen :  
"7.6. Gebieden voor buiten dienst gestelde centra voor technische ingraving zijn gebieden waar beperkingen opgelegd kunnen worden aan handelingen en werken met het oog op de handhaving en het toezicht op de installaties en werken die uitgevoerd worden om de vervuilde sites te saneren."

7.7. Andere gebieden"

**Art. 64.** Voor het Waalse Gewest worden opgeheven :

- 1° de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, met uitzondering van de artikelen 1 en 7;
- 2° de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, wat de bepalingen inzake invoer en uitvoer betreft.

**Art. 65.** Het decreet van 5 juli 1985 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 66.** Het Plan 1991-1995 betreffende de preventie en de verwijdering van afvalstoffen in het Waalse Gewest, zoals goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 juli 1991, blijft van toepassing tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het plan dat voor de hierna vermelde duur is vastgesteld.

**Art. 67.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet wordt de in artikel 5 bedoelde afvalcatalogus aangelegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot opmaking van een afvalstoffenlijst.

**Art. 68.** De gebruikscertificaten, afwijkingen, erkenningen en vergunningen, verleend overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen of krachtens het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, blijven uitwerking hebben tot na afloop van de termijn waarvoor zij verleend worden.

Om de exploitatievoorwaarden in overeenstemming te brengen met de geldende beheersnormen inzake leefmilieu, kan de Regering de wijze bepalen waarop de vergunningen die krachtens de in het eerste lid bedoelde teksten verleend worden, gewijzigd kunnen worden door de overheid die ze krachtens dit decreet mag verlenen.

**Art. 69.** Zolang de Regering de regels voor de toepassing van artikel 11 niet heeft vastgelegd, worden de vergunningen voor de installaties die niet onderworpen zijn aan de uitvoeringsbesluiten van het decreet van 5 juli 1985 betreffende afvalstoffen maar wel aan het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, op deze laatste basis gereguleerd wat de bescherming van de aanwonenden en het milieu betreft.

**Art. 70.** Zolang het in artikel 24, § 2 bedoelde plan voor centra voor technische ingraving niet in werking is getreden, kunnen de aanvragen om vergunning tot vestiging en exploitatie in de zin van artikel 11 en de aanvragen om bouwvergunning in de zin van artikel 41, § 1 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium die vóór de goedkeuring van dit decreet door de Waalse Gewestraad ontvankelijk zijn verklaard, aanleiding geven tot een vergunning in de industrie-, landbouw- en ontginningsgebieden, zoals bepaald in de artikelen 172, 176 en 182 van hetzelfde Wetboek.

In afwijking van het vorige lid kunnen de bij deze bepaling bedoelde aanvragen betreffende de verlenging van de termijn voor de exploitatie van percelen waarvoor reeds een vergunning is verleend, aanleiding geven tot een vergunning in de eerder toegelaten gebieden.

Artikel 20, § 2 is niet van toepassing op de vestigings- en exploitatieaanvragen die ingediend worden vóór de goedkeuring van dit decreet door de Waalse Gewestraad.

**Art. 71.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet zijn de regels voor de samenstelling van de Afvalcommissie de regels die vastgesteld zijn bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 oktober 1985 betreffende de samenstelling en de werking van de Afvalcommissie, gewijzigd bij de besluiten van 6 maart 1986, 17 juli 1986, 29 juni 1989 en 4 oktober 1990.

Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet wordt het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 oktober 1991 houdende samenstelling van de Afvalcommissie, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994, bevestigd.

**Art. 72.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet is de naamloze vennootschap "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (Openbare maatschappij voor milieubescherming), opgericht op 13 maart 1991 en waarvan de statuten in het *Belgisch Staatsblad* van 8 mei 1991 bekendgemaakt zijn, de in artikel 39 bedoelde openbare maatschappij die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen.

**Art. 73.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet zijn de in artikel 42, §§ 1 en 2 en in artikel 47, § 2 bedoelde toepassingsregels degene die zijn vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juni 1993 tot uitvoering van artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, mits vervanging van de term "belastingplichtige" door de termen "belastingplichtige, houder van afvalstoffen en overtreder."

**Art. 74.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet zijn de ambtenaren en agenten die krachtens artikel 45 aangewezen zijn om toezicht te houden op de uitvoering van dit decreet of van de toepassingsbesluiten ervan, de ambtenaren en agenten bedoeld bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake milieubescherming.

**Art. 75.** Onverminderd de prerogatieven van de Regering in de uitvoering van dit decreet zijn de in artikel 58, § 3 bedoelde toepassingsregels degene die vastgesteld zijn bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 waarbij de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bevoegd verklaard wordt om de aanvraag in te dienen waarvan sprake in artikel 58, § 2, eerste lid, van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

**Art. 76.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van de artikelen 11 en 15 waarvan de Regering de inwerkingtreding bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEPRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu,  
Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

#### Bijlage I. — Categorieën afvalstoffen

- Q1 Productie- of consumptieresiduen die niet hieronder nader zijn gespecificeerd
- Q2 Producten die niet aan de normen voldoen
- Q3 Producten waarvan de ge- of verbruiksdatum is verstreken
- Q4 Stoffen die per ongeluk zijn geloosd, weggelekt en dergelijke. Hieronder vallen ook stoffen en materialen die als gevolg van dergelijke incidenten zijn verontreinigd
- Q5 Stoffen die zijn besmet of verontreinigd als gevolg van vooraf geplande activiteiten (bijv. residuen van schoonmaakwerkzaamheden, verpakkingsmateriaal, houders enz.)

- Q6 Onbruikbaar materiaal (bijv. lege batterijen, uitgewerkte katalysatoren, enz.)
- Q7 Stoffen die onbruikbaar zijn geworden (bijv. verontreinigde zuren, verontreinigde oplosmiddelen, uitgewerkte hardingszouden enz.)
- Q8 Bij industriële procédés ontstane residuen (bijv. slakken, distillatieresiduen, enz.)
- Q9 Residuen van afvalzuivering (bijv. slib afkomstig van gaswassing, stof afkomstig van luchtfilters, gebruikte filters enz.)
- Q10 Residuen van de fabricage/bewerking van produkten (bijv. bij het draaien of frezen overgebleven residuen enz.)
- Q11 Bij winning en bewerking van grondstoffen overgebleven residuen (bijv. residuen van mijnbouw of oliewinning, enz.)
- Q12 Verontreinigde stoffen (bijv. met PCB's verontreinigde olie, enz.)
- Q13 Alle materialen, stoffen of produkten waarvan het gebruik van rechtswege is verboden
- Q14 Produkten die voor de houder niet of niet meer bruikbaar zijn (bijv. artikelen die zijn afgedankt door landbouw, huishoudens, kantoren, winkels, bedrijven, enz.)
- Q15 Verontreinigde materialen, stoffen of produkten die afkomstig zijn van bodemsaneringsactiviteiten
- Q16 Alle stoffen, materialen of produkten die niet onder de hierboven vermelde categorieën vallen

#### Bijlage II. — Verwijderingshandelingen

- D1 Het op of in de bodem opslaan van afval (bijv. centrum voor technische ingraving, enz.)
- D2 Behandeling op of in de bodem (bijv. afbraak door bacteriën van vloeibaar of slibachtig afval in bodems, enz.)
- D3 Injectie in de diepe ondergrond (bijv. injectie van verpompbaar afval in putten, zoutkoepels of natuurlijk gevormde holten)
- D4 Opslag in waterbekkens (bijv. het lozen van vloeibaar of slibachtig afval in putten, vijvers of lagunen, enz.)
- D5 Opslag in centra voor technische ingraving (bijv. storting in aan de binnenzijde waterdicht beklede, afzonderlijke cellen die worden afgedekt en worden afgesloten van elkaar en van de omgeving, enz.)
- D6 Lozing van vaste afvalstoffen in een watermassa, behalve de overstroming
- D7 Overstroming, daaronder begrepen het ingraven in de zeebodem
- D8 Biologische behandeling die niet elders in deze bijlage wordt omschreven, die resulteert in uiteindelijke verbindingen of mengsels die worden verwijderd volgens één of meer van de in deze bijlage genoemde methoden
- D9 Fysisch-chemische behandeling die niet elders in deze bijlage wordt omschreven, en die resulteert in uiteindelijke verbindingen of mengsels die worden verwijderd volgens één of meer van de in deze bijlage genoemde methoden (bijv. verdamping, droging, calcinatie, enz.)
- D10 Verbranding op het land
- D11 Verbranding op zee
- D12 Permanente opslag (bijv. het installeren van containers in een mijn, enz.)

#### Bijlage III. — Handelingen waardoor nuttige toepassing mogelijk wordt

- R1 Terugwinning of regeneratie van oplosmiddelen
- R2 Recycling of terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddelen worden gebruikt
- R3 Recycling of terugwinning van metalen en metaalverbindingen
- R4 Recycling of terugwinning van andere anorganische materialen
- R5 Regeneratie van zuren of bazen
- R6 Terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt voor de bestrijding van vervuiling
- R7 Terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren
- R8 Reraffinage van olie of andere vormen van hergebruik van olie
- R9 Hoofdgebruik als brandstof of als middel voor energieopwekking
- R10 Verspreiding over de grond ten behoeve van de landbouw of het milieu, met inbegrip van compostbemesting en bemesting met andere biologisch omgezette stoffen

#### Bijlage IV. — Verzamelingshandelingen

- G1 Tijdelijke opslag voorafgaande aan één van de handelingen bedoeld in bijlage II of III
- G2 Verzameling voorafgaande aan één van de handelingen bedoeld in bijlage II of III
- G3 Sortering voorafgaande aan één van de handelingen bedoeld in bijlage II of III
- G4 Voorbehandeling voorafgaande aan één van de handelingen bedoeld in bijlage II of III.